FMES
Fondation Méditerranéenne d'Études Stratégiques

CONSÉQUENCES DE LA GUERRE EN UKRAINE

Perspectives stratégiques 2022-2

CONSÉQUENCES DE LA GUERRE EN UKRAINE

PERSPECTIVES STRATÉGIQUES 2022-2

L'INSTITUT FMES

L'institut FMES est né il y a trente ans de la volonté de mieux faire connaître les enjeux et les perspectives du bassin méditerranéen et du Moyen-Orient aux acteurs politiques, de l'éducation, de l'entreprise, des collectivités, des armées et des administrations.

Depuis quelques années, il a élargi son domaine de compétence aux enjeux maritimes internationaux et au développement de l'économie de défense dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur dont il est un centre ressources.

Il assure ses missions grâce à des cycles d'enseignement de haut niveau, des séminaires thématiques, des colloques, des études, des travaux de recherche et des publications.

Il est partenaire de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), des universités de Toulon, de Nice Côte-d'Azur et d'Aix-Marseille, de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence et du réseau euro-méditerranéen Euromesco.

Table des matières

PRÉFACE : LA GUERRE EN UKRAINE : UN TEST POUR L'EUROPE ET LA FRANCE 9

LES ÉDITOS : RETOUR SUR LE SECOND SEMESTRE 2022 15

NOS ARTICLES 33

LA GEOPOLITIQUE DE LA MER MEDITERRANEE 34

LA MEDITERRANEE, UN ESPACE CRISOGENE ? 43

L'INTIMIDATION MILITAIRE CHINOISE AUTOUR DE TAÏWAN : UNE RUPTURE DU *STATU QUO* GEOPOLITIQUE ? 57

APRES L'INVASION RUSSE DE L'UKRAINE : LA FRANCE ET L'ITALIE DOIVENT FAIRE FACE A UNE RUPTURE A L'EST MAIS AUSSI AU SUD 70

LE RETOUR DE LA LOGIQUE DES BLOCS COMME DEFI A LA SOUVERAINETE EUROPEENNE 84

REGARD SUR LA MEDITERRANEE ORIENTALE 99

OU VA L'IRAN ? 109

LES FORCES ARMEES IRANIENNES SONT-ELLES A LA HAUTEUR DES AMBITIONS DU REGIME ? 112

OU VA LA JORDANIE ? 122

RELIRE *DE LA DEMOCRATIE EN AMERIQUE* D'ALEXIS DE TOCQUEVILLE. POURQUOI LE MODELE OCCIDENTAL EST-IL TANT DETESTE AUJOURD'HUI ? 139

COMPTES RENDUS DE COLLOQUES ORGANISÉS PAR L'INSTITUT FMES 151

COMPTE RENDU DU FORUM SUR LA SECURITE EN MEDITERRANEE 152

PRESENTATION DE LA FMES A L'IFC-IOR 153

RETOUR SUR LA PREMIERE EDITION DES RSMED 154

BREVE RSMED : TABLE-RONDE DES CHEFS-MILITAIRES 168

PRÉFACE

LA GUERRE EN UKRAINE : UN TEST POUR L'EUROPE ET LA FRANCE

Le conflit en Ukraine se prolonge, de plus en plus éloigné du scénario de guerre éclair imaginé par Vladimir Poutine. Ce second semestre 2022 a été marqué par la contre-offensive surprise des forces ukrainiennes, à l'est dans le Donbass, mais également au sud avec la reprise de Kherson. Le renseignement américain, les équipements occidentaux, mais surtout le courage, la volonté de vaincre et l'implication totale de la société ukrainienne dans ce combat existentiel pour cette jeune nation font la différence et posent la question d'une désormais possible défaite russe. Cette possibilité, certes moins probable qu'un enlisement, mérite qu'on s'y arrête.

Si tel était le cas, qu'elles en seraient les conséquences ? Plusieurs hypothèses circulent qui s'appuient sur l'histoire russe. Elles vont d'une fissure de plus dans un système vermoulu, à l'image de la défaite face au Japon en 1905, au changement de régime comme ceux provoqués par les déroutes de 1917 face à l'Allemagne et de 1989 face aux Talibans. Les possibilités d'une dérive du type nord-coréenne du régime qui se bunkeriserait autour d'un clan, d'une vassalisation par la Chine ou bien d'une évolution anarchique à la somalienne sont également évoquées. Tous ces scénarios doivent être analysés en tenant compte de la caractéristique majeure de la puissance russe : elle dispose d'une capacité de frappe nucléaire sans égale avec plus de 4000 têtes nucléaires opérationnelles. Si rien n'indique que Vladimir Poutine ou ses généraux seraient prêts à entrer dans un scénario d'escalade aux conséquences incalculables, l'hypothèse d'une situation, même transitoire, de chaos interne fait froid dans le dos à cet égard.

En tout état de cause, quelle qu'en soit l'issue, cette guerre de haute intensité qui dure et se durcit confirme notre entrée dans un monde qui, s'il n'est pas un simple retour en arrière historique, clôt pour de bon la période d'apesanteur stratégique qui était la nôtre depuis une trentaine d'années. Le rapport de force entre grandes puissances est de retour et le jeu sera dominé par le duopole constitué des États-Unis, enterrés un peu vite après la débâcle afghane, et de la Chine qui a perdu de sa superbe mais certainement pas de ses ambitions.

Cette guerre froide d'un nouveau genre (puisque les interdépendances sont extrêmement fortes entre les deux rivaux) suscite un réflexe d'alignement chez les pays vulnérables à la recherche d'un protecteur. C'est le cas, au profit des États-Unis, des cibles potentielles de la Russie à l'est de l'Europe (pays baltes, Pologne, Finlande, Suède) et des cibles potentielles de la Chine en Asie (Japon, Corée, Australie, Philippines). Elle ouvre au contraire des opportunités pour les puissances moyennes ambitieuses qui voient de nouvelles options se dessiner qui permettent de multiplier les soutiens, de faire jouer les concurrences et d'exploiter les espaces laissés vacants par les deux grands. C'est le cas de la Turquie, des monarchies du Golfe, de l'Iran, d'Israël ou de l'Inde. Elle impose enfin au plus grand nombre, trop faibles pour soutenir une stratégie autonome, de courber le dos et de ménager les deux maîtres du monde en espérant de ne pas trop faire les frais de leurs tensions. Les pays africains, asiatiques et d'Amérique latine, de même que certains États du Moyen-Orient tentent ainsi coûte que coûte de préserver leurs relations stratégiques avec les deux grands. Leurs abstentions à l'ONU en témoignent.

Dans ce nouveau jeu, la France et l'Europe n'ont pas encore fait leur choix. D'un côté, la solidarité avec l'Ukraine, la rupture assumée avec Vladimir Poutine, la référence à l'électrochoc et au sursaut face au « retour du tragique » pour reprendre l'expression du président de la République Emmanuel Macron, pourraient indiquer que l'heure est à la lucidité, à l'effort et au combat. De

l'autre, la recherche du parapluie américain, le désengagement européen du flanc sud (Afrique, Méditerranée, Proche-Orient, Caucase) et les priorités politiques accordées aux sujets intérieurs (sociaux et sociétaux) donnent l'impression d'un retrait des affaires du monde. Si tel était le cas les conséquences seraient désastreuses tant la posture des pays européens est structurellement instable.

La région du bassin méditerranéen et du Moyen-Orient qui compose notre voisinage sud est en effet une illustration de ces évolutions radicales qui renforcent les tensions et les initiatives agressives à notre égard. L'impact des guerres régionales, de la pandémie de Covid, de la guerre d'Ukraine, de la crise économique globale et de l'inflation structurelle fragilisent une grande partie des pays du sud. C'est le cas dans notre région de prédilection de la Tunisie, de la Libye, de la Syrie, du Liban, de l'Irak et du Yémen. La fragilité de ces États, la déstabilisation de leur société travaillée par des forces antagonistes souvent manipulées de l'extérieur et l'impact des flux migratoires, notamment subsahariens pour les Africains et afghans pour les Levantins, créent une situation explosive à notre voisinage. La Russie, en difficulté au Nord, utilise le Sud pour fragiliser l'Europe en soufflant sur les braises anti-occidentales déjà attisées par une propagande turque et chinoise.

La Turquie de son côté exploite au mieux sa situation de pivot en se rendant indispensable, à la fois à l'OTAN en tant que gardien du Bosphore et à la Russie en tant que sas économique vers l'Occident. Cette double dépendance laisse à Recep Tayip Erdogan les mains libres pour achever le travail de prise d'ascendant sur son voisinage. Il peut désormais mettre sous tutelle le Haut-Karabakh avec son allié azerbaïdjanais Ilham Alliyev au détriment des Arméniens, contrôler le nord de la Syrie aux dépens des Kurdes et renforcer la pression en Méditerranée orientale à l'encontre des Grecs et des Chypriotes. Les élections de mai 2023 en ligne de mire, le président turc espère que cette politique de puissance, très

populaire dans sa population, éclipsera les difficultés économiques.

L'Iran a de son côté définitivement renoncé à relancer l'accord du JCPOA sur le nucléaire : trop d'avancées techniques sur lesquelles il était difficile de renoncer, trop d'incertitudes sur la stabilité de la position de Washington et trop de volatilité stratégique pour s'engager fermement dans un accord avec une puissance américaine devenue moins fiable et par là même moins incontournable. Le partenariat économique de 25 ans avec la Chine ayant été mis sur les rails en début d'année, c'est vers la Russie que s'est retourné Téhéran depuis l'été, en particulier dans le domaine militaire en échangeant des drones immédiatement disponibles sur le front ukrainien avec des chasseurs de dernière génération susceptibles à moyen terme de s'opposer à ses rivaux régionaux.

Les monarchies du Golfe profitent quant à elles de l'autonomie retrouvée et du délice de picorer entre les puissances en recherche d'influence : l'Arabie saoudite n'a pas augmenté sa production de pétrole malgré la demande de Joe Biden, pourtant venu à Riyad comme à Canossa pour se réconcilier avec Mohammed Ben Salmane et assurer que les États-Unis ne laisseraient pas de vide dans la région susceptible d'être comblé par la Chine, la Russie ou l'Iran. L'invitation officielle du prince émirien Mohammed Ben Zayed à Washington n'a pas empêché ce dernier d'aller au contraire à Moscou échanger sur les sujets régionaux et d'inviter Bachar el Assad à Abou Dabi pour son premier déplacement hors de Syrie depuis 2011. La visite officielle de Xi Jinping à Riyad, invité au Conseil de Coopération du Golfe et au premier sommet sino-arabe est une autre forme de pied de nez à un Occident perçu comme velléitaire et faible.

Ainsi dans la contestation géopolitique qui s'amorce, les Américains et surtout les Européens semblent fragiles, en dépit de l'heureuse surprise qu'a représenté leur réaction face à l'agression russe. Pour autant, leurs opposants autoritaires ont montré de leur côté leur vulnérabilité interne. Si les populations africaines et

arabo-musulmanes ont confirmé leur anti-occidentalisme croissant en prenant fait et cause pour Vladimir Poutine, il est intéressant d'observer les protestations populaires contre les régimes bien établis en Iran et en Chine. Malgré un contrôle social particulièrement sévère, et peut-être à cause de celui-ci, ces mouvements s'appuient sur des références occidentales explicites pour revendiquer la liberté et l'égalité des conditions, bases du modèle démocratique[1].

C'est donc un combat global qui est entamé. Il se situe d'abord sur le plan du rapport de force entre États, dans lequel les États européens doivent répondre coup pour coup et montrer leur détermination à relever le défi de la prise d'ascendant, qu'il soit économique, militaire ou politique. Il se situe également dans le domaine des idées et des représentations. Dans ce domaine nous avons un modèle à défendre et à promouvoir, celui de la liberté, de l'égalité et de la générosité. C'est en cela que la guerre d'Ukraine a valeur de test : elle nous confronte à notre capacité à nous défendre, économiquement, socialement et militairement mais également intellectuellement et philosophiquement. Si nous laissons le Kremlin l'emporter, tous ceux qui rêvent de revanche face aux Européens ou face à leurs rivaux seront tentés de s'engouffrer dans la brèche et nous en paierions le prix.

Le 21 décembre 2022

L'amiral (2s) Pascal AUSSEUR
Directeur général de l'institut FMES

[1] Relire « De la démocratie en Amérique » d'Alexis de Tocqueville. Pourquoi le modèle occidental est-il tant détesté aujourd'hui ? »

LES ÉDITOS : retour sur le second semestre 2022

Juillet – août

Six mois se sont écoulés depuis l'invasion russe de l'Ukraine. Ses conséquences apparaissent désormais clairement en termes de menaces directes sur la sécurité alimentaire (tout particulièrement pour les pays de la rive sud de la Méditerranée), sur la sécurisation des approvisionnements énergétiques, sur la sécurité des pays situés à l'est de l'Europe et sur le fonctionnement de notre système démocratique. L'armée russe continue de grignoter le territoire ukrainien et rien ne laisse présager la fin de cette guerre qui s'enlise et dont tout indique qu'elle va durer. Grâce à leur courage et leur mobilisation totale, les Ukrainiens disposent de combattants, mais ils manquent d'armes et de munitions malgré les fournitures occidentales ; les Russes ont le matériel et les armes, mais ils manquent de combattants car leur tactique du rouleau compresseur s'avère très meurtrière pour les deux camps. Les pertes ont été très lourdes des deux côtés : au moins 20 000 morts et 60 000 blessés côté russe (selon Michel Goya et les services de renseignements américains) ; au moins 9 000 soldats et 6 000 civils tués et 35 000 blessés côté ukrainien (selon les responsables militaires ukrainiens).

Mais cette guerre révèle également les évolutions géopolitiques : les pays du sud s'émancipent de plus en plus des États-Unis et de l'Europe. Nombre de pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient – à commencer par l'Algérie –persistent dans leur neutralité et refusent de condamner l'invasion russe, pour ménager leurs approvisionnements énergétiques et/ou alimentaires, pour ne pas remettre en cause leurs fournitures d'armements russes, et pour ne pas fâcher le Kremlin dont ils ont besoin sur la scène régionale.

Cela s'appelle la *realpolitik* et nous avions oublié que ce concept n'était pas l'apanage des États occidentaux. Nul doute que ce même

concept a sous-tendu la visite complexe du président Emmanuel Macron en Algérie en cette fin de mois d'août 2022. Elle est survenue dans un contexte sécuritaire rendu volatil par le désengagement français du Mali, la reprise des combats entre factions gouvernementales en Libye et les tensions intra-maghrébines générées notamment par le président tunisien Kaïs Saïed qui a abandonné la posture classique de neutralité de son pays dans le contentieux opposant Alger à Rabat, pour croiser le fer avec le Maroc en déroulant le tapis rouge au chef historique du Front Polisario.

Cet été aura également été marqué du sceau de l'énergie nucléaire : retour en grâce du nucléaire civil pour réduire à terme la dépendance aux hydrocarbones et réduire les effets dramatiques du réchauffement climatique que chacun peut observer (incendies gigantesques y compris en Algérie, inondations, tempêtes) ; risques induits avec le chantage russe lié à la sécurité de la centrale nucléaire ukrainienne de Zaporijia ; nucléaire militaire avec les intimidations russes et l'accélération de la négociation sur le nucléaire iranien entrée dans sa phase finale. Quelle que soit l'issue de cette négociation, les Iraniens ont reconnu informellement en juillet qu'ils étaient parvenus au « seuil de la capacité nucléaire ». Que l'accord nucléaire initial (JCPOA) rentre en vigueur ou pas, les voisins et rivaux de l'Iran devront en tenir compte. Le Koweït et les Émirats arabes unis ont déjà renvoyés leurs ambassadeurs à Téhéran ; l'Arabie saoudite a annoncé un nouveau *round* de négociations avec l'Iran ; Israël demande des garanties supplémentaires à Washington. Que l'accord nucléaire soit scellé ou pas, les défis du régime iranien resteront toutefois les mêmes ; à cet égard, la FMES a eu le privilège de coordonner le numéro spécial de la revue Diplomatie consacré à « Où va l'Iran ? » que vous trouverez en kiosque ce mois-ci. De leur côté, les États-Unis se sentent davantage concernés par la menace d'un blocus chinois

de Taïwan et par la préparation des élections de mi-mandat en novembre prochain.

Bref, les recompositions majeures qui affectent le bassin méditerranéen et le Moyen-Orient s'accélèrent. La première édition de nos Rencontres stratégiques de la Méditerranée (RSMed-2022) tombe donc à point nommé pour décrypter ces évolutions. Cette rencontre ouverte à tous, mais sur inscription obligatoire, se déroulera à Toulon au Palais Neptune les 27 et 28 septembre prochains. Ces rencontres permettront de croiser les regards géopolitiques, opérationnels et technologiques liés notamment aux premières leçons tirées de la guerre en Ukraine. Elles réuniront de très nombreux experts et personnalités. Dans l'attente de vous y retrouver, toute l'équipe de la FMES vous souhaite une bonne rentrée.

Septembre

Ce mois de septembre a été marqué par le durcissement du conflit en Ukraine avec le recul relatif des forces russes dans le Donbass, la mobilisation partielle lancée par Moscou et les menaces d'emploi de l'arme nucléaire de Vladimir Poutine, qui s'est par ailleurs montré plus isolé que prévu lors du sommet de l'Organisation de Coopération de Shanghai à Samarkand.

Cet accroissement des tensions, à la fois systémique et conjoncturel, place l'Europe et la France au cœur d'un bouleversement géopolitique mondial qui voit le trio stratégique (États-Unis, Chine, Russie) tenter de définir les nouvelles zones d'influence et les puissances régionales pousser leurs pions pour optimiser leurs gains. Les Européens et les Français ne peuvent rester passifs face à ce grand remue-ménage et doivent appréhender intellectuellement ces changements, identifier leurs enjeux et définir une stratégie.

C'est l'objectif des Rencontres Stratégiques de la Méditerranée (RSMed) dont la première édition a réuni plus de 1200 participants (parmi lesquels une dizaine d'ambassadeurs et une quinzaine d'officiers généraux dont deux chefs d'états-majors), les 27 et 28 septembre dans le magnifique palais Neptune de la ville de Toulon, première base navale d'Europe. Deux conférences et dix tables-rondes animées par plus de 40 experts, chercheurs, hauts responsables, représentants des industriels et élus dont une représentation de la commission de la défense de l'Assemblée nationale se sont succédées pour présenter et débattre des grands enjeux stratégiques qui se concentrent sur notre voisinage sud. Les réflexions se sont articulées autour de trois grandes thématiques : recompositions géopolitiques, défis sécuritaires transverses et ruptures technologiques dans les conflits récents.

Si la synthèse de ces débats nécessitera quelques semaines pour en extraire la substantifique moelle (ils seront bientôt disponibles sur la chaine Youtube de la FMES), on peut déjà identifier quelques lignes de force. Un consensus apparait sur le constat de la fragmentation et de la désoccidentalisation du monde, le retour de la guerre de haute intensité sous le seuil nucléaire et l'autonomisation de nos interlocuteurs du sud, de plus en plus « non-alignés ».

La fragilité nouvelle des puissances européennes est également apparue. La prolifération des armements technologiques (cyber, drones, spatial), le réarmement général, le développement des capacités nouvelles (hypervélocité), notre sidération face aux rapports de forces et peut-être notre difficulté conceptuelle à caractériser le monde qui advient placent les Européens dans une posture trop souvent réactive et défensive.

Travail intellectuel, lucidité et courage s'imposent donc pour mettre des mots et des concepts sur un environnement stratégique qui n'est pas celui que nous attendions et pour définir les modes d'action dont dépendent notre avenir. En tout état de cause, un triple réarmement est nécessaire : un réarmement capacitaire qui imposera de nouvelles méthodes itératives, plus souples, pour définir les besoins et les améliorations ; un réarmement doctrinal pour améliorer en particulier les capacités d'action multinationales, renforcer notre dissuasion conventionnelle, envisager les actions d'anticipation et intégrer les guerres de l'information ; ainsi qu'un réarmement moral sans lequel aucun effort ne sera possible.

Cette démarche s'inscrit parfaitement dans le spectre des travaux de la FMES qui s'appuie sur la réflexion académique, l'expérience militaire et la proximité avec les acteurs technologiques et

industriels. La guerre en Ukraine nous le démontre : à une époque de bouleversement stratégique où la conflictualité revient en force et alors que la supériorité technologique bouleverse les rapports de forces, une réflexion qui tente de croiser ces trois perspectives est plus que jamais essentielle pour l'avenir de notre pays et de l'Europe. C'est ce qu'ont initiée ces premières RSMed. Nous continuerons, grâce à votre confiance, dans cette voie. Rendez-vous les 9 et 10 novembre 2023 pour la deuxième édition !

Octobre

Il y a un an exactement, Joe Biden et Xi Jinping s'entretenaient en tête à tête pendant trois heures pour évoquer la marche du monde. L'heure semblait aux conciliabules entre les deux grands maîtres du monde. Vladimir Poutine procédait de son côté à la destruction de l'un de ses propres satellites pour prouver sa capacité de guerre hybride et leur rappeler qu'il restait un perturbateur incontournable de la géopolitique mondiale avec lequel il fallait compter. Depuis, il a franchi une étape et a ouvert la boîte de Pandore, encourageant les rivalités désinhibées de la puissance militaire.

Aujourd'hui, le 20ème congrès du parti communiste a conforté Xi Jinping à la tête de la Chine pour 5 années supplémentaires, avec Taïwan dans son collimateur ; c'est le thème de notre première conférence mensuelle. Joe Biden, fragilisé, espère quant à lui conserver la majorité au Congrès lors des élections de mi-mandat qui se dérouleront dans quelques jours ; il aura sans doute du mal à y parvenir. Vladimir Poutine comprend probablement que son mandat pourrait se terminer tragiquement, pour lui et pour la Russie. Il ne montre aucune faiblesse, durcit sa posture et renforce sa main mise sur la société russe. Il gagne du temps, misant sur la défaite de Joe Biden au Congrès et sur la division du camp européen. Il renforce sa propagande anti-occidentale sur le flanc sud, en particulier en Afrique, rappelle à tous qu'il peut escalader et pratiquer la stratégie de la terre brûlée sans même recourir à son arsenal nucléaire. Les explosions sur les gazoducs North-Stream, s'il est difficile de les attribuer, pourraient manifester un signal en ce sens : demain, les câbles sous-marins et les satellites pourraient constituer de prochaines cibles.

Le maître du Kremlin semble d'autant plus conforté dans cette stratégie que l'Union européenne cherche toujours sa boussole stratégique et affiche ses divisions politiques, énergétiques et industrielles. La montée des populismes, en Italie ce mois-ci après la Suède en septembre, fragilise un peu plus la « maison commune » voulue par les pères-fondateurs. Les Britanniques ricanent et font feu de tout bois pour avancer leurs pions et ressusciter le Commonwealth ; la nomination inédite de Rishi Sunak, nouveau Premier ministre britannique d'origine indienne marié à l'une des plus grosses fortunes de l'Inde, pourrait les y aider.

Pendant ce temps, certains acteurs régionaux poussent leurs pions à bas bruit et préparent leurs prochains coups, tel le président turc R. T. Erdogan qui a en tête les élections générales de 2023 et la commémoration du centenaire de la République turque moderne. En levant l'embargo sur les armes américaines à Chypre et en annonçant son retour sur place, les États-Unis lui signifient pourtant qu'ils ne resteront pas inactifs en cas d'action intempestive sur cette île, qui aurait pour conséquence de transformer la Méditerranée orientale en un lac russo-turc lié à l'Iran. À cet égard, la conclusion il y a deux semaines de la très longue et difficile négociation sur la délimitation maritime entre Israël et le Liban, sous l'égide et la protection des maitres États-Unis, pourrait constituer un *game changer* dans cette partie du bassin méditerranéen.

Tandis qu'Israël reste concentré sur ses élections législatives du 1er novembre, en Iran ce mois d'octobre restera marqué par une contestation dont l'ampleur pourrait déstabiliser le régime. Pour la première fois depuis 1979, il ne s'agit pas d'émeutes socio-économiques ou de manifestations contestant le résultat d'élections, mais d'une remise en cause directe de la mainmise théocratique du clergé sur le pouvoir temporel. Ces manifestations

autour du port du voile obligatoire par les femmes ne sont que la partie émergée d'un ras-le-bol général au sein d'une population jeune qui souhaite davantage de libertés dans la sphère privée. Les Gardiens de la révolution (pasdarans) l'ont compris ; ils n'ont pour l'instant pas pris parti et attendent de voir comment les évènements tourneront. Il n'est pas impossible qu'au bout du compte, ils en profitent pour marginaliser le clergé et prendre officiellement le pouvoir, poussant un agenda moins idéologique, mais hypernationaliste. N'ayant plus la légitimité théocratique, ils pourraient être tentés par la légitimé conférée par la capacité nucléaire militaire.

Bref, les sujets de réflexions et d'analyse ne manqueront pas lors des secondes Rencontres stratégiques de la Méditerranée qui se dérouleront à Toulon les 9 et 10 novembre 2023, dans un an exactement. En attendant, la FMES est très fière d'avoir lancé sa première Session maritime méditerranéenne (S2M) et la montée en puissance de ses Sessions méditerranéennes des hautes études stratégiques (SMHES) pour sensibiliser des auditeurs de tous horizons aux enjeux stratégiques maritimes de notre bassin méditerranéen.

Novembre

Si le mois de novembre a connu son lot de surprises, celles-ci n'ont pas atténué la tendance actuelle à l'accroissement des tensions.

Début novembre, déjouant les pronostics, le président américain Joe Biden a conservé le contrôle crucial du Sénat lors des élections de mi-mandat, même s'il a perdu celui de la Chambre des représentants. Il sera donc contraint au *statu quo* et ne pourra probablement pousser aucune initiative majeure dans la seconde partie de son mandat, tout particulièrement au Moyen-Orient. Il est donc plus que jamais illusoire d'espérer un retour des États-Unis dans l'accord nucléaire avec l'Iran, pas plus que des pressions efficaces à l'encontre d'Israël, des monarchies du Golfe ou de la Turquie. Donald Trump n'a de son côté pas réussi son pari de mettre à genou son adversaire démocrate. Même s'il s'est officiellement déclaré candidat à l'élection présidentielle de 2024, il n'a pas convaincu son électorat et se retrouve désormais défié dans son propre camp par le gouverneur de Floride, Ron de Santis, qui semble s'imposer comme le véritable vainqueur de cette élection. Les États-Unis vont donc se consacrer sur leur situation intérieure en limitant leur implication internationale aux dossiers russes et chinois.

En Chine, alors qu'il venait d'être triomphalement réélu par le parti communiste chinois, le président Xi Jinping fait face pour la première fois de son règne à des manifestations de grande ampleur qui critiquent sa gestion de la crise sanitaire persistante. Si sa posture inflexible et l'utilisation de ses outils ultramodernes de contrôle de la population semblent à ce stade efficace, l'empereur de Pékin sera attentif à ne pas donner l'image d'un pouvoir fragilisé à l'extérieur. Pour ne pas multiplier les fronts, il a adopté une posture plus conciliante sur la scène internationale lors des

réunions du G20 à Bali et a préféré ne pas se rendre personnellement à la COP 27 de Charm el-Cheikh où l'accord sur le financement des fonds vers les pays fragiles a achoppé notamment sur la question de la participation de la Chine.

En Israël, Benjamin Netanyahou a lui aussi déjoué les pronostics en remportant les élections générales. C'est une mauvaise nouvelle pour les Palestiniens, pour l'administration Biden et pour les Européens qui avaient noué une relation fructueuse avec Yaïr Lapid, l'actuel Premier ministre. La coalition qu'il entend constituer pour gouverner avec des partis ultra-orthodoxes et ultra-nationalistes (qui insistent pour annexer davantage de territoires palestiniens) pourrait constituer une menace pour les accords d'Abraham puisqu'elle place les monarques arabes qui ont normalisé leurs relations avec Israël dans une posture délicate. C'est en revanche une excellente nouvelle pour Vladimir Poutine dont Benjamin Netanyahou est proche et qui sait ainsi qu'il ne risque pas de voir Israël se ranger du côté de l'Ukraine.

En Ukraine, justement, la reconquête du verrou de Kherson par l'armée ukrainienne permet à celle-ci de consolider sa ligne défensive et d'accroître l'incertitude et le désarroi dans le camp russe. La capacité des forces ukrainiennes à percer le front pour atteindre la mer d'Azov et rompre la continuité du dispositif russe sera déterminante. Comme le sera la capacité d'escalade russe.

Contre toute attente, la contestation ne faiblit pas en Iran, même si les manifestants éparpillés sur la majeure partie du pays ne parviennent pas pour l'instant à atteindre la masse critique indispensable pour contraindre le régime à des changements majeurs. Il n'empêche que la situation ressemble de plus en plus à celle qui prévalait en 1978, l'année précédant la chute du Chah. Conscients du risque de perdre le pouvoir probablement au profit

des Gardiens de la révolution, les mollahs multiplient les démarches auprès des uns et des autres, de manière un peu désordonnée, témoignant de leur réelle inquiétude.

En Turquie enfin, profitant du vide laissé en Syrie par la Russie et l'Iran trop occupés ailleurs, et cherchant à fédérer les nationalistes en prévision des élections de 2023, le président R.T. Erdogan a lancé l'offensive de grande ampleur « Griffe Épée » contre les poches de résistance kurdes réparties le long de la frontière turco-syrienne. Dans le contexte actuel, on ne voit pas qui pourrait désormais l'arrêter, à part les Kurdes eux-mêmes.

L'Europe et la France, de leur côté, empêtrées dans la gestion économique des conséquences de la guerre en Ukraine, sont confrontées au retour des spectres des débats migratoires, des fâcheries franco-allemandes et du retour éventuel du port du masque. L'annonce de la Revue Nationale Stratégique par le président Macron ainsi que sa visite d'État aux États-Unis ne semblent pas en mesure d'éloigner les lourds nuages qui se rapprochent. Votre institut de son côté tente de participer à la meilleure prise en compte de cet environnement qui se trouble. Les sessions parisiennes des SMHES et des S2M, le colloque organisé au Sénat sur l'avenir des Balkans occidentaux et la réception réunissant les partenaires parisiens de la FMES en ont été des belles illustrations.

Décembre

Depuis le mois dernier, la coupe du monde de football qui vient de se dérouler au Qatar a fait diversion des enjeux économiques, énergétiques, sécuritaires et géopolitiques qui affectent nos sociétés comme celles du bassin méditerranéen et du Moyen-Orient. Les émeutes qui viennent de secouer la Jordanie, largement passées sous silence, montrent la fragilité de certains pays de la région. L'article de Marion Sorant sur « Où va la Jordanie ? » tombe donc à point nommé pour décrypter les enjeux liés à la stabilité de la monarchie hachémite à l'heure où se déroule sur les rives de la mer Morte la conférence Bagdad II sur le Moyen-Orient.

Nul doute qu'au-delà des accusations de corruption liées à cet évènement, l'émir Al Thani du Qatar a profité de cette parenthèse pour diversifier ses réseaux d'influence en prévision d'une possible prise de distance occidentale. La possibilité d'une victoire massive des Républicains aux États-Unis dans deux ans pourrait en effet atténuer la traditionnelle attention bienveillante des administrations démocrates, toujours prompte à soutenir l'Islam politique, tout particulièrement en Turquie et au Qatar. La bénévolence des institutions européennes à l'égard du Qatar et des Frères musulmans pourrait également pâtir du scandale naissant sur la corruption des décideurs bruxellois par Doha. De son côté, la Chine a profité de cette coupe du monde pour pousser discrètement ses pions dans la région.

À Riyad, le président Xi Jinping a conduit une importante visite d'État au cours de laquelle il a renforcé le partenariat stratégique avec l'Arabie saoudite, au point que le prince hériter Mohammed Ben Salmane a décidé de promouvoir l'apprentissage linguistique et culturel du chinois au même titre que celui de l'anglais,

autorisant l'installation de nombreux experts chinois dans son royaume. Pékin a également profité du Mondial pour renforcer ses partenariats avec Doha, Abou Dabi, Oman et Téhéran, alimentant les inquiétudes des États-Unis qui se demandent si le Moyen-Orient n'est pas en train de basculer durablement vers la Chine.

En Iran, la répression des manifestations a gagné en intensité et les exécutions se sont multipliées pour tenter d'instiller la terreur au sein d'une jeunesse de plus en plus désespérée, mais qui au lieu de fuir le pays est désormais décidée à y rester jusqu'au moment où les conditions lui permettront de faire chuter le régime clérical qui s'accroche au pouvoir.

Cette même jeunesse pourrait bien être appuyée paradoxalement par une majorité de pasdarans – les Gardiens de la Révolution – qui voient dans la crise actuelle l'opportunité de marginaliser le clergé tout en renforçant leur emprise effective au sommet du pouvoir. Les rumeurs sur une possible candidature du technocrate modéré Ali Laridjani soutenu par la branche moderniste, mais ultranationaliste des pasdarans, lors des prochaines élections législatives (2024) puis présidentielle (2025), montrent en tout cas le niveau d'inquiétude du clergé qui cherche à gagner du temps.

La situation n'est guère meilleure sur la scène intérieure israélienne. Près de deux mois après son élection, Benjamin Netanyahou peine à former un gouvernement. Son projet de coalition ultrareligieuse appelant à de nouvelles annexions inquiète la communauté internationale, les monarques arabes qui ont normalisé leurs relations avec Israël, mais surtout les Palestiniens ; selon le Palestinian Center for Policy and Survey Research, 72 % de ces derniers seraient favorables à la création de groupes armés en Cisjordanie pour lutter contre l'annexion rampante de territoires par les colons israéliens ; 2022 ayant été

une année record en nombre d'attentats et de victimes en Israël, l'on peut en déduire que les risques d'une nouvelle Intifada sont bien réels.

Cette fin d'année 2022 aura enfin été marquée par une quatrième phase de la guerre en Ukraine, caractérisée désormais par une stratégie de pilonnage systématique des infrastructures critiques ukrainiennes, notamment énergétiques, mais aussi des axes d'approvisionnement en armement et en munitions.

Chacun semble recompléter ses stocks car depuis deux siècles et demi, l'histoire militaire du front de l'Est rappelle que l'hiver et ses sols gelés voient généralement se dérouler de grandes offensives surprises destinées à surprendre et désorganiser l'adversaire. Cette fois, qui attaqueront les premiers ? Les Russes ou les Ukrainiens ? Et où ? Une offensive terrestre surprise sur Kiev, seul moyen pour le Kremlin de mettre rapidement l'Ukraine à genou, est risquée mais reste toujours possible, de même qu'une offensive ukrainienne en direction de la mer d'Azov pour scinder en deux le dispositif russe et isoler la Crimée occupée.

Malgré ces développements inquiétants pour les Européens, le pire n'est jamais certain. Le combat se joue également sur le champ des idées et dans ce domaine le « virus démocratique », malgré ses faiblesses, n'est pas si facile à éradiquer comme le souligne Pascal Ausseur dans son article « Relire Tocqueville ».

L'année 2023 pourrait annoncer le rebond toujours possible des démocraties en cas de contestation grandissante en Russie, en Chine, en Iran et en Turquie. Cette nouvelle année pourrait donc s'avérer riche en surprises que l'institut FMES ne manquera pas de décrypter.

Ce mois de décembre a marqué également l'heure de « la relève de quart » du président de notre institut. L'amiral (2s) Benoit de Chermont qui avait rejoint la FMES comme directeur général il y a plus de vingt ans et en assurait la présidence depuis 2016 a transmis les rênes à un autre amiral en deuxième section : Charles-Henri du Ché.

L'équipe de direction remercie l'un et l'autre de leur confiance, démontrée et renouvelée. Nous tâchons d'en être digne. En attendant, nous vous souhaitons de bonnes fêtes de fin d'année et vous adressons nos meilleurs vœux pour 2023.

NOS ARTICLES

La géopolitique de la mer Méditerranée

Par l'amiral (2s) Pascal AUSSEUR,
directeur général de l'Institut FMES.

Dans ce monde rétréci, la situation géopolitique de la Méditerranée ne peut pas s'extraire des grands mouvements tectoniques qui bouleversent l'organisation des communautés humaines partout sur le globe.

Le bassin méditerranéen est en effet lui aussi soumis à ce mouvement général de fragmentation qu'on observe à la fois au sein des sociétés et entre les pays, et qui est la marque de notre époque. La longue tendance à la convergence, économique, culturelle et politique autour d'un modèle européen puis occidental qui a débutée avec la révolution industrielle du XIXème siècle, s'est accélérée après la deuxième guerre mondiale ; elle a connu son apothéose après la chute du mur de Berlin dans les années 1990, puis s'est brutalement interrompue. Elle laisse place à un monde morcelé qui se structure autour de la rivalité américano-chinoise dont l'épicentre est en Indopacifique, ouvrant des espaces de manœuvres pour des puissances de moindre ambition qui cherchent à profiter de ce remue-ménage pour accroitre leur positionnement et mieux défendre leurs intérêts.

Tous ces mouvements s'inscrivent dans un cadre général de remise en cause des modèles intellectuels, moraux et normatifs portés par l'Europe qui non seulement ne fascine plus mais fait même l'objet d'un fort ressentiment.

Quel est donc l'impact de cette évolution pour le bassin méditerranéen ?

Le jeu des trois grands

Pour les deux grands acteurs mondiaux, la première caractéristique de cet espace est son éloignement du nouveau centre de gravité stratégique. La Méditerranée, comme l'Europe d'ailleurs, a perdu la centralité qui était la sienne lors des affrontements des guerres mondiales puis de la guerre froide. L'épicentre des tensions géopolitiques se positionne désormais entre la mer de Chine que Pékin veut transformer en bastion et le nord de l'océan Indien qui est le point de départ des flux d'hydrocarbures du golfe Persique vitaux pour l'empire du Milieu.

La Méditerranée n'est donc plus essentielle pour les deux superpuissances, mais elle reste cependant importante. Pour ce qui concerne la Chine, la Méditerranée lui permet d'abord d'accéder plus rapidement au marché européen. Il lui faut en effet une semaine de plus en faisant le tour de l'Afrique pour rallier la porte d'entrée principale que constitue le range nord qui s'étend du Havre à Rotterdam. Pour les États-Unis, l'accès à la Méditerranée facilite la protection d'Israël qui est un sujet de politique intérieure important pour ce pays ; il permet également un transit maritime plus rapide d'éventuels renforts vers l'Indopacifique. Mais la Méditerranée représente un intérêt géopolitique supplémentaire pour ces deux puissances : c'est une position idéale pour contrôler la principale zone de friction entre les blocs eurasiatique, moyen-oriental et africain. Car c'est surtout parce qu'elle reste une zone de tension structurelle que la Méditerranée garde une fonction géopolitique majeure.

C'est pourquoi le désengagement américain, s'il est affiché depuis la présidence de Barak Obama, reste limité : les États-Unis conservent plus de 60 000 militaires autour de ce bassin, des unités de défense antimissiles balistiques pour contrer les menaces

russes et iraniennes et les infrastructures permettant de renforcer rapidement leur dispositif. La Chine pour sa part privilégie pour l'instant le volet commercial en renforçant son contrôle sur de nombreux ports de la région pour consolider son emprise économique et politique sur les deux rives.

Ce n'est donc pas la Chine mais un troisième acteur, la Russie, qui a comblé l'espace laissé libre par le relatif désengagement militaire de Washington en cohérence avec sa stratégie de renforcement de son influence globale. La Méditerranée, par l'accès permanent aux mers chaudes qu'elle permet, représente en effet l'aire d'expansion naturelle de Moscou et l'obsession historique du pouvoir russe depuis qu'il souhaite peser dans les affaires du monde. Cet accès n'est pas simple : il impose un contrôle de la mer Noire, un accès facilité à travers les détroits turcs et des points d'appuis tout au long des zones de déploiement. L'annexion de la Crimée en 2014, l'instauration d'une relation de connivence entre les présidents Poutine et Erdogan à partir de 2016, la pérennisation de la base navale de Tartous en Syrie en 2015 et le projet de création de celle de Port Soudan en mer Rouge sont les applications concrètes de ces contraintes. La stratégie russe en Méditerranée est donc dans son essence à la fois classique et logique. Elle ne pose des problèmes aux Européens que parce qu'elle s'inscrit dans une stratégie globale de revanche vis-à-vis de l'Occident perçu comme un ennemi, et de déstabilisation de l'Union européenne perçue comme une proie. Le dispositif mis en place par Moscou (environ 15 000 militaires, en majorité mercenaires, associés à des capacités de soutien et d'interdiction de zone aéromaritime) lui assure une permanence militaire en Méditerranée orientale et centrale qui lui permet de soutenir ses opérations dans la région, lui donne la capacité de peser sur les recompositions gazières de la zone – secteur essentiel pour son économie – et autorise un soutien de sa diplomatie régionale, mélange d'interventionnisme militaire,

d'influence politique et de vente d'armements. Ainsi, c'est la Russie qui a indubitablement le plus profité du désengagement partiel des États-Unis dans la région, ce qui lui permet de jouer efficacement sa stratégie de perturbation. La guerre en Ukraine se place dans cette logique, même si son intensité inattendue marque un palier majeur dans l'antagonisme désormais explicite entre la Russie et ses voisins européens.

L'émancipation des petits

Mais une autre des caractéristiques de notre temps est l'émancipation des États de la tutelle des « grands ». Chacun sent que l'instabilité actuelle ouvre une fenêtre d'opportunité qui permet d'accroitre son positionnement pour mieux défendre ses intérêts, perçus de moins en moins comme partagés et en ligne avec ceux des Occidentaux. La chasse est donc ouverte et chacun s'affaire pour optimiser son jeu, en usant de ses atouts en termes de ressources énergétiques, de positionnement géographique, d'influence culturelle, de poids économique, d'influence politique ou de capacité de nuisance.

Dans ce domaine, la Turquie occupe une position particulière. Son poids démographique (2ème pays le plus peuplé du bassin), son positionnement géographique qui la rend incontournable sur le plan maritime (lien Méditerranée-mer Noire), énergétique (hub gazier vers l'Europe) et géopolitique (flanc sud de l'OTAN), associés à l'importance de ses relations économiques avec l'UE (premier partenaire du bassin) la placent naturellement en acteur régional de poids. Mais c'est l'originalité de son modèle qui allie une forme de modernité, une promotion de l'islam politique et un nationalisme néo-ottoman qui fait la spécificité de cette puissance à la fois revancharde et incontournable. R. T. Erdogan s'appuie sur un *soft power* très structuré qui cherche à positionner la Turquie

comme le leader intellectuel et culturel régional des pays du sud en s'appuyant sur une culture musulmane partagée, une mémoire magnifiée de l'Empire ottoman et un rejet du modèle occidental.

En Méditerranée, cette stratégie se matérialise par une politique expansionniste qui vise à accéder plus facilement à son voisinage maritime, à s'approprier une zone économique exclusive étendue, à renforcer son poids politique et militaire et à développer une capacité d'influence et de nuisance pour placer la Turquie en leader régional. Ankara a développé de façon cohérente les outils militaires (sous-marins, aéronefs, drones, capacités d'interdiction de zone, capacités expéditionnaires) qui lui permettent de peser sur le flanc sud de l'Union européenne, des Balkans à la Libye. Ici encore, la guerre en Ukraine joue un rôle d'accélérateur : elle a renforcé le poids de la Turquie qui est à la fois indispensable pour garder les détroits et contrôler l'activité en mer Noire, et le seul allié de l'OTAN à conserver des liens étroits avec la Russie.

Si l'évolution turque est spectaculaire, elle n'est pas unique. Plusieurs pays de la région développent ou renforcent les outils de la puissance : Israël qui développe ses capacités maritimes, l'Égypte qui se dote des outils de contrôle sur les gisements gaziers et sur la Libye, l'Algérie qui dispose de missiles de croisière lancés par sous-marin très performants, en sont des exemples. Il faut également compter avec l'implication croissante des acteurs du Moyen-Orient dans cette zone charnière, en particulier l'Iran et les Émirats arabes unis et dans un domaine moins militaire le Qatar qui interviennent en soutiens des acteurs locaux, soit par proxys interposés, soit directement. La Méditerranée se « moyen-orientalise » et importe les enjeux et les tensions du golfe Persique.

Des tensions structurelles

Cette rivalité géopolitique s'inscrit dans un champ de tensions structurelles, liées aux déséquilibres Nord-Sud et aux dysfonctionnements des sociétés de la rive sud.

Contrairement aux attentes des processus initiés dans les années 1990 (Processus de Barcelone de l'UE, Dialogue méditerranéen de l'OTAN, partenariat méditerranéen pour la coopération de l'OSCE), les deux rives ne se sont pas rapprochées mais au contraire éloignées. Le développement socio-économique, les évolutions culturelles et sociétales, les modes de gouvernance ou la démographie ont suivi des routes divergentes qui ont renforcé les incompréhensions, les rancœurs et même un ressentiment vis-à-vis de l'Europe, consciencieusement entretenu par des pouvoirs fragilisés en recherche de bouc émissaire et par les concurrents russes, chinois ou turcs.

Cette situation génère donc des tensions de tous ordres. D'abord au sein des sociétés de la rive sud, frustrées par les espoirs déçus d'amélioration économique et sociale. Ensuite entre les pays de la rive sud et l'Europe, perçue décadente et indifférente. Enfin entre voisins du Sud, le plus souvent en rivalité voire à la limite de la confrontation comme c'est le cas entre le Maroc et l'Algérie. Anti-occidentalisme, nationalisme et islamisme forment à la fois le réceptacle et les supports idéologiques de ces tensions qui s'étendent.

L'Europe absente de son flanc sud

Dans ce chaudron géopolitique, seuls les Européens sont absents. Accaparés par leur difficultés internes, comme pétrifiés devant la perte de leur suprématie, engourdis par presque 80 ans de paix et

30 ans de fin de l'Histoire, ils semblaient – en tout cas jusqu'à la guerre d'Ukraine – incapables de se mettre d'accord pour décrire le nouveau monde et pour définir une stratégie cohérente afin de faire face à ses défis.

Plusieurs groupes cohabitent en effet au sein de l'Union européenne (UE). Les « post-historiques » emmenés par l'Allemagne considèrent que les rapports de forces sont dépassés et que l'économie est la colonne vertébrale des relations internationales. Cette posture, portée par le plus riche État-membre de l'UE, pourrait évoluer concernant les acteurs présentant une menace géopolitique qui n'étaient perçus qu'à travers leur intérêt économique : la fourniture de gaz pour ce qui concerne la Russie, le marché pour ce qui concerne la Chine et la sous-traitance pour ce qui concerne la Turquie. Le 24 février 2022 pourrait marquer un tournant vers plus de réalisme. Cette possible évolution risque cependant de conserver le désintérêt de ces pays à l'égard du Sud considéré comme négligeable car insolvable.

Le deuxième groupe, qu'on pourrait appeler les « néo-historiques » en raison de leur réminiscence de la guerre froide, constitué des pays de l'est de l'Europe, a été renforcé par la guerre en Ukraine. S'ils ont toujours été très lucides sur le retour de la Force, leur vulnérabilité orientale les empêche de détourner leur attention vers le flanc méridional. L'influence des États-Unis, qui souhaitent que l'OTAN fixe la Russie pour libérer les forces face à la Chine renforce cette désaffection.

Enfin les pays « Méditerranéens », en première ligne face aux tensions et au jeu déstabilisateur des puissances hostiles à l'Europe, sont souvent empêtrés dans leur mémoire post-coloniale, dans leur fragilité interne et dans leur rivalité délétère.

La France a tenté à travers l'initiative Med 7 de fédérer leur action sans réel succès.

La guerre en Ukraine pourrait rapprocher ces trois Europe en leur faisant prendre conscience de la nécessité de s'intégrer dans un monde où le rapport de force devient la norme et où les tensions s'additionnent. Mais elle pourrait également, en focalisant l'attention vers l'est, faire oublier les enjeux du front sud, instrumentalisé par la Russie. À la fois cible des puissances émergentes qui souhaitent y accentuer leur contrôle, objet d'un fort ressentiment des populations qui l'entourent, perçue à la fois comme illégitime et fragile par tous, l'Europe est en danger si elle ne montre pas sa volonté et sa force morale. Elle ne fait en effet plus peur et suscite la convoitise, deux facteurs qui font d'elle une proie potentielle. Une confrontation est donc envisageable qui pourrait prendre de multiples formes : annexion partielle de territoire, appropriation ou interdiction d'espace maritime, chantage gazier ou démographique, guerre informationnelle, déstabilisation d'implantations militaires à l'étranger, manipulation des diasporas…

Le déclassement militaire de la rive nord

Cette vulnérabilité est d'autant plus préoccupante que les outils de la puissance changent de camp. Un rattrapage militaire est à l'œuvre qui, associé à la perception d'une fragilité morale, donne à nos adversaires potentiels la capacité de ne plus craindre de représailles et donc d'envisager une confrontation, y compris dans un champ militaire.

Certes, les puissances du sud restent globalement moins capables militairement que les pays européens. Mais un effort sensible de réarmement, associé à la prolifération de la technologie militaire

par les exportations russes et chinoises, mais également américaines et européennes, donne des capacités d'action sur mer, sous la mer et dans les airs qui pourraient neutraliser nos forces. Ainsi la Turquie et la Russie sont-elles en mesure d'interdire une partie importante de la Méditerranée orientale et pourraient envisager des actions de vive force sur des côtes de cette région. De son côté, l'Algérie dispose de missiles de croisière et de sous-marins permettant de frapper à distance impunément. La Méditerranée se rétrécie et nous ne pouvons donc plus considérer que la sécurité de notre territoire et notre libre usage de cette mer sont garantis.

La perception d'une dynamique positive chez nos adversaires potentiels, qui pourraient d'ailleurs joindre indirectement leurs efforts, s'associe au sentiment d'une fragilisation de l'Europe et de son esprit de défense pour favoriser la possibilité d'un passage à l'acte que le parapluie américain, focalisé sur la Russie et la Chine, n'arrêterait plus. La manière dont les Européens manifesteront leur force morale au cours de la guerre en Ukraine sera déterminante pour dissuader les prédateurs.

Publié par l'institut FMES dans Le Cahier de la revue Espoir sur l'espace maritime de la France en juillet 2022.

La Méditerranée, un espace crisogène ?

Par Jean-Michel MARTINET,
chercheur associé à l'institut FMES,
directeur de projet département maritime

Depuis l'Antiquité, la Méditerranée est un espace stratégique, carrefour d'échanges et de civilisations, dont l'histoire a été rythmée par la domination de plusieurs puissances ainsi que de nombreuses confrontations. En quoi la Méditerranée a-telle encore aujourd'hui une importance stratégique ?

J.-M. Martinet : La Méditerranée mérite d'être considérée sous plusieurs perspectives pour en comprendre l'importance stratégique. Au plan géographique, la Méditerranée offre la route la plus rapide pour relier l'Europe occidentale au pétrole du Moyen-Orient et l'Atlantique à l'océan Indien en empruntant le canal de Suez. Elle est le seul lien entre les ports de la mer Noire et les océans Indien et Atlantique. Son principal atout lui a été conféré par le percement du canal de Suez, qui permet des transits rapides entre l'est et l'ouest du Globe. Suez permet ainsi par exemple de réduire la distance de 6000 km entre Singapour et Rotterdam. Au plan économique, son importance est souvent évaluée à l'aune du trafic maritime qui y circule : 25 % du commerce maritime mondial, 30 % du transport pétrolier et 65 % des flux énergétiques vers l'Union européenne. Je pense cependant que ces chiffres donnent une vision conduisant à surévaluer l'importance de la Méditerranée pour l'économie mondiale. La majeure partie du fret circulant en Méditerranée ne fait que transiter sur l'axe Suez-Gibraltar : en cas de blocage de Suez, une solution de contournement par le cap de Bonne-Espérance existe. Les conséquences seraient importantes pour les économies des pays

riverains de la Méditerranée orientale et de la mer Noire, pour qui le détour serait important, mais l'impact resterait limité au niveau macroéconomique sur l'économie mondiale. Au plan militaire, le facteur rapidité étant crucial, l'importance de la Méditerranée est majeure pour permettre la projection rapide, vers l'océan Indien et l'Asie, des navires de guerre en réaction à la survenue d'une crise.

En outre, un blocage de Suez contraindrait la marine russe à emprunter le détroit de Gibraltar, tenu par les marines de l'OTAN, pour sortir de Méditerranée. Au plan géopolitique enfin, la Méditerranée est le flanc sud de l'Union européenne et de l'OTAN. Elle constitue à la fois un pont et un tampon entre deux mondes : les pays de la rive nord — riches, postmodernes, à la population vieillissante — et les pays de la rive sud — confrontés à des difficultés économiques, démographiques, sociales et politiques.

Pourquoi est-il si difficile de mettre en place une architecture de sécurité maritime en Méditerranée ?

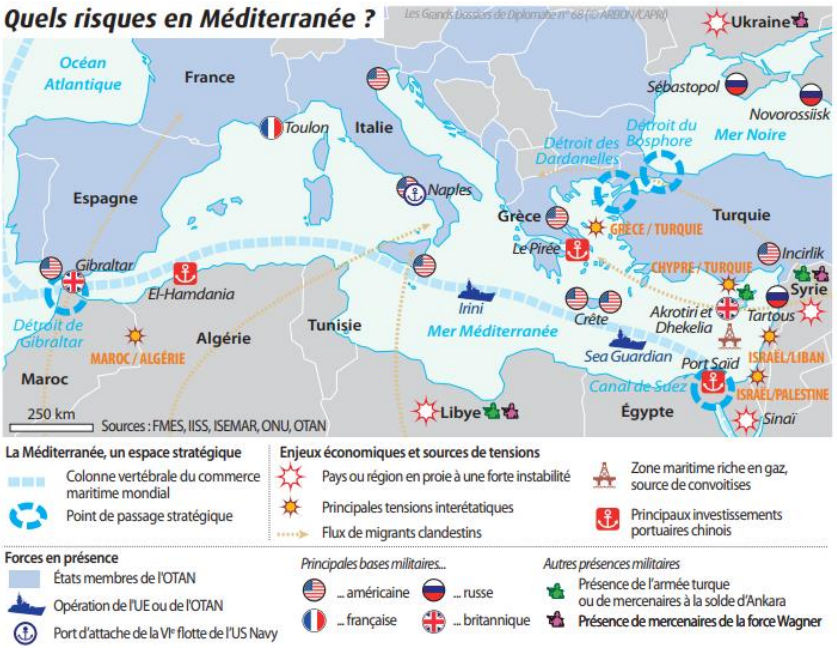
La Méditerranée est le témoin d'une multipolarité chaotique sans précédent. D'interface rapprochant les pays des deux rives, la Méditerranée est devenue le foyer de crises multiples qui séparent les pays des rives nord et sud, et provoquent des tensions au Maghreb entre voisins d'est en ouest. Elle est également le théâtre de jeux de puissance des acteurs mondiaux ou régionaux, comme la Turquie qui tente de s'émanciper et de renforcer sa posture au risque de frictions.

Malgré les tentatives de développement d'une architecture de sécurité maritime basée sur des cadres de coopération qui adoptent une approche globale embrassant les domaines militaire, économique, environnemental, énergétique, sociétal et politique, la Méditerranée reste soumise à des défis multiples. La déclaration

de Barcelone de 1995 et le partenariat euro-méditerranéen, ou la politique européenne de voisinage, n'y ont pas apporté de solution durable.

Une partie des facteurs expliquant cette difficulté réside dans l'hétérogénéité des sociétés des pays de la Méditerranée et de la mer Noire. La proximité culturelle est un facteur important de compréhension mutuelle, en particulier dans le domaine de la sécurité. Or, ces régions se distinguent par une diversité culturelle qui rend difficile le développement d'institutions communes pour la gestion de problèmes de sécurité partagés et favorise indirectement l'émergence de stratégies bilatérales exclusives, qui sont souvent conflictuelles.

Les questions de sécurité maritime recouvrent des domaines pour lesquels l'interdépendance des pays riverains est forte et devrait donc conduire à une approche coordonnée. Citons l'environnement, la migration, la délimitation des frontières maritimes et le partage des ressources énergétiques. En Méditerranée et en mer Noire, les intérêts des voisins sont souvent perçus comme une menace, et des logiques individuelles de sécurisation se sont mises en place. Le dialogue a été progressivement remplacé par un effort de militarisation accrue pour sécuriser ses propres intérêts, en ayant pour conséquence d'élargir la carte des conflits.



Vous parlez d'une militarisation accrue accompagnant les problématiques de sécurité maritime, quelles en sont les proportions ?

Il s'agit en fait d'une véritable course aux armements. À l'échéance de 2030, si l'on compare le tonnage des marines de guerre des pays riverains de la Méditerranée avec les chiffres de 2010, on constate une augmentation de 170 % pour l'Égypte, 160 % pour Israël, 120 % pour l'Algérie, 50 % pour le Maroc, 30 % pour la Turquie, la Grèce et l'Italie et 20 % pour l'Espagne. Ces augmentations s'accompagnent d'un net bond technologique en matière de capacités militaires de ces navires, avec un effort particulier pour le développement de capacité de déni d'accès et d'action de la mer vers la terre. Cette militarisation se déroule dans un contexte de

remise en cause des frontières maritimes, de souverainetés contestées, de prédation pour l'exploitation de ressources énergétiques, et d'une remise en cause de l'ordre mondial provoquée par l'invasion de l'Ukraine dont il est difficile de prévoir l'issue. Tous les ingrédients sont aujourd'hui en place pour la survenue d'incidents et de conflits en mer.

À l'été 2020, la situation était particulièrement tendue au sein même de l'Alliance atlantique, entre la Grèce, la France et Chypre d'un côté, et la Turquie de l'autre. Quels sont concrètement les scénarios de confrontation envisageables dans le bassin méditerranéen ?

La conjugaison de défis sécuritaires et l'exacerbation des tensions entre États riverains peuvent provoquer des conflits qui sont d'autant plus envisageables que l'espace est congestionné et que les rapports de force sont désinhibés.

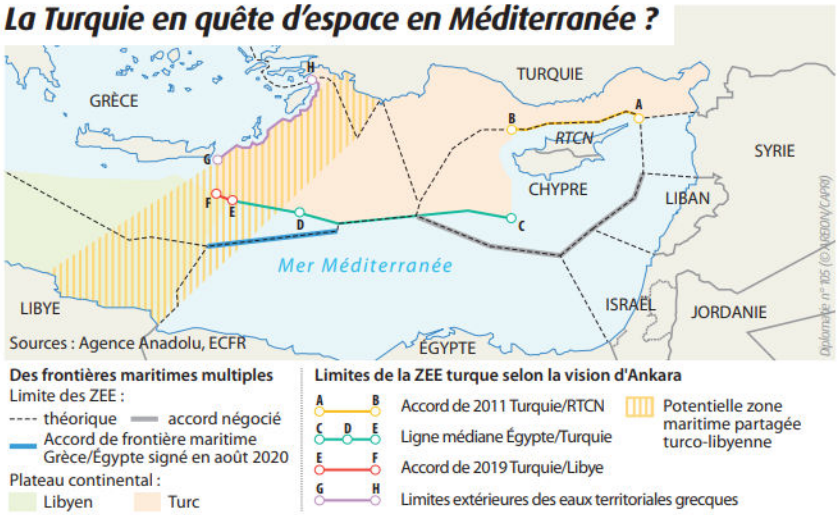
Bien qu'en forte infériorité face à l'OTAN, la marine russe pourrait conduire une attaque directe ou indirecte contre les marines des pays fournissant des armes à l'Ukraine.

Temporairement mise en sommeil en raison de la guerre en Ukraine, l'hypothèse d'une confrontation armée entre la Turquie et la Grèce est une hypothèse de conflit crédible au regard de leur rivalité ancestrale, de leur compétition pour le contrôle des espaces maritimes et aériens en mer Égée et des rivalités liées aux prospections gazières en Méditerranée orientale. Une fuite en avant du président Erdogan face à la dégradation de sa popularité en raison de la détérioration de l'économie turque est également possible. Les hostilités auraient alors une dimension maritime marquée : prise d'îlots en mer Égée, action de vive force à l'encontre de navires de prospection gazière.

À l'autre extrémité de la Méditerranée, plusieurs raisons pourraient provoquer un affrontement armé entre l'Algérie et le Maroc : la rivalité historique entre les deux pays qui se cristallise autour de la question du Sahara occidental ; une possible fuite en avant des généraux algériens en cas d'effondrement du régime provoqué par une profonde crise économique et sociale que la hausse actuelle du prix du pétrole ne fait que retarder.

La déstabilisation interne de l'Égypte, de la Tunisie ou de l'Algérie ne peut être écartée. À proximité immédiate des portes d'entrée de la Méditerranée, une telle situation aurait des conséquences immédiates sur la sécurité maritime.

Citons enfin la possibilité d'hostilités entre Israël et l'Iran à travers le Hezbollah libanais, son bras armé régional, sous la forme d'escarmouches, y compris en mer.



En plus des potentiels affrontements entre États, vous avez mentionné des enjeux énergétiques impactant directement la sécurité maritime en Méditerranée, pouvez-vous les développer ?

La découverte de gisements gaziers offshore au large de Chypre, de l'Égypte et d'Israël a été accueillie par ces pays comme une nouvelle opportunité, mais leur a également fait prendre conscience de leurs besoins en matière de sécurité maritime. Le rendement prometteur de ces gisements — peut-être surestimé — offre l'opportunité aux États riverains, producteurs ou futurs producteurs, d'accéder à l'indépendance énergétique et de renflouer leur économie par le biais d'exportations potentielles.

La prise de conscience provoquée par la guerre en Ukraine sur le besoin de sécurisation des approvisionnements énergétiques et la hausse structurelle des prix du gaz renforcent l'intérêt stratégique de ces gisements dont l'exploitation est disputée, rendant possible une escalade qui constitue une menace majeure pour la sécurité maritime en Méditerranée.

Car les caractéristiques géographiques de la Méditerranée orientale ne permettent pas l'application des délimitations de zones économiques exclusives (ZEE) prévues par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer — également connue sous le nom de Convention de Montego Bay —, qui créerait des zones de chevauchement entre deux États. Dès lors, l'usage est que les États procèdent à cette délimitation dans le cadre d'accords bilatéraux sur le principe de ZEE à équidistance des deux côtes. Or, les négociations entre la Turquie et la Grèce n'ont jamais abouti et la délimitation de leurs frontières maritimes constitue une source de tensions. La Turquie est également en conflit avec Chypre, puisqu'elle revendique le droit à une ZEE pour la République

turque de Chypre du Nord (RTCN), bien que celle-ci ne soit pas reconnue par la communauté internationale, et nie le droit de la République de Chypre à posséder une ZEE.

Pour lutter contre ce qu'elle perçoit comme un risque d'encerclement, la Turquie revendique quant à elle le prolongement de son plateau continental dans des zones incluant des îles grecques, conformément à sa doctrine de la « Patrie bleue » édictée en 2016, qui promeut l'extension de ses frontières maritimes au service d'une ambition de puissance régionale. Cette ambition de puissance maritime s'est superposée à l'appétit suscité par la découverte de gisements dans les zones qu'elle dispute à ses voisins, et a mené la Turquie à des activités d'exploration et de prospection illicites dans la ZEE chypriote internationalement reconnue.

Ce différend a pris une dimension internationale lorsque la Turquie a signé avec la Libye en novembre 2019 un accord bilatéral délimitant leur ZEE respective en ignorant l'existence des droits de la Grèce et de Chypre, en échange d'une intervention militaire turque dans la guerre en Libye. Si ce protocole d'accord sur les frontières maritimes était appliqué, l'Égypte, Chypre et l'Italie pourraient se voir refuser l'accès par câble ou par gazoduc à la Grèce et aux marchés énergétiques européens. Il s'agit donc d'une menace majeure pour la sécurité maritime en Méditerranée.

Vous avez également mentionné les problématiques migratoires. En quoi constituent-elles un enjeu de sécurité maritime ?

Les déséquilibres démographiques et de développement créent un potentiel migratoire très important. Pour la deuxième année consécutive, 2021 a été marquée par une forte recrudescence des

migrations irrégulières : selon les données de l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex), plus de 200 000 personnes ont migré par voie maritime vers l'Europe de façon irrégulière, soit une augmentation de 57 % par rapport à 2020 et de 36 % comparé à 2019. Les migrations illicites ont ainsi atteint leur plus haut niveau depuis 2017.

La Méditerranée constitue la principale voie d'accès vers l'Europe, notamment à travers la Méditerranée centrale, qui compte à elle seule pour près du tiers de l'ensemble des migrations illicites à destination de l'Europe, avec plus de 65 000 migrations illicites, en hausse de 83 % par rapport à 2020.

L'effondrement des structures étatiques et l'incapacité systémique à fournir aux citoyens leurs besoins fondamentaux ont augmenté l'attrait de la longue frontière européenne de la mer Méditerranée. Les réseaux criminels profitent de cette situation et exploitent le manque d'unité de but entre les intérêts et la politique du pays d'origine et ceux des pays de destination. De même, en encourageant des malheureux à risquer leur vie en mer sur des embarcations de fortune pour tenter de gagner l'Europe, les trafiquants sont directement à l'origine de drames en mer. C'est en cela que la lutte contre ce qui doit être qualifié de traite des êtres humains en mer est devenue une priorité de sécurité maritime en Méditerranée.

Il est une autre situation où l'immigration clandestine est utilisée comme véritable arme à des fins politiques : la stratégie asymétrique du président turc Erdogan, visant à utiliser les déplacements de population comme une menace directe depuis la Turquie en Méditerranée orientale, ou indirectement en Méditerranée centrale grâce à son influence en Libye. En menaçant d'autoriser un flux massif de réfugiés vers l'Europe, le président

Erdogan cherche à renforcer sa position de négociation et de marchandage avec l'Union européenne.

Il n'est pas le seul acteur en Méditerranée à utiliser l'arme des migrants pour des considérations politiques. Le 21 mai 2021, 6000 migrants ont traversé la frontière du Maroc vers Ceuta, une enclave frontalière espagnole qui est habituellement strictement contrôlée par le Maroc, en représailles à l'accueil du chef du Front Polisario en Espagne pour un traitement médical. Lorsque les réfugiés deviennent une carte exploitée par les politiciens, la migration illégale et les pertes de vies humaines en mer qui en découlent passent d'un problème humanitaire à un problème de sécurité maritime ayant une dimension militaire.

Comment l'UE et l'OTAN se positionnent-elles dans ce contexte ?

Dès 1995, l'Union européenne (UE) a développé un partenariat euro-méditerranéen, dit processus de Barcelone, dans les domaines politique, économique, culturel et de la sécurité. En mars 2008, le Conseil européen a approuvé l'initiative franco-allemande d'une Union pour la Méditerranée (UpM) englobant les États membres de l'UE et les pays riverains de la Méditerranée non-membres de l'UE, dans le but de resserrer les liens entre les deux rives de la Méditerranée. Le bilan de l'UpM est cependant très mitigé, en raison notamment de l'absence d'une véritable vision commune au sein de l'UE.

Pour tenter de donner un nouvel élan à ce partenariat, la Commission européenne et le Haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la Sécurité ont adopté en février 2021 un nouvel agenda pour la Méditerranée mettant l'accent sur cinq domaines d'action, dont la mise en œuvre de stratégies pour

relever les défis en matière de sécurité et aider à la résolution des conflits, ainsi que la lutte contre les déplacements forcés et la migration irrégulière.

Justement en matière de sécurité maritime, l'action de l'UE en Méditerranée est portée par l'opération « EUNAVFORMED IRINI » et par l'agence FRONTEX. Le cœur de mission d' Irini, lancée le 31 mars 2020, est la mise en œuvre de l'embargo des Nations Unies sur les armes en Libye. Après un peu plus de deux ans d'existence, le bilan d'Irini s'établit à 22 inspections sur des navires suspects. Dans un cas, les soupçons se sont confirmés et le navire a été dérouté pour une saisie de sa cargaison. Enfin Irini a adressé, au groupe d'experts pour la Libye du comité des sanctions des Nations Unies, 36 rapports sur des violations ou possibles violations de l'embargo qui ont permis l'adoption par l'UE et les Nations Unies de sanctions contre les entités impliquées.

Côté OTAN, la principale opération en Méditerranée est la mission « Sea Guardian », qui a pour objectifs de renforcer les capacités des partenaires en matière de sûreté maritime, de contribuer au recueil de renseignements maritimes et de soutenir la lutte contre le terrorisme. Au-delà de cette mission, l'OTAN peut compter en Méditerranée sur un réseau d'infrastructures militaires très dense grâce à ses membres méditerranéens, mais également aux États-Unis, avec la VIème Flotte et ses bases en Italie et en Espagne, et au Royaume-Uni qui entretient des bases à Gibraltar et à Chypre.

L'accès à la mer Noire est en revanche beaucoup plus problématique pour les marines de l'OTAN, compte tenu des moyens russes en Crimée et des restrictions de la convention de Montreux. De même, la présence permanente russe en Méditerranée orientale fait peser une menace qui, si elle ne permettrait pas à la Russie de contrôler la Méditerranée, lui donne

une capacité de nuisance, voire d'agression.

Alors que la Russie continue de déployer un volume inégalé de forces navales et aériennes en Méditerranée, la Chine est de plus en plus présente dans le paysage stratégique méditerranéen, notamment dans le cadre de son projet des routes maritimes de la soie. Comment se traduit la présence de ces deux puissances en Méditerranée et quelles conséquences a-t-elle sur la stratégie des puissances traditionnelles en Méditerranée ?

La Russie attache une importance stratégique à la Méditerranée, qui lui permet un accès permanent aux mers. Elle entend donc prévenir un contrôle de la zone par ses compétiteurs, au premier rang desquels l'OTAN. Marine non riveraine de la Méditerranée orientale, la marine russe est devenue une marine permanente du bassin. Bénéficiant de la profondeur logistique offerte par son bastion naval en mer Noire et bénéficiant d'un point d'appui à Tartous en Syrie, elle n'a cessé de renforcer son dispositif depuis les travaux de modernisation de cette base navale historique lancés en 2016. Elle déploie aujourd'hui en Méditerranée orientale un *task group* d'une douzaine d'unités de surface et sous-marines capable à tout moment de durcir la posture.

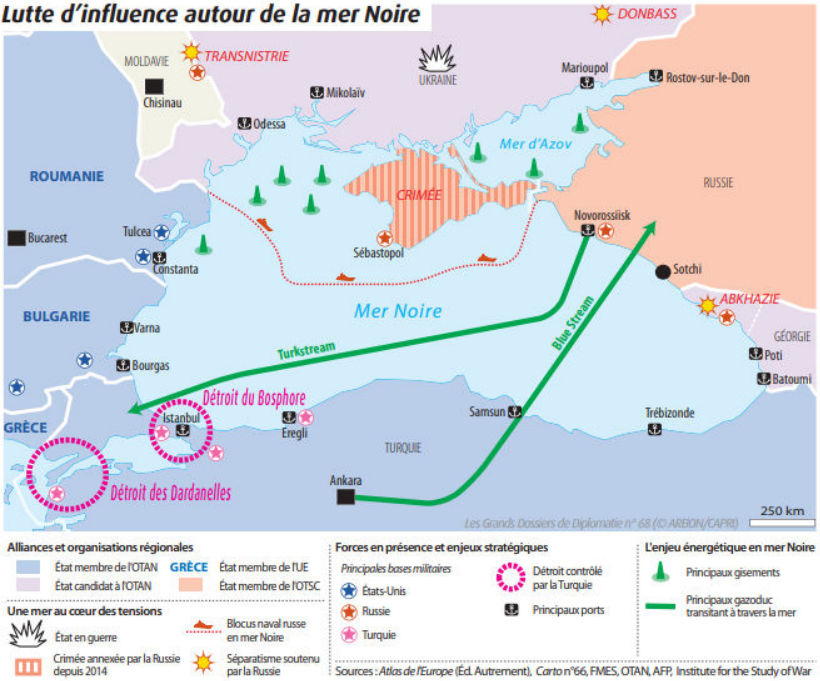
L'activisme de la Chine devra effectivement également être suivi avec attention. Elle est encore très peu présente militairement en Méditerranée et ces différentes prises de positions sont pour l'heure exclusivement économiques dans le cadre des nouvelles routes de la soie dans les ports de Suez, du Pirée et en Italie. Il est cependant clair, à l'instar de ce qui a été observé dans l'océan Indien, que sa présence navale dans la prochaine décennie va croître afin d'appuyer sa politique d'expansion. Jusqu'à l'invasion

de l'Ukraine, le contexte était plutôt au désengagement américain de Méditerranée et à une faible présence des marines occidentales. Cette affirmation désinhibée de logique de puissance a sans doute fait prendre conscience aux puissances traditionnelles de l'espace méditerranéen de la nécessité de renforcer leurs capacités navales et d'assurer une présence permanente renforcée dans le bassin oriental de la Méditerranée, et une présence beaucoup plus régulière en mer Noire afin de préserver l'équilibre des rapports de force entre grandes puissances régionales et mondiales.

Justement, depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en particulier, la mer Noire est de nouveau au cœur de l'actualité. Pouvez-vous nous préciser les enjeux spécifiques de cette mer adjacente à la Méditerranée ?

La mer Noire représente une priorité stratégique pour la Russie. Elle est vitale pour les économies russe et ukrainienne. Son importance est majeure pour les économies qui dépendent du gaz russe et des exportations de céréales qui y transitent. La marine russe règne en maître dans cette mer. Depuis l'invasion de la Crimée et la prise du port de Sébastopol en 2014, Vladimir Poutine n'a cessé d'y renforcer sa présence navale. Les petites marines bulgare et roumaine ne présentent pas de réelle menace pour la Russie, même si le naufrage du Moskva nous a montré que la marine russe pouvait être surprise. L'attitude de la Turquie est ambivalente. Après Marioupol, il est à craindre que la prochaine cible de Vladimir Poutine soit Odessa, afin de contrôler toute la côte nord de la mer Noire. L'objectif poursuivi est stratégique, il est aussi économique. En contrôlant toutes les eaux ukrainiennes, c'est le contrôle du trafic maritime en mer Noire qui est recherché, pour obtenir un levier de chantage politique supplémentaire. L'Ukraine et la Russie alimentent en blé de nombreux pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, avec des taux de

dépendance très élevés. C'est le cas du Liban, qui dépend à plus de 60% du blé ukrainien ou de l'Égypte, dont 25 % des approvisionnements proviennent d'Ukraine et 45 % de Russie. L'emprise de la Russie sur la mer Noire et la paralysie actuelle du trafic maritime pourraient donc provoquer une crise alimentaire mondiale et entraîner des mouvements de révolte dans les pays arabes, aux équilibres sociaux toujours fragiles depuis les printemps arabes.



Propos recueillis par Thomas Delage le 25 mai 2022.
Entretien réalisé pour le numéro 68 des Grands Dossiers de Diplomatie sur le thème « La Méditerranée, un espace crisogène ? »

L'intimidation militaire chinoise autour de Taïwan : une rupture du *statu quo* géopolitique ?

Par Arnaud PEYRONNET, membre associé FMES de l'Observatoire stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient (OS2MO).

Résumé : En réaction à la visite à Taipei de Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des représentants du Congrès des États-Unis (2 août 2022), la Chine a lancé la semaine suivante des exercices militaires majeurs dans six zones maritimes ceinturant l'île de Taïwan. Ces exercices sont inédits par les moyens employés (une quinzaine de bâtiments chinois et une soixantaine d'avions de combat évoluaient tous les jours dans le détroit de Taïwan), tandis que 11 missiles balistiques de type Dongfeng ont été tirés dont certains ont survolé Taiwan). Si Pékin a toujours continué d'affirmer que Taïwan faisait partie intégrante de la Chine et que la réunification était inéluctable, le gouvernement chinois n'a eu de cesse d'accroître son intimidation militaire sur Taipei. Pour la Chine, ces exercices avaient aussi une vocation politique en montrant aux États-Unis que le coût d'une intervention américaine dans l'île serait extrêmement élevé. L'objectif final de Pékin pourrait être de rompre le statu quo géopolitique actuel et d'imposer une nouvelle réalité stratégique qui affaiblirait les velléités de défense américano-taïwanaises, rendant envisageable une offensive chinoise de grande ampleur. Pour faire face à ce défi, Taïwan mise sur la densification de la défense de son littoral, afin d'y établir un déni d'accès côtier, tandis que pour les États-Unis, l'enjeu consiste à être en mesure de déployer rapidement une masse suffisante d'armes et/ou de renforts. Cette nouvelle crise va très certainement accélérer le réarmement du Japon qui craint lui aussi de plus en plus les menaces chinoises sur les îles Senkaku.

La visite à Taipei le 2 août 2022 de Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des représentants du Congrès des États-Unis, a déclenché l'ire de Pékin vis-à-vis de Washington et de Taïwan.

Une nouvelle crise taïwanaise marquée par un regain d'intimidation militaire

Le régime chinois, qui avait menacé de réagir fermement à toute visite d'une autorité politique américaine dans l'île[2], a d'abord montré ses muscles en déployant 21 aéronefs de combat dans l'ADIZ[3] taïwanaise au moment même de l'atterrissage de l'avion officiel américain. Le ministère chinois de la Défense a par la suite indiqué qu'il allait organiser des exercices militaires majeurs à tirs réels dans six zones maritimes ceinturant l'île de Taïwan, à compter du 4 août 2022, afin de « défendre résolument la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale et contrecarrer les ingérences extérieures et les tentatives séparatistes d'indépendance de Taïwan »[4]. Le quotidien Global Times, proche du pouvoir chinois, a même indiqué que cet exercice allait servir de répétition pour une réunification de l'île par la force, ces exercices devenant de facto une simulation de blocus et d'invasion de Taïwan.

Or, s'il est vrai qu'une forte réaction chinoise était attendue, surtout dans le contexte du prochain 20ème Congrès du parti communiste chinois au cours duquel Xi Jinping souhaite voir son mandat renouvelé[5], l'ampleur de ces exercices est la plus importante depuis 1996, date de la dernière crise d'envergure dans le détroit de Taïwan. Il s'agit clairement d'une démonstration de

---

[2] La dernière datant de 1997 avec la visite de Newt Gringrich, alors Président de la Chambre des Représentants.
[3] *Air Defense Identification Zone*.
[4] Porte-parole de l'armée chinoise, in Opex360, 03/08/2022.
[5] Le Figaro, 03/08/2022.

force visant à intimider les Taïwanais et montrer à la communauté internationale la puissance de la nouvelle armée chinoise et sa volonté d'utiliser toutes les armes pour réunifier si nécessaire l'île avec le continent.

Ces exercices sont en effet inédits par les moyens employés. Ainsi, les deux porte-avions chinois, le Liaoning et le Shandong, qui avaient appareillé de leurs ports bases le 31 juillet, ont été impliqués afin de démontrer au monde la maîtrise de la capacité aéronavale par la Chine. Ils étaient accompagnés d'un navire d'assaut amphibie de type 75, d'au moins un croiseur de type 55 et de plusieurs frégates de type 54[6], certains bâtiments franchissant d'ailleurs la ligne médiane[7] avec Taïwan dès le 5 août. Une quinzaine de bâtiments chinois et une soixantaine d'avions de combat ont évolué tous les jours dans le détroit de Taïwan en franchissant délibérément la ligne médiane à plusieurs reprises. Les Chinois ont également mobilisé à cette occasion quelques ferrys civils qui pourraient servir de force d'appoint pour une invasion de l'île, en complément d'une force amphibie déployée au large de la côte de Fujian[8], montrant que les 160 km de détroit ne sont peut-être plus insurmontables pour une force d'invasion chinoise. Surtout, le 4 août 2022, la Chine a tiré 11 missiles balistiques de type Dongfeng dont quelques-uns ont survolé l'île de Taiwan avant de s'écraser dans la ZEE[9] japonaise, à l'Est de l'île, afin de démontrer les capacités de frappe de précision et de déni d'accès chinois. Des missiles balistiques hypersoniques DF-17 auraient été aussi déployés par la Chine sur son territoire faisant face à Taïwan[10]. Les intrusions dans l'ADIZ taïwanaise ont enfin

[6] Opex360, 02/09/2022.
[7] La ligne médiane est la ligne de démarcation informelle entre les deux pays. Pékin, qui ne reconnaît pas l'indépendance de Taïwan, ne reconnaît pas cette ligne.
[8] Naval news, 04/08/2022.
[9] Zone Economique Exclusive.
[10] Defence blog, 04/08/2022.

atteint des niveaux inégalés avec 68 avions chinois détectés le 5 août dont 49 ayant franchi la ligne médiane[11]. Les six zones d'exercices promulguées autour de Taïwan ont bloqué certains accès à l'île, certaines manœuvres navales se déroulant à seulement 20 kilomètres des côtes taïwanaises[12], certaines zones réservées empiétant même les eaux territoriales de l'île[13] voire s'étendant dans la ZEE japonaise, déclenchant l'inquiétude de Tokyo[14]. Ces exercices de grande ampleur ont laissé craindre un simili-blocus obligeant Taïwan à interrompre des vols commerciaux et des transits de navires vers ses ports[15]. Cette situation a fait également resurgir de possibles tensions importantes sur le marché des semi-conducteurs dont Taipei est le principal pourvoyeur mondial. En complément de cette pression militaire, Pékin a aussi annoncé cibler économiquement l'île[16] afin de lui faire comprendre que le prix à payer sera très élevé si ses habitants persistaient à soutenir l'indépendance, dans un contexte de la prochaine élection présidentielle taïwanaise prévue en 2024.

La volonté chinoise de rompre progressivement le *statu quo* autour de Taïwan

La Chine a toujours affirmé que Taïwan faisait partie intégrante d'une seule Chine et que la réunification était inéluctable. En

---

[11] Reuters, 02/08/2022 ; Le précédent « record » détecté d'avions chinois pénétrant dans l'ADIZ chinoise datait d'octobre 2021 avec 56 avions. The Aviationist, 06/08/2022.
[12] Selon le gouvernement taïwanais, jamais des bâtiments militaires chinois ne s'étaient approchés si près de la côte taïwanaise.
[13] Selon le porte-parole du ministère taïwanais de la Défense.
[14] La Chine, dans cette manœuvre, pourrait d'ailleurs rechercher la neutralité du Japon (qui abrite plusieurs bases américaines) dans la question taïwanaise…De son côté, Tokyo craint de plus en plus une offensive chinoise combinée sur Taïwan et les îles Senkaku en cas de guerre ouverte.
[15] Le Bureau maritime et portuaire de Taïwan a mis en garde les navires passant dans cette zone et plusieurs compagnies aériennes internationales ont indiqué qu'elles avaient modifié leurs vols pour éviter l'espace aérien autour de l'île. Le Figaro, 05/08/2022.
[16] Interdiction d'importer des produits agricoles et alimentaires taïwanais, interdiction d'exporter le sable servant au silicium et base de l'industrie électronique taïwanaise.

conséquence, Pékin a depuis longtemps cherché à isoler diplomatiquement Taïwan et à neutraliser ses forces armées par la démonstration régulière d'un rapport de force de plus en plus déséquilibré au détriment de Taipei. Ces dernières années, la Chine a d'ailleurs modernisé et accru ses forces stationnées sur le continent en face du détroit de Taïwan. Les exercices navals s'y sont multipliés, tandis que l'aviation chinoise effectuait de plus en plus souvent des exercices de raids à longue portée autour de l'île.

La Chine a également insisté sur le fait que le détroit de Taïwan séparant l'île du continent faisait partie intégrante de ses eaux territoriales. Elle a ainsi régulièrement condamné tout passage de navire occidental dans ce détroit et y a déployé de façon pérenne des bâtiments. Cette pression régulière et croissante[17] avait pour but de faire la démonstration des capacités de projection chinoises, mais aussi de fragiliser la solidité de l'alliance américano-taïwanaise en imposant un rapport de forces de plus en plus défavorable à Taipei. Les récents exercices militaires chinois se sont inscrits dans cette tendance. Ils avaient pour objectifs de démontrer qu'un blocus militaire de l'île était possible en rompant le statu quo sur la ligne médiane, afin de rendre celle-ci caduque[18] et plus risqué pour les États-Unis.

Ces exercices avaient donc aussi pour Pékin une vocation politique, visant à faire sortir les États-Unis de leur ambiguïté stratégique vis-à-vis de la question taïwanaise. Si la visite de Nancy Pelosi a fourni un prétexte à de telles manœuvres militaires, afin d'être en cohérence avec les menaces brandies par Pékin, le contexte de la crise ukrainienne était particulièrement propice pour tester les

---

[17] A titre d'exemple, si 380 incursions d'avions militaires chinois dans l'ADIZ taïwanaise avaient été comptabilisées en 2020, elles étaient au nombre de 950 en 2021, un chiffre en constante augmentation. Le Figaro, 25/08/2022.

[18] Cette stratégie chinoise ayant pour objectif de saturer les moyens de Taïpei et donc faciliter l'exercice d'un blocus. Reuters, 26/08/2022.

réactions américano-taïwanaises alors que les doutes sur la fiabilité de la réassurance américaine émergeaient de nouveau à Taipei[19]. La Chine semble avoir en effet observé de près les réactions américaines dans la crise ukrainienne afin d'en tirer des leçons pour son propre environnement. Washington s'est gardé d'intervenir frontalement contre la Russie, privilégiant le soutien massif en armes et équipements et cherchant à limiter les risques d'escalade et de co-belligérance vis-à-vis de Moscou, ce qui présente des similitudes avec le cas taïwanais. L'absence persistante de bâtiments occidentaux en mer Noire depuis le début du conflit a été parfaitement saisie par Pékin, qui souhaite s'en inspirer pour le détroit de Taïwan.

En effet, si les États-Unis sont tenus de soutenir Taïwan au travers du Taïwan Relations Act[20] voté par le Congrès en 1979 après la reconnaissance de la Chine populaire, les circonstances précises de sa mise en œuvre n'ont jamais été précisées. La Chine a sans doute cherché par les manœuvres militaires de l'été à montrer à Washington que le coût d'une intervention américaine serait extrêmement élevé, afin de vider de toute substance le Taïwan Relations Act. De plus, l'accélération de la pression mise par Pékin sur Taipei et Washington pourrait avoir également pour but de prendre de vitesse la constitution d'alliances régionales[21] sous égide américaine, créées in fine pour endiguer la Chine dans le Pacifique Ouest, afin de les fragiliser et les rendre inopérantes. Cette crise est en cela un défi pour l'élargissement régional de ces alliances et pour la stratégie Indopacifique américaine.

---

[19] Dans l'opinion publique taïwanaise, la confiance en une intervention américaine pour contrer une invasion chinoise s'élevait à 34,5% en mars 2022, après le début des hostilités en Ukraine, alors qu'elle était de 65 % en novembre 2021. Areion news, 11/07/2022.

[20] Le Taïwan Relations Act ne garantit pas une intervention militaire des États-Unis en faveur de Taïwan si elle est attaquée par la Chine, mais dispose que « les États-Unis mettront à la disposition de Taïwan les moyens et services de défense en quantité nécessaire pour lui permettre de maintenir une capacité d'autodéfense suffisante ». Le Figaro, 05/08/2022.

[21] AUKUS (Australie Royaume-Uni, États-Unis), Quad (États-Unis, Japon, Australie, Inde).

Conscients du danger d'escalade et du risque politique posé par Pékin, les États-Unis restent attentistes et ne veulent pas sortir du statu quo même si Nancy Pelosi a rappelé que « les États-Unis ne permettront pas à la Chine d'isoler Taïwan »[22]. Militairement, le dispositif naval américain n'aurait ainsi pas été étoffé, avec seulement quatre bâtiments américains déployés dans l'est de Taiwan dans des opérations de routine[23], dont le porte-avions Ronald Reagan et le navire amphibie Tripoli. Alors qu'en 1997 le déploiement de deux groupes aéronavals américains avait mis un terme à la pression militaire qu'exerçait la Chine sur l'île, Washington ne semble pas aujourd'hui vouloir relever le défi chinois, celui-ci demandant cette fois des moyens assurément plus conséquents. La volonté américaine de poursuivre les transits de navires militaires dans le détroit de Taïwan a toutefois été rappelé[24] et confirme cette stratégie américaine du statu quo. D'ailleurs, deux croiseurs américains ont transité dans ce détroit le 28 août 2022 afin de signifier l'attachement américain à la liberté de navigation et à sa doctrine d'un « Indopacifique libre et ouvert »[25].

Cette crise et la pression militaire que Pékin exerce autour de Taïwan risque toutefois de durer, l'île étant vitale tant pour les projets maritimes de Pékin[26] que pour la survie de sa politique de Chine unique. D'ailleurs, lors du Shangri-La Dialogue de juin 2022, le général Wei Fenghe, représentant de la Chine avait menacé : « si quiconque s'avise de séparer Taïwan de la Chine, l'armée chinoise n'hésitera pas à entamer une guerre, quoiqu'il en

---

[22] Les Echos, 04/08/2022.
[23] Reuters, 02/08/2022.
[24] Washington Times, 09/08/2022. Les transits militaires américains dans le détroit de Taïwan sont en moyenne mensuels depuis 2018.
[25] USNI, 29/08/2022.
[26] Taïwan interdit à la Chine l'accès direct au Pacifique, un espace vital tant pour le déploiement de ses forces navales et de ses sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (depuis leur base de Haïnan) que pour accéder à l'océan mondial.

coûte »[27]. L'armée chinoise a d'ores et déjà annoncé que des exercices de plus en plus réguliers seraient désormais conduits dans le détroit de Taïwan, tandis que certains universitaires proches des milieux militaires chinois annoncent ouvertement que la stratégie chinoise est bien de rendre caduque la ligne médiane et d'empêcher toute intervention étrangère par le blocus et le contrôle du détroit de Bashi[28], à l'extrême Sud de Taïwan. L'objectif serait ainsi d'accroître progressivement la pression militaire sur Taïwan jusqu'au moment où les velléités de défense américano-taïwanaises seront amoindries, rendant une offensive de large envergure possible[29]. Et cette pression ne retombe pas comme en a témoigné le franchissement de la ligne médiane par 25 avions de combat chinois le 18 août 2022, six bâtiments militaires de la marine chinoise étant toujours en patrouille autour de l'île[30] ou les violations de l'espace aérien des îles Kinmen par des drones chinois[31]. L'armée taïwanaise s'y prépare et a lancé quant à elle une série d'exercices anti-débarquement, notamment à l'extrême Sud de l'île, appelés aussi à se répéter et s'intensifier dans les prochains mois[32]. Le gouvernement taïwanais a surtout décidé, suite à cette nouvelle crise, d'augmenter le budget de ses forces armées de près de 14% pour l'année à venir, avec une ligne de crédit supplémentaire dédiée à l'acquisition d'avions de chasse plus modernes[33]. Ces nouveaux aéronefs permettront aux pilotes taiwanais de mieux faire face au harcèlement répétitif des aéronefs chinois qui use aujourd'hui progressivement les capacités des forces aériennes taïwanaises.

---

[27] *Le Figaro, 05/08/2022.*
[28] Situé entre Taïwan et les Philippines, ce détroit est considéré comme stratégique par Pékin par l'accès procuré au Pacifique. *Washington Post*, 10/08/2022.
[29] *Ibid.*
[30] *Naval Technology*, 19/08/2022.
[31] Un drone chinois a même été abattu par la défense aérienne taïwanaise fin août dans cette zone. *L'Indépendant*, 01/09/2022.
[32] Opex 360*, 08/08/2022.*
[33] *Le Figaro*, 25/08/2022.

Des moyens de défense qui devront s'adapter à la nouvelle donne chinoise

Face à l'augmentation des possibilités de conflit dans le détroit de Taïwan, l'île sait depuis longtemps qu'elle doit moderniser ses forces afin de les rendre plus létales face à une force d'invasion chinoise. En 2014, Taïwan avait lancé un plan de modernisation de sa marine, envisageant la production locale de 4 destroyers, de 12 frégates et de 8 sous-marins afin de remplacer ses navires vieillissants. Sa marine a en outre développé de nouveaux concepts opérationnels, notamment la conduite de raids rapides sur des bâtiments ennemis présents dans les eaux taïwanaises. La marine taïwanaise a dès lors mis en service les premières unités d'un programme de 10 à 12 corvettes furtives, rapides et lourdement armées (16 missiles antinavires) devant être capables d'engager les forces amphibies et/ou aéronavales chinoises en usant de leur vitesse et de leur furtivité. Taïwan doit également acquérir une vingtaine de poseurs de mines (250 tonnes) dans une stratégie de déni d'accès.

Sa composante sous-marine est quant à elle dans un état particulièrement critique. Taïwan a donc annoncé vouloir construire ses propres sous-marins (programme Hai Lung II), au nombre de six, pour des livraisons devant s'étaler entre 2025 et 2030. Les États-Unis ont d'ailleurs accepté pour ce faire des transferts de technologie au profit de Taïwan, démontrant ainsi le soutien américain à la défense autonome de l'île, conformément au Taïwan Relations Act. Taïwan a également commandé 4 bâtiments amphibies afin que la marine soit en mesure de défendre, voire reprendre, les îlots taïwanais menacés tant ceux en limite de mer de Chine méridionale (Taiping Dao à 1500 km de l'île principale) que les plus proches du continent (Kinmen, Matsu, archipel de Penghu). Ces moyens navals, selon la doctrine opérationnelle

taïwanaise en vigueur[34], doivent être capables d'infliger d'importants dommages à toute opération amphibie chinoise sur l'île, laissant ainsi le temps à la marine américaine de regrouper ses forces pour briser le blocus chinois et rétablir une supériorité aéronavale dans la zone. Dans ce contexte, la densification de la défense du littoral, afin d'y établir un déni d'accès côtier, devient impérative. Depuis les exercices chinois de l'été, les forces aériennes taïwanaises augmentent ainsi leurs entraînements aux missions antinavires.

Quant aux États-Unis, la masse et la rapidité de déploiement deviennent primordiaux dans ce genre de conflit, montrant tout l'intérêt des concepts de *dual carrier operations* voire de *tri carrier operations* qui seront mis en œuvre depuis l'est de Taïwan. De plus, l'emploi massif de sous-marins dans le détroit de Taïwan pour causer une attrition suffisante à la force d'invasion chinoise, sera sans doute privilégiée. L'utilisation d'essaims de drones contre une force d'invasion chinoise est enfin une piste de plus en plus étudiée pour contrer un rapport de forces de plus en plus défavorable à l'armée taïwanaise[35]. Le soutien matériel américain aux forces taïwanaises devrait également s'étoffer dans les mois à venir. D'ailleurs, Washington a annoncé le 2 septembre une nouvelle série de ventes d'armements à Taiwan pour un montant de 1,1 milliard de dollars, consistant en la livraison de 60 missiles antinavires de type Harpoon, de 100 missiles air-air et la maintenance des systèmes de détection radar de l'île[36].

---

[34] Stratégie du Porc-épic ou *Overall Defense Concept*.

[35] Selon plusieurs *wargames* effectués aux États-Unis, les forces américaines auraient de 7 à 10 jours seulement pour contrer une invasion chinoise. Passé ce délai, ils seraient obligés de se soumettre au fait accompli chinois à moins d'accepter des pertes très significatives (un groupe aéronaval, plusieurs centaines d'aéronefs, plus d'une douzaine de bâtiments de 1er rang détruits dans les combats). *Asia Times*, 23/05/2022 et *Military Times*, 12/08/2022.

[36] *Le Figaro*, 02/09/2022.

Le Japon, pour sa part, a décidé d'augmenter ses capacités de contre-attaque en souhaitant augmenter la portée de certains de ses missiles antinavires[37] jusqu'à 1 000 voire 1 500 km, en limite des côtes chinoises. Cette nouvelle décision s'inscrit dans le vaste mouvement de réarmement du Japon en matière navale. En effet, comme le Japon a également constaté une intensification de l'activité militaire chinoise et russe dans ses approches ces dernières années[38], Tokyo a entrepris depuis 2016 un vaste effort de modernisation de ses forces avec un programme de construction de 19 sous-marins à vocation océanique, de 22 frégates modernes et d'achat de 138 appareils de type F-35. En outre, un effort particulier a été mis dans le domaine de la lutte antinavires[39]. Ce réarmement, à l'instar de la transformation des porte-aéronefs de type Izumo en bâtiments capables à terme d'embarquer des appareils de type F-35, devrait s'accélérer suite à cette nouvelle crise taïwanaise. D'ailleurs, le parti au pouvoir souhaiterait doubler le budget de la défense nippon en le faisant passer de 1 à 2% du PIB dans les années à venir, ce qui confirmera Tokyo dans sa position d'allié indéfectible de Washington et des autres pays du Quad. De fait, la menace chinoise dans l'Ouest du Pacifique, au lieu de fragiliser les alliances existantes, pourrait au contraire conduire à les renforcer, au même titre que ce qui est constaté en Europe avec le regain de vitalité de l'OTAN suite à l'invasion de l'Ukraine par Moscou.

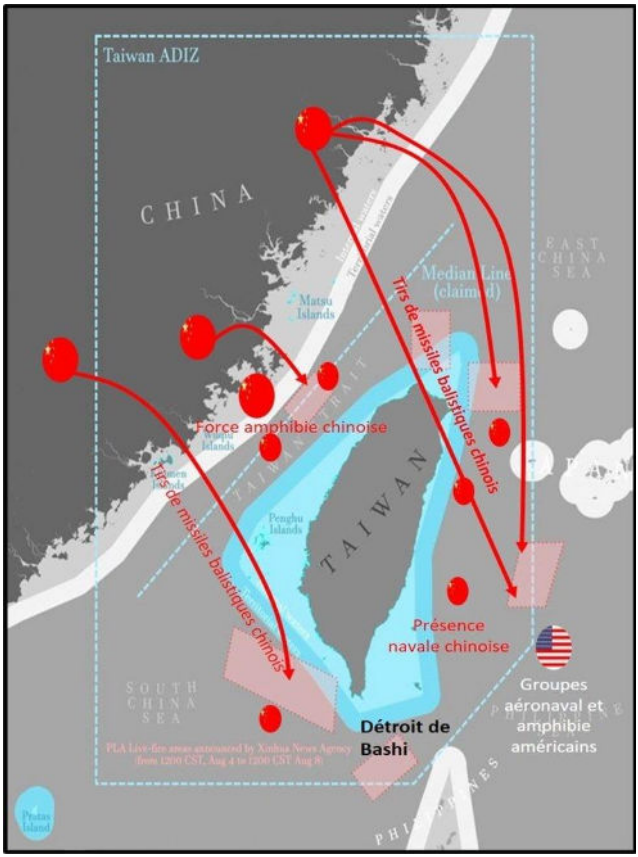
*****

[37] Missiles de type 12, mis en service en 2015, utilisés pour la défense côtière, notamment dans le Sud du Japon. A terme, les bâtiments de la marine japonaise et ses aéronefs de type F-15J pourraient en être aussi équipés. *Opex 360*, 21/08/2022.

[38] D'ailleurs en juin 2022, plusieurs navires chinois et russes avaient d'ailleurs été détectés autour de l'archipel et ce alors que les vols à long rayon d'action chinois et russes se multiplient dans cette zone.

[39] Volonté japonaise de se procurer des missiles LRASM (Long Range Anti Ship Missile) auprès de Washington afin de pouvoir frapper en stand off toute force d'invasion chinoise vers les îles Senkaku. Ibid.

La stratégie testée par la Chine contre Taïwan à l'été 2022 pourrait rapidement imposer le scénario d'un fait accompli difficilement réversible au plan international en cas de conflit ouvert. Les réponses nécessaires font la part belle à la rapidité de réaction, qui doit être nécessairement massive, aux batteries côtières de missiles antinavires et aux drones, utilisés tant à des fins de ciblage que de saturation des défenses adverses. Cette crise dans le Pacifique va contribuer à l'accélération du réarmement des pays de la région et sans doute amplifier les demandes des militaires américains pour un accroissement encore plus substantiel de leurs moyens dans l'Indopacifique, sans doute au détriment du théâtre européen dont la défense des zones contestées devra reposer à l'avenir davantage sur les capacités européennes.



Intimidation chinoise autour de Taïwan (été 2022)

Carte par CIGeography / Louis Martin-Vézian 2022 ; modifications par Arnaud Peyronnet

Publié le 5 septembre 2022 par l'institut FMES.

Après l'invasion russe de l'Ukraine : la France et l'Italie doivent faire face à une rupture à l'Est mais aussi au Sud

Par l'amiral (2s) Pascal AUSSEUR,
directeur général de l'Institut FMES.

Les évolutions majeures qui bouleversent leur environnement stratégique imposent à l'Italie et à la France de dépasser leurs différents en termes de visibilité en Méditerranée, de relation vis-à-vis de la rive sud, de perception de la menace terroriste et d'analyse des risques géopolitiques. Forts de leurs expériences, de leur positionnement et de leur complémentarité, les deux pays peuvent aider l'Union européenne à élaborer une stratégie qui lui permettra de survivre. Car l'Europe est mortelle et les menaces s'accumulent, à l'est mais aussi au sud.

La fin des faux-semblants

L'invasion russe de l'Ukraine marque une rupture. Nous quittons définitivement une période « d'apesanteur stratégique » qui pendant 30 ans a permis aux pays européens, et en particulier à la France et à l'Italie, de se comporter comme si les tensions, les rapports de force et la guerre avaient disparu de notre réalité. Depuis l'expansion débridée du libéralisme économique et de la globalisation au début des années 1980, et encore plus depuis la chute de l'Union soviétique dix ans plus tard, les Européens se considéraient comme « sortis de l'Histoire » et entrés dans un monde nouveau, régi par la norme et la loi du marché sensées rendre caduque l'emploi de la force. La Guerre était définitivement derrière nous et la consommation globale, pacificatrice et régulée par le droit international, était notre horizon.

Pourtant, pour tous ceux qui exerçaient des responsabilités

militaires en lien avec la géopolitique, le retour de l'Histoire et des rapports de force étaient palpables dès la fin des années 1990. A partir de la guerre du Kosovo en 1999, nous avons été les témoins et les acteurs du regain de compétition entre des puissances, globales ou régionales, chacune défendant son modèle et sa zone d'influence : les États-Unis, la Chine et la Russie, mais également la France, l'Italie, la Turquie, l'Iran… Nous avons assisté (et parfois participé) à la multiplication des contestations du droit international et de l'usage des rapports de forces désinhibés, que ce soit en Irak par les Américains, en Mer de Chine par les Chinois, en Géorgie et en Ukraine par les Russes, en Libye par les Français et les Britanniques, dans le Caucase par l'Azerbaïdjan ou en Méditerranée orientale par les Turcs. Cette montée des tensions s'est accompagnée d'une augmentation généralisée des dépenses d'armements qui prenait le contre-pied du désarmement massif des pays européens, obnubilés par leur vision irénique.

Confrontés à cette réalité qui ne correspondait pas à leurs attentes, les Européens préféraient masquer la guerre derrière des faux-semblant : les interventions militaires se revendiquaient d'un « maintien de l'ordre », avec ou sans légitimité onusienne d'ailleurs (Balkans, Afghanistan, Irak, Syrie, Libye, Sahel), ou à un soutien à un parti considéré comme légitime lors d'un conflit local (Syrie, Haut Karabakh, Libye) ou encore se faisaient discrètes, sous le seuil du conflit ouverts et donc acceptables (Géorgie, Crimée). Ces hypocrisies, hommages du vice de la puissance à la vertu du multilatéralisme, permettaient de s'autoriser à croire que le droit international restait un objectif au moins de principe.

La guerre déclenchée le 24 février 2022 ne s'embarrasse pas quant à elle de faux-nez : il s'agit explicitement pour la Russie d'assujettir par la force un État qu'elle considère comme illégitime. Par l'importance historique de l'évènement, par le poids géopolitique

de la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité, et par la proximité géographique du conflit, cette guerre est un révélateur qui oblige les Européens à se replonger dans le monde tel qu'il est et non pas tel qu'ils espéraient qu'il devienne. Pourtant le risque de déni existe : les Européens pourraient tenter de se raccrocher à leur vision irénique en ne se focalisant que sur « le problème Poutine ». Ce serait une erreur, car non seulement la guerre déclenchée par la Russie est une source d'instabilité en tant que telle à l'est de l'Europe, mais elle s'ajoute à une déstabilisation structurelle de notre environnement stratégique, notamment sur notre flanc sud que nous ne pouvons plus ignorer.

Au Sud, la tension s'ajoute à la tension

Le premier effet de la guerre en Ukraine est en effet d'ajouter de la tension à une région qui est déjà structurellement sous tension. Zone frontière entre deux mondes qui s'éloignent, la Méditerranée est – pour prendre une comparaison de physicien – une sorte de diélectrique entre deux plaques d'un condensateur aux potentiels divergents, bien loin des objectifs que les Européens avaient fixés il y a trente ans. Là-encore, nous avions parié sur le dépassement des rivalités entre les peuples par un développement économique et social qui entrainait mécaniquement une gouvernance vertueuse, une homogénéisation sociétale et à terme une démocratisation. Cette convergence par l'économie était considérée comme inéluctable. Son principe sous-tendait tous les accords signés à l'époque – partenariat euro-méditerranéen (PEM) de l'UE, Partenariat Méditerranéen pour la coopération (MPC) de l'OSCE, Dialogue méditerranéen (DM) de l'OTAN ou encore les accords israélo-palestiniens d'Oslo – et augurait la pacification quasi-automatique de cette région qui devait s'intégrer progressivement dans une forme de melting-pot européen. Contrairement à ces attentes, le développement socio-

économique, les évolutions culturelles et sociétales, les modes de gouvernance et la démographie ont suivi des routes différentes sur les deux rives ce qui a renforcé les incompréhensions, les rancœurs et un ressentiment de la rive sud vis-à-vis de l'Europe.

Cette déception génère des tensions de tous ordres : au sein des sociétés du Sud d'abord, frustrées par les espoirs déçus d'amélioration économique et sociale et fracturées par des influences contradictoires (occidentales, anti-occidentales, nationalistes ou islamistes). Entre les pays de la rive sud et l'Europe ensuite, celle-ci étant perçue à la fois comme un repoussoir et comme une forteresse indifférente au sort de ses voisins déshérités. Entre pays de la rive sud enfin qui n'ont jamais surmonté leurs rivalités et se positionnent le plus souvent en opposition. L'antagonisme entre le Maroc et l'Algérie en est l'illustration la plus manifeste. Anti-occidentalisme, nationalisme et islamisme forment à la fois le réceptacle et les supports idéologiques de ces tensions qui s'étendent.

Cette ambiance régionale qui se durcit de façon structurelle entraine trois conséquences principales.

La première est un raidissement politique qui vise à surmonter l'instabilité au sein des sociétés de la rive sud qui n'a pas cessé de croître depuis les révolutions arabes de 2011. La reprise en main d'Abdelmadjid Tebboune après le *Hirak* de 2019 en Algérie, la concentration des pouvoirs organisée par Kaïs Saïed en Tunisie et les dérives autoritaires du maréchal Sissi en Égypte et de Recep Tayyip Erdogan en Turquie ont toutes pour objectif de maintenir sous contrôle une population frustrée, sans perspective et travaillée par les forces de fragmentations, notamment islamistes, qui fragilisent les États nations.

L'image de chaos renvoyée par les pays au pouvoir faible ou failli, comme au Liban, en Libye ou en Irak, ne fait que renforcer la détermination autocratique de ces chefs d'État.

Ceux-ci ont tendance également, et c'est la deuxième conséquence, à jouer des rapports de force avec les pays européens pour obtenir des avantages et fédérer leur population autour du sentiment anti-européen. Le Maroc défiant l'Espagne avec les migrants, l'Algérie excitant le spectre de la France « ennemie traditionnelle et éternelle » ou la Turquie menaçant l'Union européenne à propos du droit de la mer mais aussi de ses revendications sur Chypre en sont des illustrations.

Enfin, ces états renforcent leurs équipements militaires pour faire face aux risques croissants de conflit régional. Sans surprise les dépenses militaires augmentent donc, en particulier au sud. A titre d'illustration, l'augmentation entre 2008 et 2030 du tonnage des marines de guerre, l'outil privilégié du rapport de force étatique, devrait être de 52% pour le Maroc, de 120% pour l'Algérie et de 170% pour l'Égypte.

C'est sur ces braises déjà rougeoyantes que la guerre en Ukraine verse des combustibles de tous ordres dont le premier est économique. En générant une flambée des prix du blé et des hydrocarbures dans une région qui est un importateur important, la guerre va fragiliser des sociétés déjà ébranlées par la crise du Covid-19, la récession économique mondiale, la baisse du tourisme et une inflation forte. Ainsi la Syrie, le Liban, la Jordanie, les Territoires palestiniens, l'Égypte, la Tunisie ou le Maroc, pays émergents ou à revenu intermédiaire, sont pénalisés par la baisse du tourisme russe et ukrainien (qui représentait un quart des visites en Turquie et presque un tiers en Égypte), par leur dépendance aux importations de blés (la Turquie 25% et l'Égypte

23% sont avec la Chine les pays dont l'approvisionnement en céréales dépend le plus de la Russie et de l'Ukraine) et d'engrais, par l'augmentation du prix des hydrocarbures et des denrées alimentaires et par la baisse de confiance des investisseurs et de la demande mondiale. Cet impact négatif sera accompagné d'un renforcement de la disparité entre les pays, en fonction de leur dépendance à la Russie et aux matières premières, mais surtout en fonction du statut d'exportateurs de pétrole et de gaz. Ainsi l'Algérie et la Libye, producteurs de pétrole et de gaz, devraient tirer leur épingle du jeu car les hausses de revenus énergétiques devraient compenser ces difficultés. Ces différences dans les répercussions de la crise pourraient renforcer les tensions entre voisins.

La plupart des pays du sud vont donc connaitre des tensions sociales croissantes dans les mois à venir qui pourraient entrainer un durcissement politique des pouvoirs en place pour éviter un retour aux mouvements révolutionnaires. Le terrain sera favorable à l'identification des Occidentaux comme boucs émissaires, réflexe pavlovien alimenté par une propagande russe bien rôdée.

Le Sud : une nouvelle ligne de front russe ?

Dans le domaine de la guerre informationnelle au sud de la Méditerranée, l'action de la Russie est décisive car elle dispose d'un savoir-faire éprouvé et d'un poids géopolitique croissant. Profitant du désengagement américain initié par Barak Obama à partir de 2012 et du désintérêt européen pour cette région considérée comme insolvable, Vladimir Poutine s'est progressivement instauré depuis une dizaine d'années en acteur incontournable du bassin méditerranéen.

Cette implication de la Russie en Méditerranée n'a, sur le fond, rien d'anormal. La Méditerranée, par l'accès permanent aux mers chaudes qu'elle permet, représente en effet l'aire d'expansion naturelle de Moscou et l'obsession historique du pouvoir russe depuis qu'il souhaite peser dans les affaires du monde. Cet accès n'est d'ailleurs pas simple pour la Marine russe : il impose un contrôle de la mer Noire – qui explique la stratégie russe vis-à-vis de l'Ukraine, un accès facilité à travers les détroits turcs – qui éclaire la relation connivente entre les présidents Poutine et Erdogan – et des points d'appuis tout au long des zones de déploiement – qui a abouti à la pérennisation des bases de Tartous et de Hmeimim en Syrie. La stratégie russe en Méditerranée est donc dans son principe à la fois classique et logique. Elle ne pose des problèmes aux Européens que parce qu'elle s'inscrit dans une stratégie globale de revanche vis-à-vis de l'Occident, désormais explicitement caractérisé comme un ennemi, et de déstabilisation de l'Union européenne perçue pour sa part comme une proie. Le déploiement politique et militaire russe sur la rive sud qui pouvait être considéré il y a quelques années comme l'expression d'une stratégie d'influence classique, présente désormais les caractéristiques d'une menace pour les pays européens.

Le dispositif mis en place par Moscou dans la zone, soit par des moyens propres soit par des coopérations militaires, lui a permis de devenir un acteur clé sur le flanc sud. La Russie dispose d'une permanence militaire en Méditerranée orientale et centrale qui lui permet de soutenir ses opérations dans la région, lui donne la capacité de peser sur les recompositions gazières de la zone – secteur essentiel pour son économie – et d'épauler sa diplomatie régionale, mélange d'interventionnisme militaire, d'influence politique et de vente d'armements. La Russie est ainsi devenue un allié fiable des régimes autoritaires (Syrie, Égypte, Algérie), le juge de paix en Syrie même si ce rôle est régulièrement contesté par

l'Iran et la Turquie, l'arbitre des puissances régionales (Syrie, Iran, Turquie, Israël, Arménie, Azerbaïdjan) et un perturbateur efficace en mesure d'affaiblir l'Europe sur la rive sud (Libye, Mali). L'opposition désormais explicite entre l'Europe et la Russie permet à cette dernière de lâcher ses coups, en les limitant pour l'instant aux domaines médiatique et politique. Si l'engagement en Ukraine restreint le déploiement militaire de Moscou dans la zone, il ne devrait pas réduire son activisme car l'intérêt stratégique d'un engagement au sud de l'Europe s'accroit. Les tensions à l'œuvre à l'Est de l'Europe se prolongent en effet en Méditerranée qui devient une ligne de front indirect à l'encontre des Européens.

L'Europe, et en particulier la France qui est en première ligne par son implication en Afrique et en Méditerranée orientale, devra être particulièrement vigilante pour contrer cet antagonisme croissant. Le fait que tous les État d'Afrique du Nord, à l'exception du gouvernement libyen de Tripoli, ont refusé de voter la suspension de la Russie du conseil des droits de l'homme est un signal politique significatif. Cette politique d'influence anti-européenne se prolonge sur tout le continent africain et rentre en synergie avec l'activisme de la Turquie et la présence croissante de la Chine en Afrique. Ces trois pays révisionnistes ont lancé une guerre de communication de long terme promouvant une image très négative des pays européens qui se propage au sein des populations. Les conséquences pourraient être désastreuses compte-tenu des liens politiques, économiques et surtout démographiques croissants entre l'Europe et son Sud.

Une action militaire russe en Méditerranée ?

Mais la guerre que mène Moscou à l'égard de l'Europe pourrait ne pas rester dans le domaine de l'influence. A partir de ses bases de Tartous et de Hmeimim en Syrie et de ses déploiements en Libye

et au Mali, la Russie pèse à nouveau militairement et créée un environnement beaucoup plus menaçant pour les forces européennes qui se déploient dans la zone, que ce soit au Sahel, en Libye ou en Méditerranée orientale. Environ 13 000 militaires, dont 40% de mercenaires, 40 chasseurs-bombardiers, une vingtaine d'hélicoptères, 4 frégates et 2 sous-marins sont déployés dans la zone. Ce dispositif, associé aux nombreux sites de missiles antiaériens (S400, S300), antinavires (Kalibr, Bastion et Zircon) et de frappe contre la terre (Kalibr, Iskander) déployés dans la région, vise à pouvoir dénier si nécessaire l'accès de cette zone aux forces occidentales.

Si les forces russes n'obtiennent pas suffisamment gain de cause en Ukraine, il n'est pas impossible que le Kremlin utilise ses capacités de nuisance tout autour du bassin méditerranéen pour faire diversion. Plusieurs scénarios sont envisageables : perturber des opérations de l'OTAN et de l'UE qui visent à restreindre les trafics d'armes et migratoire au large de la Libye, faciliter les mouvements migratoires en agissant sur les réseaux maliens et libyens en liaison avec le groupe Wagner ou encore favoriser les actions de déstabilisations au Sahel et en Afrique occidentale.

La possibilité de faire peser une menace militaire directe sur des moyens militaires européens, à partir de la mer ou de pays amis, ne peut pas être exclue compte-tenu de l'escalade observée en Ukraine. Dans ce domaine, une attention particulière doit être portée aux navires de surface et aux sous-marins européens. La neutralisation du croiseur Moskva en mer Noire a montré qu'une telle attaque avait un impact politique fort tout en n'étant pas considérée comme une agression sur un territoire national. Le président Poutine pourrait être tenté d'utiliser ce même levier pour contraindre les pays européens dans une escalade maitrisée, sans risque de dommages collatéraux.

La France, particulièrement active dans cette région et entretenant des relations complexes avec ses anciennes colonies, est une cible prioritaire dans cette stratégie. Son éviction de la République Centrafricaine et du Mali démontre la capacité russe à agir efficacement dans les champs politique, militaire et informationnel pour atteindre ses fins. Les relations étroites de l'Algérie avec la Russie, en particulier dans le domaine de l'armement, ouvrent des possibilités préoccupantes dans ce domaine. L'Algérie dispose en effet de moyens d'attaque performants (sous-marins Kilo modernisés capables de tirer des missiles de croisière, missiles Kalibr et RBS 15, torpilles MU90) capables de faire peser une menace en Méditerranée occidentale et sur le littoral.

La France et l'Italie doivent relever le défi du déni de réalité

Enfin, le dernier impact concerne la posture stratégique de l'Europe. Celle-ci était jusqu'à présent doublement myope à l'égard des défis géopolitiques méditerranéens. D'une part, prisonnière d'une conception irénique de l'histoire qui avait évacué les rapports de force et la guerre, elle refusait de voir les menaces croissantes qui l'enveloppaient. D'autre part, elle réservait ses dernières velléités combattives à la menace russe sous l'impulsion de la Grande-Bretagne et des pays de l'est de l'Europe. L'UE était ainsi impuissante à comprendre et à répondre aux enjeux structurels de sécurité de son sud. La guerre en Ukraine sera-t-elle pour elle l'occasion d'une rupture de sa posture stratégique et d'un réveil ? Rien ne semble acquis.

L'UE pourrait en effet se conforter dans le déni et renforcer son rejet d'un monde décidemment très éloigné du modèle qui a façonné la génération d'hommes et de femmes aujourd'hui aux

commandes, orientée vers la quête d'un bien-être individuel et d'une harmonie sociétale consumériste. Les pays européens pourraient alors chercher la protection des États-Unis pour juguler la menace russe et celle des barrières – juridique et maritime – pour limiter les interactions avec la rive sud. La sécurité par le retrait et l'isolement en quelque sorte. Cette option permettrait peut-être de gagner quelques années de tranquillité mais ne permettra pas de surmonter les défis structurels qui nous font face et auxquelles nous n'échapperons pas : d'un côté, la priorité des Américains est durablement en Asie et il est peu probable qu'ils prennent en compte les intérêts européens au-delà de ce qui est nécessaire pour défendre les leurs. Les intérêts des Européens, voisins de la Russie, diffèrent d'ailleurs de ceux de leurs alliés d'outre-Atlantique. De l'autre, le monde méditerranéen et africain restera à nos portes, avec ses déséquilibres démographiques, économiques et sociétaux majeurs, et seule une implication volontariste forte permettra de créer un nouvel équilibre, plus stable, rendant possible l'émergence d'une cohabitation harmonieuse indispensable à l'avenir de l'Europe. « La forteresse » ou « la passoire » ne sont pas des solutions viables car elles aboutissent toutes les deux à une submersion de l'Europe.

Cette guerre en Ukraine, par sa brutalité et sa proximité, offre la possibilité d'un « électrochoc de réalité » qui peut permettre aux Européens de comprendre que la survie de leur modèle n'est plus une évidence.

Confrontée, sur son propre continent, à une tentative d'annexion militaire d'un pays qui s'identifie à elle et l'appelle à l'aide, l'Europe peut répondre comme elle a commencé à le faire avec intelligence et courage, indiquant ainsi au monde qu'elle a quitté la posture à la fois attentiste et moralisante qui la rendait spectatrice de sa propre histoire.

Il est certain que si les Européens, en premier lieu les Français, les Allemands et les Italiens, montrent au monde qu'ils sont déterminés à ne pas subir les décisions des autres mais au contraire à prendre l'ascendant sur les difficultés et les oppositions auxquelles ils sont confrontés, le regard que portent sur eux leurs voisins de l'est et du sud changera.

Cette nouvelle posture implique d'assumer les rapports de forces, de consentir aux risques qui en découlent, d'accepter les efforts et même les souffrances inhérentes à l'action dans une histoire qui redevient tragique. Mais elle permettra aux Européens de reprendre l'initiative et de profiter du respect nouveau qu'elle pourra susciter pour proposer des nouveaux équilibres fondés sur la lucidité, le courage mais également sur la générosité car nul ne peut penser que le statu quo qui maintiendrait un déséquilibre abyssal de développement à nos portes puisse subsister.

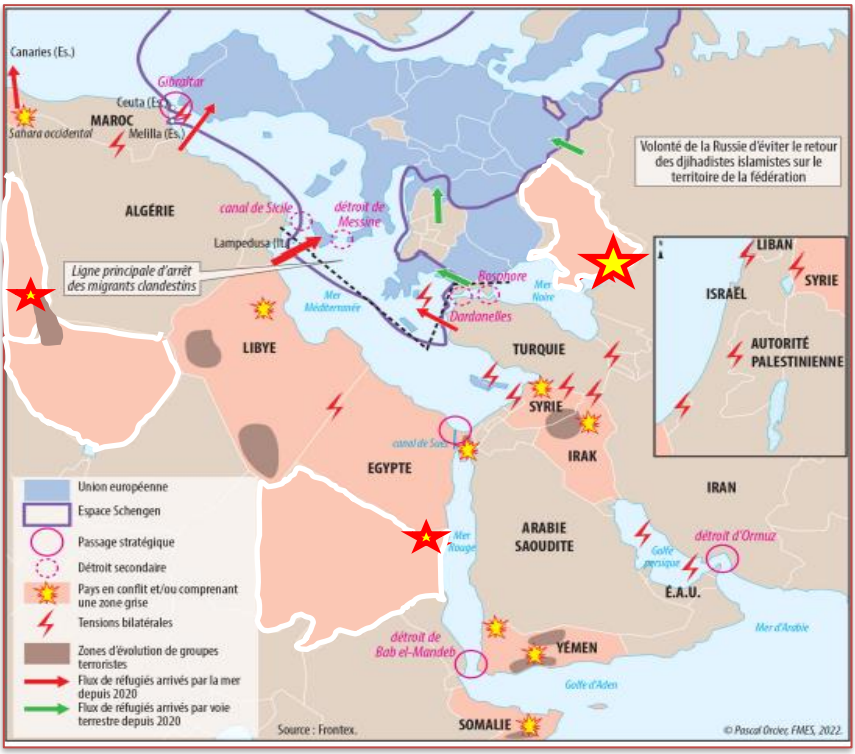
Les pays européens doivent donc renforcer concrètement et avec vigueur leurs capacités militaires (2% du PIB est probablement insuffisant). Ils doivent avoir le courage de déterminer clairement leurs intérêts stratégiques et les efforts qu'ils sont prêts à consentir pour les défendre, conditions indispensables pour reconquérir le respect qu'ils ont perdu. Ils doivent identifier et nommer leurs adversaires et leurs alliés. Ils doivent contrer la guerre informationnelle qui est menée à leur encontre en Afrique et au Moyen-Orient, de même que sur leur propre territoire. Ils doivent mettre en place une réelle politique de développement et de coopération économique à l'égard des pays du sud qui partagent les même intérêts (les 300 milliards d'investissement public et privé prévus par l'UE d'ici 2027 sont eux aussi probablement insuffisants).

Il s'agit pour nos sociétés de redéfinir un véritable projet de société, apte à fédérer et à répondre aux enjeux du 21ème siècle, loin de la posture de populations repues, oisives, peureuses et égoïstes véhiculée par nos adversaires.

La France et l'Italie, par leur poids européen et leur positionnement méditerranéen ont un rôle particulier à jouer dans cette volte-face. Il leur impose de quitter la compétition stérile qui marque trop souvent la diplomatie méditerranéenne des deux sœurs latines. D'un côté, Paris doit cesser de négliger l'expertise et les intérêts stratégiques de sa voisine, l'intervention en Libye en 2011 étant sur ce point un cas d'école aux conséquences particulièrement douloureuses. De l'autre, Rome doit accepter de prendre ses responsabilités et de sortir d'une politique d'ambiguïté qui, en tentant de ménager tout le monde, la rend impuissante et l'oblige à s'en remettre in fine à la décision de Washington. La politique italienne vis-à-vis de la politique turque en Méditerranée en est l'illustration. Si Rome et Paris arrivent à élaborer une stratégie commune pour répondre aux nouveaux défis du flanc sud, y compris en Méditerranée orientale, ils auront la crédibilité et le poids pour orienter leurs partenaires dans ce combat existentiel pour l'Union européenne.

Car ne nous y trompons pas. La manière dont l'Europe répondra dans la durée à l'agression russe et aux déséquilibres Nord-Sud la positionnera dans la nouvelle aire de jeu géostratégique. Va-t-elle se cantonner à des postures moralisantes ? Va-t-elle rentrer dans la dialectique du rapport de force et assumer les risques qui vont avec ? Va-t-elle accepter des efforts inhérents à ce bras de fer ? Va-t-elle réussir à articuler une politique qui traite à la fois ses défis à l'est et au sud ? Va-t-elle arrêter de sacrifier son avenir à son bien être immédiat ? Le monde entier nous observe et nos voisins, qu'ils soient amis ou rivaux tireront leurs conclusions sur notre capacité

à défendre nos intérêts, nos valeurs, nos alliés et notre destinée face à l'adversité. Notre capacité à organiser notre cohabitation de long terme avec notre environnement stratégique, à l'est comme au sud, dépendra donc de notre intelligence et de notre courage.



Article publié en septembre 2022 par l'institut FMES dans la revue Limes - Rivista Italiana di geopolitica.

Le retour de la logique des blocs comme défi à la souveraineté européenne

Par Arnaud PEYRONNET, membre associé FMES de l'Observatoire stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient (OS2MO).

Résumé : La guerre en Ukraine a de nouveau mis en exergue les ambitions géopolitiques russes sur le monde russophone et slave ainsi que la volonté russe de créer un continuum eurasiatique, avec Moscou comme centre. Cette ambition est alimentée par le retour d'un discours anti-occidental très agressif visant rallier à sa cause tant sa population que les pays émergents, mais aussi la Chine. Le concept de « *The Rest versus the West* » devient un nouveau paradigme dans les relations internationales afin de dresser un front commun contre une prétendue hégémonie occidentale sur le monde.

Cette nouvelle logique de blocs ressuscite la doctrine géopolitique de Mackinder qui opposait déjà, il y a plus d'un siècle, le *heartland* eurasiatique aux puissances maritimes anglosaxonnes de l'île mondiale. En écho à cette même théorie, les puissances anglosaxonnes font leur grand retour géopolitique sur le continent avec une présence et un soutien militaire accru aux pays d'Europe orientale, en premier lieu l'Ukraine. Le centre de gravité militaire de l'Europe se déplace ainsi à l'Est, la Pologne et l'Ukraine représentant désormais les lignes de front de l'Occident face aux velléités russes.

Ce retour de la géopolitique mackinderienne en Europe risque, à défaut du développement d'une doctrine alternative européenne, de marginaliser davantage les pays situés à l'ouest de l'Europe dans la défense de leur continent.

L'eurasiannisme et le panslavisme comme nouvelles expressions des ambitions russes

L'invasion de l'Ukraine par les forces russes en février 2022 a fait éclater au grand jour les aspirations géopolitiques du Kremlin, poussées par des idéologues voulant faire revivre la *Novorossiya*[40]. Ces idéologues, à l'instar d'Alexandre Douguine, appelaient déjà dans les années 1990 à la reconquête de la Crimée par la Russie. Plus récemment, ils furent les auteurs du concept de *Russky Mir* ou de Monde russe, mélange de nostalgie impérialiste et d'identité orthodoxe qui légitime la reconquête par Moscou de l'ensemble des territoires auparavant sous domination russe. Douguine, en 1997, dans son ouvrage *Les Fondations de la Géopolitique*, voyait ainsi la Russie comme une civilisation à part entière, avec une destinée géopolitique unique au cœur d'un Empire eurasiatique s'étendant des côtes de l'Atlantique à celles du Pacifique[41]. Cette conception d'un *heartland* russo-chinois identifie la Russie comme l'adversaire naturel des puissances maritimes représentées par les États-Unis et la Grande-Bretagne. Cette vision prône également la réunification des peuples slaves et eurasiatiques sous une seule et même bannière, celle de la culture russe, et avec un seul centre situé à Moscou.

Dans le cadre de cette promotion d'une union eurasiatique, les nouvelles routes de la Soie chinoises sont vues comme un moyen d'accélérer cette intégration continentale. Le soutien des courants radicaux russes à la politique nationaliste turque faisant aussi la promotion de l'eurasianisme participe de cette même logique, la Russie devant finalement fédérer ces projets autour du sien, en cercles concentriques.

---

[40] Concept de Nouvelle Russie qui était apparu au 18ème siècle et qui désignait les terres, notamment l'Ukraine, que l'Empire russe avait pris à l'Empire ottoman.
[41] Washington Post, 12/08/2022.

Le Président russe a officiellement validé cette vision du monde le 5 septembre 2022 quand il a approuvé une nouvelle doctrine de politique étrangère fondée sur ce concept de Monde russe, la Russie se devant de « protéger, sauvegarder et faire progresser les traditions et idéaux du monde russe »[42] et « la Fédération de Russie devant apporter son soutien à ses compatriotes résidant à l'étranger pour la reconnaissance de leurs droits, leur assurer la protection de leurs intérêts et pour la préservation de leur identité culturelle russe »[43]. Selon cette nouvelle doctrine, qui doit permettre selon Moscou de créer un monde multipolaire sur la scène internationale[44], la Russie se doit d'accroître sa coopération avec les pays slaves, la Chine et l'Inde, et doit renforcer ses liens avec le Moyen-Orient, l'Amérique latine et l'Afrique. Cette perception géopolitique voit donc l'existence d'un monde russe unique là où vivent des communautés slaves, encore plus si celles-ci sont de langue russe. Les pays à la périphérie de la Russie mais où vivent d'importantes communautés russophones (Ukraine, Moldavie, Géorgie, pays baltes, Asie centrale…) semblent ainsi particulièrement visés par cette doctrine géopolitique.

Cette vision se mélange enfin avec la perception, plus classique à Moscou, d'une Russie comme citadelle assiégée par l'Occident. Le discours russe sur une Ukraine vue comme un régime soi-disant nazi, valet de l'Occident et outil d'expansion de l'OTAN, permet d'illustrer cette perception et de « justifier » la guerre menée par le Kremlin. À l'occasion de la signature du rattachement à la Russie des oblasts ukrainiens de Donetsk, Louhansk, Kherson et Zaporijjia le 30 septembre 2022, le Président russe s'en est pris

---

[42] *Reuters*, 05/09/2022.
[43] Ibid. Les régions sécessionnistes géorgiennes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, ainsi que les républiques séparatistes autoproclamées de Louhansk et Donetsk dans l'est de l'Ukraine sont expressément citées.
[44] La Russie marquant en effet son opposition au monde unipolaire et hégémonique actuel de l'Occident en général et des États-Unis en particulier.

verbalement à l'Occident, accusé « d'hégémonisme, d'hypocrisie et de néo-colonialisme »[45]. La veille, il avait déclaré que les conflits en ex-URSS étaient le résultat de « l'effondrement de l'Union soviétique » et qu'un « ordre mondial plus juste » allait se former pour mettre fin à « l'hégémonie unipolaire » actuelle[46].

Cette vision géopolitique radicale de la Russie et sa théorie assumée d'un affrontement historique des blocs vont conduire Moscou à une guerre d'attrition de longue durée en Ukraine. La mobilisation partielle de réservistes en Russie, décidée par Poutine le 21 septembre dernier pour poursuivre ce conflit, en est d'ailleurs une nouvelle illustration.

« *The Rest versus the West* » comme nouveau paradigme anti-occidental

Dans son combat contre l'Occident, Moscou voit la Chine, puissance devenue quasi-mondiale et à même de concurrencer les États-Unis, comme un allié naturel pour son projet eurasiatique. Cette tendance s'est accrue à partir de 2014, suite à l'invasion de l'Ukraine, avant de devenir décisive depuis février 2022.

Quelques semaines avant de déclencher les hostilités en Ukraine, les présidents russe et chinois s'étaient rencontrés et avaient mis en avant un partenariat sans limites. Les deux pays condamnent également sans cesse l'hégémonie américaine dans leurs zones respectives d'influence. Pékin accuse ainsi les États-Unis de favoriser les violences en Ukraine par le soutien militaire et matériel porté à Kiev ainsi que par sa « volonté d'écraser la Russie par le conflit et les sanctions économiques »[47]. Moscou, de son côté,

[45] Le Figaro, 30/09/2022.
[46] Le Figaro, 29/09/2022.
[47] Washington Post, 12/08/2022.

a vivement condamné Washington dans l'épisode de tensions sino-taïwanaise de début août, après la visite de Nancy Pelosi à Taipei. Au plan économique, et pour compenser les sanctions occidentales, la Russie s'est résolument tournée vers la Chine pour exporter, même à moindre coût, ses matières premières, notamment son gaz et son pétrole[48]. À l'inverse, les produits chinois font leur irruption massive en Russie, notamment les véhicules, pour remplacer les équipements occidentaux, et la monnaie chinoise pourrait à terme devenir la devise de référence pour les réserves financières russes[49]. Le 15 septembre 2022, en amont du sommet de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS)[50] en Ouzbékistan, le président chinois a déclaré être disposé à travailler avec la Russie « pour assumer sa responsabilité de grande puissance »[51], rappelant de nouveau sa cohésion avec Moscou face à l'Europe et aux États-Unis. Le président russe s'est lui félicité du « rôle croissant des nouveaux centres de pouvoir » qui faisaient contrepoids à l'ordre occidental[52].

Outre la Chine, Moscou compte sur l'anti-occidentalisme latent de nombreux pays pour appuyer ses revendications et son discours belliciste. Pour de nombreuses régions du monde, Vladimir Poutine n'est pas un paria et la guerre qu'il livre en Ukraine reste

---

[48] Notamment au travers de l'accord sur le gazoduc Power of Siberia

[49] À l'été 2021, les réserves de la banque centrale russe étaient essentiellement portées par l'euro (32%) devant l'or (22%) puis le dollar (16%) et le yuan (13%) pour un ensemble estimé à 600 milliards de dollars dont 140 milliards en or. Areion24news, David Teurtrie, Les grands dossiers de Diplomatie n°67, avril-mai 2022. Les réserves d'or représentent désormais, en sus des revenus pétroliers, une part considérable des actifs russes, en attendant le Yuan.

[50] Créée en 2001, elle regroupe la Russie, la Chine, les 4 ex-républiques soviétiques d'Asie Centrale, l'Inde, le Pakistan et depuis 2021 l'Iran. Cette organisation alternative est un des instruments de l'axe sino-russe et vise, pour les pays participants, à se démarquer de l'Occident. La Biélorussie ainsi que plusieurs pays du Moyen-Orient (Arabie saoudite voire Qatar) pourraient à terme rejoindre cette organisation.

[51] Deutsche Welle, 16/09/2022.

[52] Le Figaro, 29/09/2022.

un problème européen qui ne concerne pas le reste du monde[53]. La Russie a en effet développé ces dernières années son influence en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique Latine afin d'y saper l'influence occidentale et y construire des partenariats pouvant l'aider sur la scène internationale. Cette stratégie, efficace en ce qui concerne l'Afrique, s'est vue également lors des votes des instances onusiennes sur la guerre en Ukraine. Il a été ainsi symptomatique de voir que nombre de pays, représentant dans l'ensemble plus de la moitié de la population mondiale, se sont abstenus ou ont voté contre les résolutions de condamnation de la Russie. Ces pays sont en effet de plus en plus allergiques aux critiques occidentales quant à leur gestion des droits de l'Homme ou de leur système politique.

Cette rébellion anti-occidentale sous-jacente a été théorisée par la Russie dans son concept de The Rest versus the West qui vise à créer un vaste bloc autour de l'axe russo-chinois afin de mettre à mal le monde unipolaire voulu par les États-Unis. À titre d'exemple, l'Inde s'est abstenue trois fois à l'ONU et a refusé de sanctionner Moscou. New Delhi reste en effet un client important de Moscou, notamment pour ses approvisionnements en matériels militaires. La tradition de non-alignement de l'Inde ainsi que son scepticisme vis-à-vis des États-Unis est également un facteur explicatif[54]. Surtout, la Russie reste pour l'instant un contrepoids important à la menace chinoise, ce qui impose, pour New Dehli, de ménager le Kremlin.

La Ligue Arabe n'a pas non plus condamné l'invasion russe tandis que les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, l'Égypte et Israël n'ont pas imposé de sanctions à Moscou. Si la position d'Israël est

---

[53] Le ministre des affaires étrangères indien a en effet déclaré que « l'Europe doit cesser de penser que les problèmes de l'Europe sont les problèmes du monde ». Denis Bauchard, revue Espoir, 22/09/2022.

[54] "The West vs. the Rest, Welcome to the 21st-century Cold War", Foreign Policy, 02/05/2022.

particulière[55], les États du Moyen-Orient restent, depuis la période des printemps arabes, très critiques des États-Unis qui ne sont plus vus comme un partenaire de confiance. La décision de l'OPEP+[56] du 5 octobre 2022 de réduire de 2 millions de barils par jour la production de pétrole a d'ailleurs été interprétée par Washington comme un alignement de cette organisation sur les positions russes[57].

La plupart des pays africains, y compris l'Afrique du Sud, se sont abstenus lors des votes onusiens ou ont refusé de sanctionner Moscou. Pour ces États, la Russie, comme héritière de l'URSS, garde une certaine aura liée à son aide lors des luttes anticoloniales des années 1960-1970[58]. Le sentiment anti-occidental voire anticolonial y reste très présent, la Russie bénéficiant de sympathies certaines, appuyées par des campagnes de propagande anti-occidentale efficaces sur tout le continent. En Amérique Latine, Cuba, le Venezuela, le Nicaragua ont soutenu Moscou. Le Brésil s'est déclaré « impartial », son président s'estimant même solidaire de Moscou. L'anti-américanisme traditionnel de cette région explique cette attitude pro-russe. L'Argentine et le Mexique ont en outre souligné que les sanctions à l'égard de la Russie ne faisaient qu'aggraver une situation économique déjà difficile. L'utilisation systématique des sanctions économiques par les États-Unis et l'Europe, de façon unilatérale et hors du cadre des Nations unies, est de plus en plus contestée par les pays émergents qui dénoncent l'absence d'efficacité, de légitimité voire de légalité de celles-ci.

---

[55] L'État hébreu a besoin de la Russie pour sécuriser ses frontières Nord et garder une liberté d'action militaire en Syrie.
[56] Organisation des pays exportateurs de pétrole composée de 13 membres, menés par l'Arabie saoudite, et de dix autres partenaires conduits par la Russie.
[57] *La Tribune*, 05/10/2022.
[58] "The West vs. the Rest", op. cit.

Cette politique de sanctions nourrit ainsi le rejet croissant de l'Occident par les pays du Sud[59].

Ce concept de *The Rest versus the West* est profondément disruptif. Le reste du monde représente en effet plus de la moitié de la population mondiale et l'essentiel des pays les moins développés. Si la guerre en Ukraine ne les concerne pas, elle a de graves conséquences sur le prix des matières premières, du pétrole et des céréales, provoquant des situations de crise économique et financière dans de nombreux pays. Ce conflit et le positionnement occidental actuel cristallise donc les tensions des pays du Sud vis-à-vis de l'Occident. Une nouvelle lutte des classes entre pays émerge, nourrie par le narratif russe, opposant l'Occident riche au reste du monde, pauvre. Cette fracture pourrait subsister bien au-delà de la crise ukrainienne et créer un nouveau paradigme dans les relations internationales, y compris dans d'autres champs (financier, écologique, commerciaux, maritimes, institutionnels).

Toutefois, l'axe russo-chinois présente de grands risques tant pour Moscou, de plus en plus affaibli économiquement et militairement, que pour la pérennité de la sympathie des pays du Sud vis-à-vis de la Russie.

La Chine, si elle n'a pas condamné l'invasion russe de l'Ukraine n'a pas non plus soutenu massivement la Russie, notamment en refusant de lui livrer des armes comme le lui demandait Moscou[60]. Pékin ne veut pas en effet se laisser entraîner dans un conflit ouvert avec l'Occident qui pourrait compromettre son développement économique et son accès au statut de superpuissance égale aux États-Unis. Cette situation va à terme déséquilibrer cette relation,

[59] Denis Bauchard, revue Espoir, 22/09/2022.
[60] RTBF, 15/09/2022.

notamment au plan économique, pour donner un net avantage à Pékin. Pragmatique, la Chine avance ses positions en Asie Centrale, au Moyen-Orient et en Afrique et pourrait tirer profit de l'affaiblissement russe suite au conflit ukrainien pour remplacer Moscou, y compris dans son « étranger proche »[61]. Ainsi, le rêve eurasiatique de la Russie, avec pour centre Moscou, risque fort de se transformer en une autre réalité eurasiatique ayant pour pôle central Pékin, la Russie devenant finalement le vassal d'une Chine devenue première puissance mondiale. La vassalisation de la Russie par Pékin pourrait également remettre en question le rapprochement des pays du Sud vis-à-vis de Moscou et donc finalement le concept russe de « *The Rest versus the West* ». L'influence chinoise, parfois qualifiée de néocoloniale, est en effet déjà critiquée en Afrique, sans compter l'Inde qui pourrait rapidement s'aligner sur le camp occidental si la puissance chinoise phagocytait finalement la Russie. De fait, si la Russie a besoin du soutien chinois pour illustrer la création d'un bloc anti-occidental puissant, la Chine ne recherche probablement à Moscou qu'un allié affaibli et docile pour son futur combat planétaire avec les États-Unis. Le résultat final de cette lutte d'influence pour la direction du bloc anti-occidental se jouera en Iran et en Asie centrale où la Chine a l'avantage. Elle joue en effet un rôle économique prédominant et l'influence de la Russie est en diminution, comme en témoigne d'ailleurs l'inaction russe lors des combats entre Arménie et Azerbaïdjan (septembre 2022) et des récentes tensions entre le Kirghizistan et le Tadjikistan.

Prédominance anglosaxonne et déplacement du centre de gravité militaire de l'Europe vers l'Est

La guerre en Ukraine a vu le retour de l'OTAN et des puissances

[61] Notion apparue à la chute de l'URSS pour désigner dans un seul concept tous les pays de l'ancienne Union soviétique.

anglosaxonnes dans la défense du continent européen, montrant que les règles qui prévalaient dans la 2ème moitié du 20ème siècle restaient finalement toujours d'actualité. Ces puissances anglo-saxonnes voient les perspectives d'une alliance russo-chinoise sur l'Eurasie comme une menace suffisamment grave pour devoir agir de façon massive sur le continent, à l'instar de leur doctrine géopolitique traditionnelle[62].

Les États-Unis ont ainsi considérablement accru leur présence militaire sur le continent alors que l'on pensait leur pivot vers l'Indopacifique inéluctable et son corollaire, le renforcement d'une défense européenne autonome automatique. Les États-Unis augmentent au contraire le nombre de leurs forces dans l'Est du continent tandis que l'OTAN, loin d'être en mort cérébrale, est redevenue la clé de voûte de la défense de l'Europe, s'élargissant même à la Suède et à la Finlande, pourtant traditionnellement neutres. Lors du sommet de l'Alliance atlantique à Madrid le 29 juin 2022, le président Joe Biden a ainsi annoncé le renforcement de la présence militaire américaine en Europe, les États-Unis ayant déjà déployé 20 000 hommes supplémentaires sur le continent depuis le début du conflit en Ukraine, portant leurs effectifs en Europe à plus de 100 000 hommes. Concrètement, deux destroyers supplémentaires de la marine américaine seront basés à Rota, en Espagne, tandis que des moyens aériens (chasseurs de type F-35) et de défense aérienne plus conséquents devraient rallier le Royaume-Uni ainsi que l'Italie et l'Allemagne. Une brigade de l'armée de terre américaine (5 000 hommes) sera en outre basée en Roumanie. La Pologne constituera le nouveau centre de gravité des forces américaines en Europe avec l'établissement du quartier-général permanent du 5ème Corps d'armée américain, qui aura la responsabilité du commandement de l'ensemble des forces

62 Celle de Mackinder qui divisait le monde en un heartland eurasiatique opposé aux puissances maritimes.

terrestres américaines sur le continent. Les États-Unis déploient déjà dans ce cadre près de 5 000 hommes en Pologne ainsi que deux batteries de défense aérienne Patriot PAC-3 et six F-22[63]. Un site anti-missile de type AEGIS est en outre en construction à Redzikowo. De fait, et comme l'a d'ailleurs indiqué le président Biden, si la Russie voulait une « finlandisation[64] de l'Europe », elle obtient au contraire une « otanisation de l'Europe »[65].

Le Royaume-Uni est également présent en Pologne avec le déploiement d'un escadron de chars Challenger 2 auprès d'une division mécanisée polonaise. En juin 2022, l'armée britannique avait déjà déployé une trentaine de chars en Estonie où le Royaume-Uni tient le rôle de nation cadre du bataillon multinational mis en place dans le cadre des mesures de réassurance de l'OTAN[66].

La centralité des États-Unis et du Royaume-Uni dans leur soutien matériel aux forces ukrainiennes est aujourd'hui assumée. Elle correspond à leur désir géopolitique traditionnel de mettre la Russie en échec stratégique sur le long terme[67]. Selon le Kiel Institute for the World Economy, les États-Unis sont de loin les premiers donateurs d'aide militaire avec près de 25 milliards d'euros déjà dépensés. Viennent ensuite le Royaume-Uni (4 milliards d'aide militaire), puis la Pologne (1,8 milliard),

---

[63] *Opex360*, 28/07/2022, 10/03/2022.
[64] Position de neutralité qui a été historiquement celle de la Finlande.
[65] *Le Monde,* 29/06/2022.
[66] *Opex360,* 08/07/2022.
[67] Les anglosaxons ainsi que le Pologne estiment que l'Ukraine doit disposer des moyens militaires nécessaires pour obtenir une victoire militaire contre la Russie. Dans cette perception, les Ukrainiens seraient en 1ère ligne du combat des démocraties libérales contre l'autocratie expansionniste russe. Cette perception est par ailleurs conforme à la théorie des affrontements de blocs décrits par Mac Kinder et une constante de la géopolitique anglosaxonne (l'alliance germano-russe étant la crainte principale des anglosaxons dans la 1ère moitié du 20ème siècle).

l'Allemagne (1,2 milliard) et le Canada (0,93 milliard)[68].
Outre le renforcement des moyens américains et de l'OTAN sur le flanc Est de l'Europe, cette crise voit également le renforcement militaire conséquent de la Pologne et de l'Allemagne. Ce renforcement va placer ces deux pays en position de force pour la défense du continent, dans un sens très probablement atlantiste, ce qui risque à terme de marginaliser les positions plus équilibrées d'autres pays de l'UE, dont la France.

Pour le chancelier allemand Olaf Scholz, « en tant que nation la plus peuplée, dotée de la plus grande puissance économique et située au centre du continent, notre armée doit devenir le pilier de la défense conventionnelle en Europe, la force armée la mieux équipée d'Europe »[69]. Cette prise de position est un tournant majeur dans la géopolitique allemande de ces 70 dernières années, l'invasion russe de l'Ukraine ayant par ailleurs entraîné en Allemagne la création d'un fonds spécial de 100 milliards d'euros pour mettre à niveau l'équipement des forces armées.

De son côté, la Pologne se réarme massivement. Le gouvernement polonais prévoit de plus que doubler ses dépenses militaires pour 2023 (les faisant passer à environ 29 milliards d'euros)[70], une option du parti au pouvoir étant de passer le budget de la défense à 5% du PIB à terme[71]. Varsovie a déjà commandé 96 hélicoptères d'attaque AH-64E Apache Guardian, 366 chars de combat Abrams, 180 chars K-2PL Black Panther sud-coréens (avec une option pour 400 supplémentaires). Son artillerie va en outre être significativement renforcée avec 600 obusiers K-9 Thunder et AHS Krab ainsi que la commande de 500 systèmes d'artillerie M142

---

[68] *Le Monde*, 24/08/2022.
[69] *Le Figaro*, 16/09/2022.
[70] Opex360, 09/09/2022.
[71] Opex360, 31/08/2022.

HIMARS[72]. Si ces commandes viennent en partie compenser les matériels fournis par la Pologne à l'Ukraine (chars T-72 notamment), ces programmes d'équipements massifs vont transformer l'armée de terre polonaise et en faire la mieux équipée d'Europe dans les prochaines années. Cette nouvelle position va mécaniquement renforcer le poids relatif de son pays dans les décisions à prendre pour la défense du continent. La modernisation de l'armée de l'air polonaise s'accélère également avec la commande de 32 chasseurs furtifs F-35 et de 48 chasseurs légers sud-coréens F/A-50 Golden Eagle. L'achat ultérieur de chasseurs F-35 complémentaires ou de F-15EX n'est pas exclu[73]. En outre, Varsovie a fait savoir qu'elle avait l'intention de se procurer 6 batteries de défense aérienne Patriot PAC-3 supplémentaires en plus des deux déjà commandées en 2018.

Ces programmes d'armement massifs, qui profitent essentiellement aux industries de défense extra-européennes, vont renforcer la position et l'influence de la Pologne et de l'Allemagne dans la défense du continent, tout en contribuant à leur alignement encore plus fort avec les positions anglosaxonnes.

*****

La logique des blocs conjugué au jusqu'au boutisme russe, au retour des puissances anglosaxonnes dans la défense du continent européen et au déplacement du centre de gravité militaire de celui-ci vers l'Est constituent une rupture géopolitique majeure. Dans ce contexte, et même si la guerre en Ukraine a contribué à un réflexe d'unité et de cohérence au sein de l'UE, le risque de mise à l'écart de celle-ci dans la défense du continent est réel. Le centre de gravité stratégique du continent s'est déplacé à l'Est, sur un axe

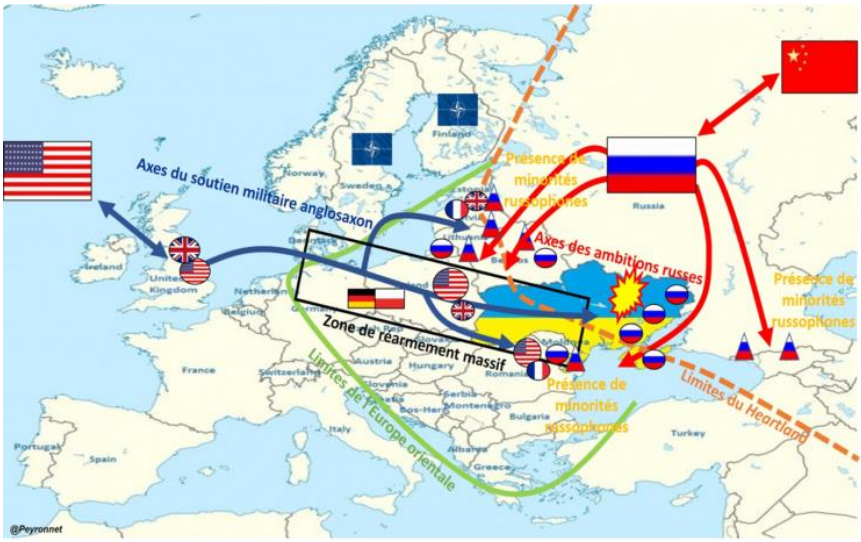
[72] Opex360, 09/09/2022.
[73] Opex360, 26/07/2022.

Kiev-Varsovie-Berlin qui devient, notamment grâce au soutien américain et britannique, le cœur du réarmement européen. En outre, le contexte de guerre d'attrition pérenne à l'Est a revigoré l'Alliance atlantique qui s'élargira à la Suède et à la Finlande, dès que la Turquie aura ratifié leur adhésion, « atlantisant » un peu plus la défense du continent. Enfin, le conflit ukrainien, via la marginalisation de l'Europe et l'affaiblissement croissant de la Russie risque de ne faire apparaître à terme qu'une seule logique d'opposition mondiale, celle entre les États-Unis et la Chine qui pourraient profiter stratégiquement de ce conflit pour consolider leurs positions (les États-Unis au détriment de l'Europe, la Chine au détriment de la Russie).

Sans développement d'une vision géopolitique propre qui s'écarterait de la logique mackinderienne actuelle, les États européens n'auront pas d'autre choix que de s'aligner sur les stratégies anglosaxonnes, ce qui affaiblira une Europe déjà amoindrie par la crise énergétique et l'empêchera in fine de se doter de capacités de souveraineté accrues.

Le développement d'une vision stratégique européenne spécifique, différente de la logique d'affrontement des blocs, semble ainsi la condition première à son autonomie véritable et à l'existence d'une Europe-continent. Si un premier pas dans ce sens a été fait lors du 1er sommet de la Communauté Politique Européenne à Prague le 6 octobre 2022 afin de « bâtir une stratégie commune » et de maintenir la « solidarité européenne »[74], la place stratégique de l'Europe dans ce nouvel affrontement de blocs reste encore pleinement à définir.

[74] *France 24*, 06/10/2022.



Publié le 2 novembre 2022 par l'institut FMES.

Regard sur la Méditerranée orientale

Par l'amiral (2s) Pascal AUSSEUR,
directeur général de l'institut FMES.

Espace d'union entre l'Europe, l'Afrique et le Levant, la Méditerranée présente toutefois de nombreuses divisions. Pouvez-vous dresser les grandes lignes de ces points communs et des différences ?

L'espoir d'un bassin méditerranéen unifié par l'intégration économique qui entrainerait inexorablement une convergence sociétale, culturelle et politique est derrière nous. C'était le dessein de toutes les initiatives des années 1990, marquées par l'idéologie de la Fin de l'Histoire : le processus de Barcelone de l'Union européenne, le Dialogue méditerranéen de l'OTAN et le Partenariat Méditerranéen pour la coopération de l'OSCE pronostiquaient une convergence des deux rives vers le modèle européen.

Aujourd'hui nous observons le phénomène inverse : les deux rives divergent dans tous les domaines : économique, social, démographique, culturel, politique… et cette tendance se renforce avec la crise pandémique, le réchauffement climatique et les bouleversements géopolitiques. Ce fossé entre deux mondes qui sont à la fois si différents et si proches géographiquement entraine des frustrations, génère des tensions et alimente un ressentiment croissant à l'égard de l'Europe, entretenu par des pouvoirs fragiles, des idéologues islamistes et des puissances revanchardes qui identifient celle-ci comme un bouc émissaire commode.

Cette région est donc un concentré de tensions : au sein des sociétés, entre les deux rives, entre les puissances régionales et

entre les puissances globales qui l'utilisent comme terrain de jeu dans un monde où les rapports de forces deviennent la norme, comme la guerre en Ukraine nous le démontre.

Comment analysez-vous les politiques migratoires des riverains occidentaux de la Méditerranée, espace de passage important entre l'Afrique et l'Europe et au cœur des actions de Frontex ?

La migration des populations du sud de la Méditerranée vers l'Europe est un phénomène structurel qui découle de la divergence que j'ai décrite. C'est en cela qu'il pose un problème aux pays européens qui savent que le flux est potentiellement très important et déstructurant par son impact sur les sociétés d'accueil. Le renforcement de Frontex est la conséquence de cette prise de conscience, mais il me semble que la mise en place d'un meilleur contrôle migratoire, s'il est indispensable, ne suffira pas à réduire le nombre de jeunes Africains prêts à risquer leur vie pour vivre mieux.

C'est donc les causes qu'il faut traiter. Il ne s'agit plus de tenter de transformer les pays de la rive sud en « néo-européens », ce serait illusoire au moins à moyen terme. Il me semble nécessaire d'élaborer un nouveau mode d'aide au développement de ces pays, qui tienne mieux compte des spécificités culturelles, sans nécessairement leur imposer toutes les règles de gouvernance appliquées en Occident. Cela impliquera certainement un transfert massif de richesse et donc une baisse de niveau de vie des Européens qui ne sera acceptable qu'avec une réduction forte des inégalités dans leurs pays et un véritable leadership pour faire adhérer les populations. Ce sera certainement difficile, mais nul ne peut croire que le statu quo est tenable et que les barrières, si elles sont indispensables, seront suffisantes.

Quelles sont les priorités stratégiques de la France en Méditerranée, notamment pour sa partie orientale ? Quels sont les défis du nouveau président français ?

Pour la France, cette région est stratégique à plusieurs titres.

Elle représente d'abord son interface avec l'Afrique, continent sous tension croissante, travaillé par des puissances (notamment la Russie et la Chine) qui cherchent à dégrader la relation complexe que ce continent entretien avec l'Europe et en particulier avec la France. Dans ce domaine, les enjeux de développement et de représentations intellectuelles liées à la période coloniale sont clés. La Méditerranée place également notre pays en contact direct avec le Moyen-Orient et le monde musulman, soumis à des tensions internes (chiites-sunnites, salafisme-Islam politique, Israël-Palestine, Liban, Irak, Syrie, Kurdistan) et des rivalités fortes (Iran-monarchies du Golfe-Israël, Turquie-Chypre-Égypte). Ici, Israël et le Liban tiennent une place particulière compte-tenu des diasporas françaises dans ces pays.

Enfin cette région est le lieu de compétition des puissances pour le contrôle du flanc sud de l'Eurasie. États-Unis, Russie et Chine s'y affrontent à fleuret de moins en moins moucheté. Des puissances régionales comme l'Iran et la Turquie s'associent à cette course à la puissance. Tous ont en commun un désintérêt ou même une hostilité à l'égard de l'Europe. Pour la France, l'intégration du facteur européen dans ce jeu de puissance est déterminant. C'est une question de survie.

Le volet économique, souvent cité, n'est pas le plus important. Si 10% du trafic commercial mondial traverse la Méditerranée entre Suez et Gibraltar, pour la France et pour l'Europe en général, le contournement de l'Afrique n'aurait pas un impact majeur. Ce

n'est bien entendu pas la même chose pour l'Italie, la Grèce, et surtout la Turquie, la Russie ou l'Égypte qui perdrait un accès direct à l'économie mondiale. C'est le gaz, en particulier celui qui git sous la mer dans la partie orientale du bassin, qui représente l'enjeu économique le plus important. Il est source de coopération entre la Grèce, Israël, Chypre, l'Égypte, mais également de tension avec la Turquie.

On voit donc que la partie orientale de la Méditerranée est un concentré des tensions de cette région. Le nouveau président – ou la présidente – de la République devra prendre en compte ce nouvel environnement, beaucoup moins favorable à la France et à l'Europe. Il faudra favoriser l'émergence d'une stratégie européenne vis-à-vis de la Méditerranée, en expliquant qu'elle n'est pas en concurrence mais au contraire en synergie avec le front face à la Russie qui est désormais notre priorité partagée.

Avec le port de Tartous, en Syrie, la Russie possède un débouché direct sur la Méditerranée orientale. Pouvons-nous assister à une militarisation plus forte de cette zone maritime alors que le conflit chypriote n'est pas éteint ?

La présence de la Russie en Méditerranée n'est pas une surprise. Depuis Catherine II au XVIIIème siècle, la Russie organise son accès vers les mers chaudes qui ne peut passer, de façon permanente, que par la Méditerranée. Cet accès n'est pas si simple : il lui impose un contrôle de la mer Noire, un accord avec la Turquie pour le passage des détroits et des points d'appuis pour permettre le déploiement dans la durée de ses navires. La base de Tartous en Syrie, comme celle de Port Soudan en mer Rouge sont ainsi indispensables au maintien d'une présence militaire qui permet à la Russie d'appuyer militairement sa diplomatie.

Ce retour dans la région a profité de l'espace laissé par les Occidentaux : Le refus des États-Unis, comme des Européens, de s'impliquer plus dans la guerre en Syrie après 2013 a permis à la Russie de prendre la place vacante et de s'instaurer en juge de paix au Proche-Orient. Arbitrant le jeu complexe entre la Syrie, l'Iran, la Turquie et même Israël, Moscou a également su profiter du désengagement américain dans le Golfe et renforcer sa posture en Afrique du Nord, en particulier en Égypte, en Algérie et dans le conflit Libyen.

La Russie pèse donc à nouveau dans la région, et comme sa politique s'appuie sur le rapport de force et vise à l'affaiblissement de l'Europe, elle créée un environnement beaucoup plus menaçant pour les forces européennes qui se déploient dans la zone, que ce soit au Sahel, en Lybie ou en Méditerranée orientale. Les unités mercenaires (Wagner), les bombardiers, frégates et sous-marins basés en Syrie, et les nombreux sites de missiles antiaériens, antinavires et de frappe contre la terre visent à pouvoir dénier si nécessaire l'accès de cette zone aux forces occidentales. Cette militarisation croissante, dont la guerre en Ukraine représente le paroxysme, s'est généralisée dans tout le bassin. À titre d'exemple, l'augmentation du tonnage des marines de guerre prévue entre 2008 et 2030 est de 32% pour la Turquie, 36% pour l'Italie, 166% pour Israël et 170% pour l'Égypte.

La Turquie se présente volontiers comme « la » puissance de Méditerranée orientale, notamment depuis son action en Libye après 2011. Quelles sont les ambitions d'Ankara ? Dans quelle mesure les détroits turcs sont-ils des observatoires privilégiés de la situation en mer Noire ?

Il y a quinze ans on n'aurait pas mentionné la Turquie dans les puissances qui impactent la sécurité en Méditerranée. Aujourd'hui

c'est une évidence : la Turquie développe une stratégie autonome, privilégiant ses intérêts, y compris au détriment de ceux de ses voisins, éventuellement par la force. En cela elle est parfaitement en ligne avec le nouvel environnement mondial qui se met en place. Ankara souhaite profiter du remue-ménage géopolitique actuel, qui laisse des espaces de manœuvre aux puissances régionales pour renforcer leur poids au détriment notamment des pays européens.

Pour ce faire, Recep Tayyip Erdogan s'appuie sur des ressorts intellectuels et culturel forts : un nationalisme turc très puissant, la dynamique musulmane à l'œuvre dans la région, l'idéologie Eurasiatique promue par la Russie et la Chine, la nostalgie d'un Empire ottoman fantasmé et la vague anti-occidentale qui marque notre époque. Le pouvoir turc dispose de nombreux outils : les séries, les films et la musique qui ont un grand succès dans le monde arabe ; l'agence turque de coopération et de coordination Tika, troisième pourvoyeuse mondiale d'aide au développement ; la compagnie aérienne Turkish Airlines qui dessert plus de 250 destinations internationales ; la construction de mosquées par la Diyanet, l'Autorité religieuse du gouvernement turc ; une diaspora plutôt disciplinée…

En synthèse, la politique turque est à la fois ambitieuse, agressive et omnidirectionnelle, mais elle est également souple. Recep Tayyip Erdogan sait en effet s'arrêter à temps lorsqu'il observe une opposition inattendue et opérer des replis tactiques qui lui permettent de surmonter la difficulté tout en conservant son objectif final. Les volte-face devant Vladimir Poutine après la destruction d'un bombardier russe en 2015, devant les sanctions de l'Union européenne en 2020 après les intrusions dans les eaux chypriotes, devant le durcissement de Joe Biden en 2021 à propos de l'État de droit ou devant les puissances arabes après la

condamnation par la ligue arabe en 2022 des opérations militaires en Syrie et en Irak, en sont des illustrations. La Turquie sait ne pas aller trop loin et optimiser ses cartes. Elle vient d'ailleurs de piocher un bel atout : la guerre en Ukraine place la mer Noire en position stratégique et renforce la position d'Ankara, gardienne des détroits et partenaires des deux camps. C'est dans ce cadre qu'elle s'est placée en négociatrice entre l'Ukraine et la Russie, excluant de facto l'ONU et les Européens.

Les enjeux gaziers sont majeurs en Méditerranée orientale. Quels sont les différents scénarios de sortie de crise ?

La découverte de gisements de gaz en Méditerranée orientale pourrait être une source d'apaisement et de coopération. Dans ce domaine en effet, la stabilité est clé pour attirer les investisseurs et la coopération est nécessaire pour partager les coûts et optimiser les investissements très importants. Le modèle économique est excellent : la consommation mondiale de gaz est en croissance depuis 30 ans et bénéficie d'un coût de production plus abordable que le pétrole tout en émettant moins de CO_2, l'Union européenne est un important consommateur et souhaite remplacer son approvisionnement russe et enfin la concentration des champs autorise des synergies et des effets levier en termes d'exploitation et d'exportation. Ce gisement Est-méditerranéen est évalué aujourd'hui à 3500 milliards de m^3, équivalent aux réserves norvégiennes, et pourrait profiter à Israël, l'Autorité palestinienne, l'Égypte, le Liban, Chypre et la Turquie.

De nombreux accords ont déjà vu le jour : Égypte et Israël pour l'exportation du gaz israélien vers son voisin du sud ; Chypre, Grèce, Italie et Israël pour la construction du pipeline EastMed, et surtout la création d'un Forum Est-méditerranéen du gaz (EMGF)

constitué par l'Égypte, Chypre, Israël, l'Autorité palestinienne, la Jordanie, la Grèce, la France et l'Italie. La plupart des zones économiques exclusives (ZEE) ont fait l'objet d'accords, sauf celle entre le Liban et Israël et celles concernant la Turquie (la Syrie étant un cas particulier compte tenu de la guerre civile).

Car la compétition pour le gaz est également l'illustration des jeux des puissances régionales : concernant le Liban, c'est le jeu du Hezbollah et donc la stratégie de l'Iran face à Israël qui est déterminante. Concernant la Turquie c'est son positionnement à l'égard de la Grèce, de l'Égypte et de l'Europe qui est en cause. C'est bien la place géopolitique de ces deux puissances dans la région qui est en jeu, au-delà des simples intérêts économiques. Les scénarios dépendront pour l'Iran de l'accord global avec les États-Unis sur le nucléaire et du maintien de son influence dans la région : Irak, Syrie, Liban, Hamas, Yémen. Pour la Turquie, ils dépendront de la perception d'Ankara d'avoir optimisé ses atouts dans les dossiers régionaux : gaz, espaces maritimes, aides financières européennes, populations kurdes en Syrie et en Irak, liens économiques en Libye et dans le Caucase, etc…

Quelles sont les conséquences de la guerre en Ukraine sur l'espace méditerranéen oriental, notamment en termes stratégiques et commerciaux ?

La guerre en Ukraine a d'abord eu pour effet de faire flamber le prix du blé et des hydrocarbures. Le premier est une très mauvaise nouvelle pour la région qui est un importateur important de blé et de céréale venant de Russie et d'Ukraine. Le deuxième peut être une bonne nouvelle pour les pays producteurs du Golfe, l'Algérie et plus proche de la Méditerranée orientale, la Libye. Elle sera en revanche une très mauvaise nouvelle pour la plupart des pays de la région qui cumuleront l'impact des deux augmentations qui

aggraveront une économie déjà fragilisée par la crise du Covid, la récession économique et la baisse du tourisme. La Syrie, le Liban, la Jordanie, l'Autorité palestinienne, et l'Égypte vont probablement souffrir.

Le deuxième impact dans cette région est d'ordre politique. De nombreux pays entretiennent des relations croissantes avec la Russie qui, profitant du relatif désengagement américain, est devenue incontournable dans la région depuis son retour à l'occasion de son implication dans le conflit syrien en 2015. La Syrie, l'Égypte, une partie de la Libye, les pays du Golfe, mais également Israël qui abrite une très importante diaspora russe et qui cogère avec le Kremlin l'implication iranienne en Syrie ne souhaitent pas rompre leurs liens avec un acteur considéré comme fiable, fournisseur d'armement, peu regardant sur les droits de l'homme et complémentaire des Occidentaux. Cette situation imposera à ces dernier une forme de souplesse géopolitique.

Enfin, le dernier impact concerne la posture stratégique de l'Europe. Cette guerre la place dans une situation nouvelle. Elle est confrontée, sur propre son continent, à une tentative d'annexion militaire d'un pays qui s'identifie à elle et l'appelle à l'aide. La manière dont les pays européens répondront à cette agression et à cette demande les positionneront dans la nouvelle aire de jeu géostratégique mondial qui se met en place sous nos yeux. Va-t-elle se cantonner à des postures moralisantes ? va-t-elle rentrer dans la dialectique du rapport de force et assumer les risques qui vont avec ? va-t-elle accepter des efforts voire des souffrances inhérentes à ce bras de fer, à l'image de son adversaire ? le monde entier observe les pays européens et nos voisins, amis ou rivaux, tireront leurs conclusions sur notre capacité à défendre nos intérêts, nos valeurs et nos alliés face à l'adversité. Toute faiblesse, maladresse ou lâcheté se paiera cher un jour ou l'autre.

La Chine devient un acteur méditerranéen en investissant dans des ports, comme en Grèce et en Algérie. Quels sont les objectifs de Pékin dans cet espace maritime européen ? Menacent-ils la souveraineté des pays riverains de la Méditerranée ?

Dans sa « guerre hors limite », pour reprendre une expression chinoise qui souligne l'interaction de tous les volets de la puissance – économique, culturel, juridique, médiatique, informatique, communicationnel, militaire – contre les États-Unis pour la suprématie mondiale, la Méditerranée est surtout le théâtre d'une compétition économique et d'influence. Il s'agit de maitriser l'accès aux marchés et aux technologies européennes et de mettre en place un réseau d'allégeances politiques qui seront utilisés lors des rapports de forces diplomatiques avec l'adversaire. Dans la région, la Chine est donc plutôt un facteur de stabilité, ce qui lui permet de tisser sa toile même si sa solidarité de fait avec le perturbateur russe lui impose de temps en temps de prendre parti. Son arme principale consiste à la prise de contrôle des principaux ports de la région ce qui a évidemment un impact négatif sur la souveraineté des pays européens. Nul doute que, comme la gestion de la crise du Covid l'a révélé, Pékin n'hésitera pas en cas de rapport de force à utiliser la coercition économique et politique si nécessaire.

Entretien réalisé par Guillaume Fourmont, publié par l'institut FMES dans le numéro 55 de la Revue Moyen-Orient (juillet-septembre 2022).

Où va l'Iran ?

Par Pierre RAZOUX, directeur académique de l'institut FMES

À l'heure où d'importantes recompositions géopolitiques sont à l'œuvre au Moyen-Orient et où la guerre en Ukraine occulte la plupart des grands dossiers régionaux, notamment celui du nucléaire iranien, il était indispensable de répondre à la question : « où va l'Iran ? ».

Dans un contexte économique, social et environnemental très dégradé, l'équipe ultraconservatrice dirigée par le président Ebrahim Raïssi sait qu'elle n'a plus droit à l'erreur ; si elle ne parvient pas à améliorer drastiquement la vie quotidienne des Iraniens, elle ne pourra plus reporter la faute sur les réformistes et sera durablement décrédibilisée après avoir évincé toutes les forces politiques alternatives lors de l'élection de juin 2021. Or, le tempo des revendications socio-économiques s'accélère, suscitant des réactions de plus en plus violentes du régime. Pour le clergé, l'enjeu consiste à s'accrocher au pouvoir et à verrouiller le processus de désignation du prochain Guide suprême pour s'assurer que celui-ci arbitrera le jeu institutionnel en sa faveur.

Pour l'instant, le principal atout du président Raïssi consiste à pouvoir compter sur le soutien du Guide suprême Ali Khamenei (82 ans) et de la faction la plus conservatrice des Gardiens de la révolution. Sur le plan politique, le pouvoir iranien cherche à neutraliser les oppositions intérieures tout en gérant les dossiers les plus cruciaux (désertification, construction de logements, création d'emplois) et en réformant a minima pour acheter la paix sociale et éviter l'implosion de la société. Le décès du Guide, s'il survenait pendant cette mandature, pourrait entraîner de nouveaux équilibres favorables aux ultra-nationalistes.

Si la République islamique reste fragile sur le front intérieur, elle a su renforcer sa posture et son influence sur le front extérieur, puisqu'elle s'impose désormais comme un acteur incontournable et reconnu comme tel par ses voisins et ses rivaux. À maints égards, cette situation paradoxale n'est pas sans rappeler celle d'Israël (fragile à l'intérieur, redoutable à l'extérieur), son principal adversaire régional, qui lui sert de repoussoir et de faire-valoir, avec lequel elle lutte clandestinement sur plusieurs fronts. Israël et l'Iran en viendront-ils à s'affronter directement, alors que Téhéran approche du seuil nucléaire ?

C'est l'une des nombreuses questions auxquelles ce numéro des Grands Dossiers de Diplomatie coordonné par la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES) tente d'apporter une réponse. Au fond, quels sont les objectifs stratégiques de l'Iran ? Le premier d'entre eux consiste à garantir l'indépendance du pays et la survie du régime. Pour cela, le gouvernement iranien sait qu'il doit relancer l'économie en s'entendant d'une manière ou d'une autre avec les États-Unis, de manière à faire rentrer des liquidités dans les caisses de l'État. De la même manière, il sait qu'il lui faut accroître les investissements asiatiques et chinois, sans tomber sous la coupe de Pékin. Il lui faut également tenir à distance à la fois Israël, la Russie et la Turquie. Il lui faut enfin réduire la présence militaire américaine au Moyen-Orient (notamment en Irak), tout en négociant de manière bilatérale avec l'ensemble des voisins pour stabiliser la région et promouvoir un système de sécurité collective inclusif qui reconnaisse le rôle incontournable de l'Iran.

Pour appuyer ses ambitions régionales, le gouvernement iranien sait qu'il doit moderniser ses forces armées, notamment l'aviation et la marine, en jouant de la concurrence entre la Russie et la Chine. Il sait surtout qu'il devra, au bout du compte, faire un choix décisif

sur le dossier nucléaire. Ce numéro spécial est dédié à l'ambassadeur François Nicoullaud que les experts de l'Iran ont bien connu, qui nous a quittés il y a quelques mois et dont l'ouvrage France-Iran : Des atomes, des souris et des hommes vient d'être publié à titre posthume grâce à ses amis aux éditions Maisonneuve & Larose et Hémisphères.

Éditorial publié par l'institut FMES dans le numéro de la revue Diplomatie de septembre 2022 coordonné par Pierre Razoux.

Les forces armées iraniennes sont-elles à la hauteur des ambitions du régime ?

Par Pierre RAZOUX, directeur académique de l'institut FMES

Si la République islamique d'Iran reste très fragile sur le front intérieur, elle a su renforcer sa posture et son influence à l'extérieur, puisqu'elle s'impose désormais comme un acteur incontournable, reconnu comme tel par ses voisins et ses rivaux.

Le souci majeur de la République islamique consiste à demeurer indépendante (tant des Occidentaux que de la Chine et de la Russie, avec laquelle elle coopère étroitement) et à tenir à distance tous ses rivaux via une stratégie de dissuasion asymétrique et conventionnelle efficace, qui n'empêche pas la poursuite d'une confrontation clandestine avec les États-Unis, Israël, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Pour ce faire, l'Iran s'est doté d'une industrie d'armement efficace pour copier et améliorer les matériels existants, mais qui ne lui permet pas encore de concevoir des armements radicalement nouveaux, sauf dans le domaine des missiles balistiques et des drones.

Une structure bicéphale

Sur le plan militaire, la République islamique s'est dotée de deux armées parallèles et complémentaires (voir tableau page suivante). D'une part, le corps des Gardiens de la révolution (le Sepah — littéralement la « Légion » — : les fameux Pasdaran) chargé de garantir la survie du régime, d'où son éparpillement dans les provinces et les principales villes du pays. Cette garde prétorienne fortement idéologisée, responsable de la défense des sites les plus sensibles (nucléaires, balistiques et liés au pouvoir), capte l'essentiel du budget militaire, les conscrits les mieux éduqués,

l'intégralité des missiles balistiques, de même que les armements les moins anciens ; elle dispose en outre d'un vaste réservoir de forces à travers le corps des bassidjis. D'autre part, l'Armée régulière (Artesh) est chargée d'assurer la défense de frontières, de l'espace aérien et des approches maritimes. Le service militaire est censé y être plus rude, l'entraînement plus dur, les conditions de vie plus spartiates, mais l'efficacité plus grande. Ses matériels très largement obsolètes limitent toutefois ses capacités offensives.

À ces deux armées parallèles s'ajoutent les gardes-frontières chargés de protéger les points de passage avec les sept pays limitrophes, mais aussi de lutter contre les trafics en tous genres, et plus particulièrement les trafiquants de drogue venant d'Afghanistan et du Pakistan.

Des vulnérabilités structurelles

La coexistence de deux forces armées parallèles est source de rivalités et de frictions, même si les Gardiens de la révolution gardent la haute main sur les décisions financières et stratégiques, notamment l'attribution des armements les plus modernes (drones et missiles). Les postes clés, notamment autour du chef d'état-major des armées, sont trustés par des pasdarans. Le ministre de la Défense et ses services, confiés à des généraux de l'armée régulière, sont cantonnés dans un rôle organisationnel et logistique.

Les responsables de l'armée régulière fustigent régulièrement le manque de professionnalisme de certaines unités de pasdarans (comme lors de la destruction par erreur du Boeing d'Ukraine International Airlines le 8 janvier 2020), notamment lors de l'assassinat de scientifiques iraniens attribués aux services secrets américains et israéliens.

De leur côté, les pasdarans se méfient des forces aériennes à l'origine de deux tentatives de coup d'État au début de la révolution islamique[1].

Les capacités de déni d'accès aérien sont structurellement insuffisantes, même si les Iraniens disposent de capacités de brouillage GPS et d'importants moyens en guerre électronique et en cyber-offensif. L'Iran dispose en effet d'un nombre trop limité de systèmes antiaériens performants, qui lui permet tout juste de protéger les sites les plus sensibles liés au pouvoir (autour de Téhéran) et aux programmes nucléaire et balistique. Même les bases aériennes et navales ne disposeraient pas de systèmes de protection suffisamment efficaces. Les pilotes semblent manquer d'entraînement pour les vols d'interception nocturne. De fait, l'espace aérien iranien est considéré comme un vaste gruyère au sein duquel il paraît assez facile de se faufiler, d'autant plus que le territoire aride et montagneux pullule de canyons et vallées escarpées qui sont autant de portes d'entrée pour des raids aériens conduits par des aviations bien entraînées disposant de chasseurs furtifs et d'importants moyens de guerre électronique.

La totalité des armements iraniens (chars, blindés, artillerie, aéronefs, navires) date de l'époque du Chah ou de la guerre Iran-Irak (1980-88). S'ils firent merveille au début de ce conflit (notamment les fameux intercepteurs F-14 Tomcat popularisés par le film Top Gun, les chasseurs bombardiers F-4E Phantom, les hélicoptères de combat AH-1 Cobra et les chars M-60), ils sont très largement obsolètes aujourd'hui et peuvent être considérés comme de troisième catégorie. Malgré l'habileté et l'ingéniosité des techniciens iraniens, il est probable que moins de la moitié du parc soit opérationnel, d'autant que les pièces de rechange des

[1] La quasi-totalité des pilotes étaient alors formés aux États-Unis et nombre d'entre eux avaient adopté un style de vie « américain ».

armements américains et britanniques livrés à l'époque du Chah se font désormais très rares[2]. Les moins vétustes des effecteurs iraniens sont d'origine russe et se résument à 450 chars T-72S modernisés—dont on a constaté la grande vulnérabilité lors des combats en Ukraine —, des missiles antichars Kornet, des missiles sol-air portatifs Igla-S, 35 chasseurs MiG-29 et un sous-marin de classe Kilo à la valeur opérationnelle très incertaine. Sur une échelle de 1 à 5 évaluant leurs performances, tous ces matériels peuvent être crédités d'un niveau 2, là où ceux de leurs adversaires potentiels (Israël, EAU, Arabie saoudite) sont crédités d'un niveau 4 et même 5 pour les forces américaines déployées dans la région. L'aviation et la marine sont indubitablement sous-équipées au regard des ambitions régionales de l'Iran. Les projets d'équipement portant sur des chasseurs et missiles russes (Su-30MK et Su-34 ; S-400, Kalibr et Bastion) ou chinois (J-15 et J-20 ; FD-2000B) n'ont pas encore abouti ; il est peu probable que Moscou et Pékin, qui ont d'autres priorités et qui cherchent à maintenir l'équilibre régional, accèdent rapidement aux requêtes iraniennes.

Une doctrine « mosaïque » privilégiant le combat décentralisé, asymétrique et invisible

Même si le système décisionnel en matière de défense, extrêmement centralisé, reste dans la main du Guide suprême Ali Khamenei tout autant que de sa « Maison » (notamment de ses conseillers et du Conseil suprême de la sécurité nationale présidé par l'ancien amiral Ali Shamkhani depuis une décennie), l'organisation de la défense du territoire est volontairement

[2] Les chiffres cités dans cet article sont extraits de l'Atlas stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient (FMES, 2022) ; ils sont inférieurs à ceux habituellement cités par d'autres sources (SIPRI, FAS et Military Balance de l'IISS), car de nombreux véhicules et aéronefs servent de réserves de pièces de rechange et d'autres ont été détruits ou retirés du service au fil des ans.

décentralisée. Deux raisons expliquent ce choix : d'une part, les stratèges iraniens savent que leur système de commandement centralisé est vulnérable à des attaques massives, à la fois cinétiques (frappes aériennes ou balistiques), électroniques et cybernétiques ; d'autre part, la défense du régime incombe aux pasdarans, et leur structure de recrutement et de fonctionnement repose sur une base locale et territoriale. La stratégie opérative iranienne consiste donc à profiter du caractère très montagneux, aride et compartimenté du territoire iranien (et par là même de sa profondeur stratégique) pour créer des môles de défense autour de chaque grande ville et de chaque objectif stratégique, comme autant de « hérissons » capables de combattre avec un maximum d'autonomie. Les ordres sont donnés en amont et la logistique est organisée à l'échelon local. Chaque môle défensif est structuré autour d'une division de l'armée régulière et de plusieurs unités de Gardiens de la révolution, dont des bataillons « Saberin » de réaction rapide. Chaque division de pasdarans est jumelée à plusieurs bataillons de bassidjis de recrutement local qui lui servent de réservoir de forces pour combler ses pertes. Ce système favorisant une résistance acharnée vise à dissuader toute agression terrestre, aéromobile ou amphibie, bref à sanctuariser le territoire iranien de toute présence hostile au sol. Autant le régime iranien accepte l'idée de ne pas pouvoir contrer pleinement une attaque aérienne et maritime, autant il se refuse à abandonner son territoire à l'adversaire.

En mer, l'amirauté iranienne sait qu'elle ne peut conquérir la suprématie navale dans le golfe Persique et le golfe d'Oman tant que l'US Navy et les autres marines occidentales (dont la Marine nationale et la Royal Navy) y maintiennent une présence significative. Elle sait aussi qu'il lui serait très difficile d'interdire durablement la navigation dans le détroit d'Ormuz (notamment avec ses mines, ses missiles et ses sous-marins de poche), d'autant

plus qu'elle a intérêt à laisser ouvert ce détroit pour pouvoir exporter ses hydrocarbures. En revanche, en cas d'affrontement direct, elle sait qu'elle dispose des capacités de saturation (missiles, drones et aéronefs-suicide, sous-marins de poche et 2000 vedettes légères armées) pour couler ou neutraliser un Carrier Strike Group qui viendrait à s'aventurer dans le golfe Persique. Hormis ce scénario extrême, la marine iranienne se dote progressivement de moyens pour pérenniser une présence hauturière en océan Indien, en mer Rouge et si besoin en Méditerranée et dans l'Atlantique, à l'instar du Makran, ancien supertanker reconverti en navire logistique, de commandement, porte-hélicoptères, porte-missiles et même porte-vedettes lance-missiles.

Pour combattre ses adversaires en dehors de l'Iran ou faire pression sur ses interlocuteurs, Téhéran met en œuvre une doctrine « mosaïque »[3] fondée sur la combinaison de différents moyens : recours au « Service Action » de la VEVAK [services secrets] et à la Force Al-Qods (créditée de plus de 15 000 hommes), frappes balistiques revendiquées (notamment celles destinées à venger l'assassinat du général Qassem Soleimani en janvier 2020, puis celles visant de supposées installations israéliennes dans le Kurdistan irakien en mars 2022), frappes de rétorsion non revendiquées (notamment contre les militaires américains en Irak), instrumentalisation des milices favorables à la République islamique (Hezbollah au Liban, Houthis au Yémen, Hachd al-Chaabi en Irak), attaques cybernétiques, attentats et assassinats. Les dirigeants iraniens, formatés par la Révolution puis les négociations très dures avec les Occidentaux pendant la guerre Iran-Irak, continuent d'appliquer les vieilles méthodes qui ont prouvé leur efficacité, à commencer par la prise, puis l'échange d'otages.

[3] Pour reprendre l'expression chère au professeur Pierre Pahlavi.

Cette dernière pratique semble rester l'un des modes opératoires privilégiés du régime iranien.

Pour planifier leurs opérations spéciales et asymétriques, les forces armées iraniennes peuvent compter sur le service d'anticipation stratégique rattaché au Guide suprême, sur leur service de renseignement et sur différents centres de recherche rattachés à la présidence de la République, au ministère des Affaires étrangères et au corps des Gardiens de la révolution. Elles ont recours également aux informations collectées par leur Boeing-707 d'écoute électromagnétique et leurs nombreux drones MALE. En matière d'observation spatiale, les Iraniens disposent du satellite Noor-2 (4) mis en orbite au printemps 2022, qui semble opérationnel puisqu'il aurait photographié plusieurs bases américaines dans le Golfe. Ils attendent également la livraison d'un satellite russe de reconnaissance de type Kanopus-V de résolution métrique.

La recherche d'une double dissuasion

Compte tenu de son histoire récente et du traumatisme de la guerre Iran-Irak, toujours vivace dans l'esprit de ses dirigeants, la République islamique est déterminée à être en capacité de dissuader toute agression émanant de ses adversaires comme de ses voisins. Pour y parvenir, deux voies s'offrent à elle. La première, conventionnelle et asymétrique, s'appuie sur des relais d'influence régionale, sur des États tampons permettant de tenir ses adversaires à distance—le fameux « axe de la résistance » —, sur des milices « proxys » à sa main, et sur un arsenal de drones et de missiles balistiques et de croisière représentant sa force de frappe à longue distance, puisque ses avions de combat n'ont plus guère de valeur opérationnelle ; cette stratégie asymétrique doit permettre d'attendre l'arrivée d'armements récents. C'est la voie

officielle, qui fait sens pour le Guide suprême et la plupart des stratèges, qui constatent que l'Iran parvient à rester dissuasif sans avoir besoin de l'arme nucléaire, comme l'illustre l'absence de réaction américaine, saoudienne et émirienne aux divers incidents de ces dernières années. Cette voie asymétrique entraîne une lutte clandestine féroce avec Israël, notamment en mer Rouge, condamnée à durer tant que les deux pays n'accepteront pas d'officialiser une certaine forme de dissuasion mutuelle.

La seconde voie possible pour l'Iran consiste à miser sur une dissuasion « non conventionnelle », dans l'hypothèse où la communauté internationale, États-Unis, Israël et pétromonarchies en tête, lui dénierait les outils de sa stratégie de dissuasion asymétrique, tout particulièrement ses missiles balistiques et son influence régionale reposant sur ses proxys. Pour l'instant, la position officielle de l'Iran vis-à-vis de l'arme atomique n'a pas changé, comme l'a rappelé le président Raïssi après son élection : « L'Iran est membre du traité de non-prolifération nucléaire (TNP). [...] C'est la politique de l'Iran de considérer la production et le stockage d'armes atomiques comme interdits sur la base du décret religieux du Guide suprême, et les armes nucléaires n'ont pas leur place dans notre doctrine de défense et notre politique de dissuasion. Israël, en tant que régime qui dispose de têtes nucléaires, n'est pas en position de commenter le programme nucléaire pacifique iranien. »[4] Ceux qui restent sur cette ligne estiment que la mise au point et la fabrication d'armes nucléaires coûteraient trop cher à la République islamique, tant en termes de coût économique que de sanctions et d'isolement diplomatique.

Il existe toutefois un nombre croissant de voix qui font valoir qu'en cas d'échec des négociations avec les États-Unis, l'Iran aurait tout

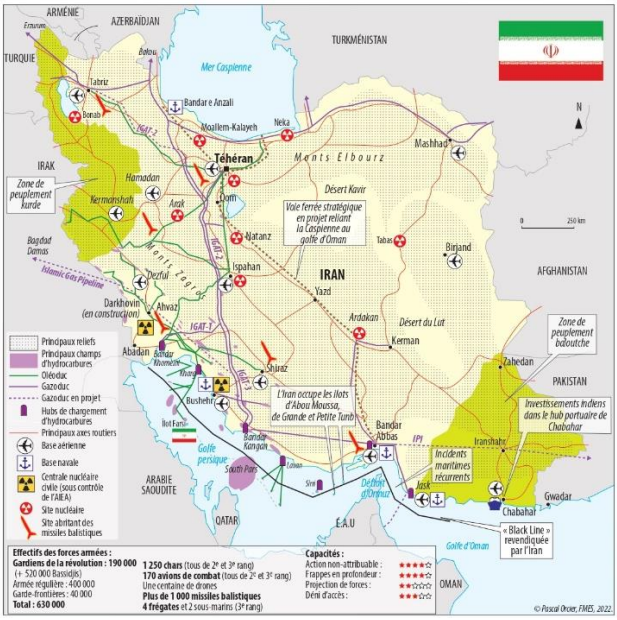
[4] AFP (21 septembre 2021) et France 24 (30 septembre 2021).

intérêt à se doter d'une capacité nucléaire militaire crédible, sans forcément franchir le seuil déclaratoire de la possession de la bombe atomique. L'Iran s'imposerait ainsi comme un État du seuil, posant le dilemme de son maintien ou non dans le TNP. Ces voix font valoir que si l'Ukraine n'avait pas abandonné son arsenal nucléaire en 1994, elle n'aurait très certainement jamais été envahie par la Russie ; elles soulignent également que le dirigeant nord-coréen a sauvé son régime et qu'il est parvenu à imposer un dialogue avec Washington en affichant sa capacité nucléaire militaire ; elles estiment enfin que l'intégration de l'Iran à l'Organisation de coopération de Shanghaï permettra de compenser le coût économique et diplomatique d'une telle stratégie de maintien au seuil.

En attendant un accord sur le JCPOA qui s'éloigne chaque jour davantage, une majorité de responsables iraniens estime sans doute utile de continuer à progresser sur la voie de la capacité nucléaire militaire pour trois raisons : faire pression sur les États-Unis et les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies ; obtenir des contreparties économiques importantes en échange du gel d'un programme nucléaire jugé suffisamment mature pour aboutir à l'arme nucléaire ; obtenir plus aisément de la Russie et de la Chine l'acquisition d'armes de dernière génération (avions, chars, navires, sous-marins, missiles tactiques) en cas de renoncement à la bombe. En fins négociateurs, les dirigeants iraniens pourraient être tentés de penser qu'au bout du compte, si la communauté internationale continuait de procrastiner sur cet épineux dossier, l'Iran finirait par obtenir toute la palette de la dissuasion : classique, asymétrique et nucléaire.

Au bilan, les forces armées iraniennes ne sont pas totalement en mesure d'appuyer les ambitions du régime iranien. Elles misent

davantage sur leurs milices, leurs proxys et leurs services spéciaux pour faire pression sur leurs adversaires. Elles ne sont pas équipées pour envahir ou occuper leurs voisins, même si elles conservent de réelles capacités amphibies et aéromobiles pour prendre des gages dans le golfe Persique, afin de négocier ensuite si nécessaire. Même si l'Iran milite désormais pour la liberté de circulation maritime pour accéder plus aisément à la Syrie, au Venezuela et aux puissances asiatiques, ses forces armées peuvent harceler le trafic maritime et interdire le golfe Persique, conduire des frappes de rétorsion contre tous ses rivaux et mener des raids limités (y compris aéroterrestres) en Irak, en Afghanistan et en Azerbaïdjan, tout en envoyant si nécessaire un petit corps expéditionnaire en Syrie ou au Liban.



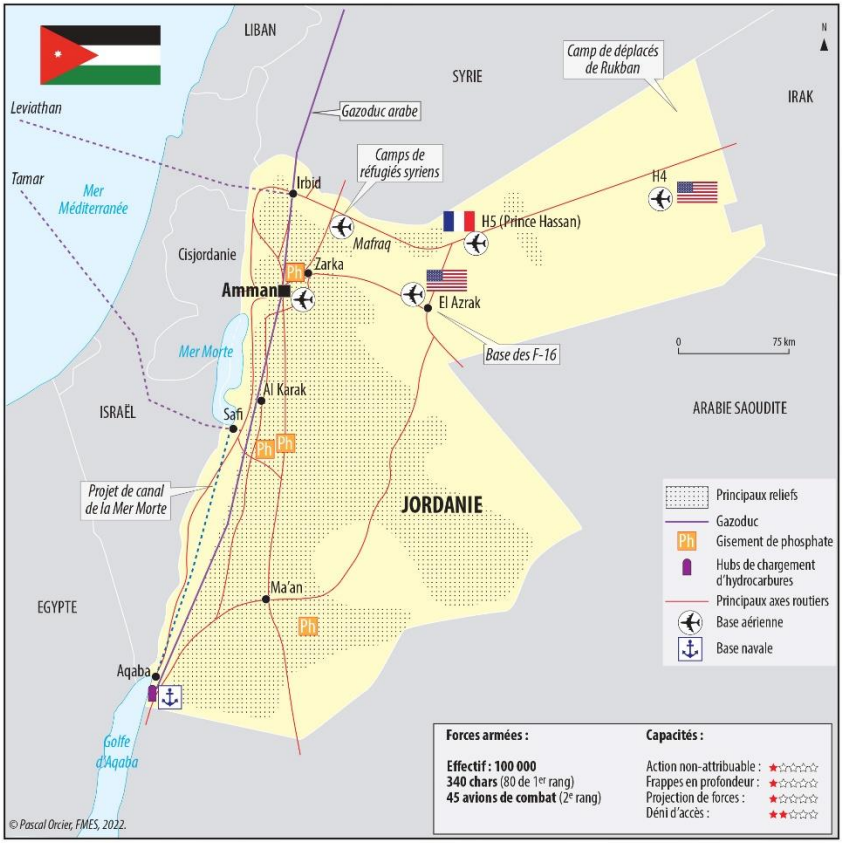
Article publié par l'institut FMES dans le numéro de la revue Diplomatie de septembre 2022 coordonné par Pierre Razoux.

Où va la Jordanie ?

Marion SORANT, membre associée FMES de l'Observatoire stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient (OS2MO)

Résumé : La Jordanie, qui accueille le 20 décembre 2022 la seconde conférence régionale au format Bagdad et s'est distinguée dans la région par son opposition à l'invasion russe en Ukraine, se place stratégiquement comme l'allié stable et sûr des Occidentaux au cœur des tumultes du monde arabe. Pourtant, la flambée de colère qui vient d'éclater dans le sud du pays contre la hausse des prix du carburant met en lumière des fragilités souvent occultées. Ces défis internes donnent à voir un régime, certes habile et doté d'un fort sens politique, mais où les questions socio-économiques et les guerres intestines peu visibles questionnent la stabilité d'une monarchie se donnant à voir comme réformiste. Loin de la passivité qui lui est souvent attribuée, le pays tente de saisir l'opportunité des reconfigurations régionales pour entamer une véritable révolution énergétique afin d'accroître son indépendance vis-à-vis du Golfe, tout en maintenant un positionnement stratégique acceptable par les États-Unis et l'Union européenne (UE).

Le lecteur peut également se reporter à la fiche « Jordanie » de l'Atlas stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient.



Carte extraite de l'Atlas stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient, FMES, 2022.

Si l'image d'une Jordanie « sur la brèche » colle à la peau du royaume, la chute d'une monarchie « importée » n'a pas eu lieu malgré les oracles nombreux. Contesté depuis trois décennies au moins, le pouvoir répond par un renforcement autoritaire : restriction des libertés publiques -qui battent en brèche l'idée d'une monarchie modérée, attaques organisées des manifestations

d'opposition par des loyalistes, augmentation des pouvoirs royaux, cooptation d'éléments de la famille à des postes stratégiques[1]. Cela s'accompagne de la reprise en main des services de renseignement, ainsi qu'un contrôle accru sur le religieux. Le roi Abdallah II arrive à maintenir le système grâce, outre la répression, à une ingénierie particulièrement fine mêlant cooptation, capitalisme de copinage et de rares réformes sociales et politiques : extensions de l'embryon de sécurité sociale, aides économiques ciblées, dons de terres d'État à certains clans, réforme de décentralisation utilisées pour contrôler les oppositions et redistribuer la rente étatique à des cercles restreints. Il existe une convergence d'intérêt entre une partie des élites du pays, celles intégrées dans l'appareil d'État désignées de façon réductrice comme « Transjordaniens », qui se perçoivent comme « la garde prétorienne » de l'État, et la bourgeoisie souvent jordano-palestinienne en faveur du statu quo. De réelles réformes mineraient leurs privilèges. Sur le plan intérieur, malgré une perte indéniable de légitimité, nombreux sont les éléments qui penchent en faveur de la résilience du régime autoritaire jordanien à court et moyen termes. Toutefois, sur le plan extérieur, comment Abdallah II tente-il de se positionner dans un jeu régional changeant ? Le Royaume est-il en mesure de rassurer ses partenaires, et quid de la révolution énergétique ?

Un régime en proie à de multiples défis

Une stabilité intérieure toujours fragile

Depuis 1989 (premier plan du Fonds Monétaire International, FMI) et plus encore depuis l'accession au trône en 1999 du roi Abdallah II, la Jordanie est en proie à de régulières contestations,

[1] Le 29 juin 2022, nomination de Fayçal bin el Hussein, frère cadet du roi Abdallah II, vice-roi ; présidence du nouveau Conseil de Sécurité Nationale par son demi-frère, Ali ben al Hussein.

désamorcées par des promesses de réformes et de grandes campagnes nationales promettant libéralisation et participation politique. Pourtant, les sénateurs et les gouverneurs demeurent nommés par le roi. La libéralisation économique, poussée par les organisations internationales et l'élite des affaires met à l'épreuve le contrat social tacite, notamment par les faibles perspectives d'emplois publics. Dans ce contexte, les services de sécurité sont devenus les garants de la survie du régime hachémite, et les premiers ministres les fusibles d'ajustement. Ainsi, en 2011, le roi a démis les premiers ministres à la chaine, face à la contestation : pas moins de 5 gouvernements en moins de deux ans.

Depuis Septembre noir (1970), le discours qui a prévalu a été celui d'une menace palestinienne, population marginalisée et discriminée, et d'un soutien indéfectible des tribus, décrites comme la véritable colonne vertébrale du régime, quand leur relation est dans les faits marquée par l'ambivalence. Cette opposition entre Jordaniens et Palestiniens, manipulée par la monarchie, demeure saillante au sein des services de sécurité. Par ailleurs, si certains clans disposent d'un pouvoir local non négligeable, la monarchie s'est d'abord appuyée sur des familles d'origine syrienne et surtout circassienne, avant de coopter graduellement certaines familles, certains clans ou cheikh parmi quelques tribus : les discriminations juridiques contre les Bédouins n'ont ainsi pris fin qu'en 1976. De fait, les tribus ne constituent pas un corps unique et monolithique, leur unité derrière le régime est un mythe, et leurs oppositions sont réprimées et peu visibles médiatiquement parlant, alors que nombre de clans sont les fers de lance des protestations depuis plusieurs décennies.

Une économie atrophiée

Même si le niveau de vie par habitant continue d'augmenter et que

les inégalités sont sensiblement moins élevées que dans le reste de la région, la situation socio-économique n'invite pas à l'optimisme. Une décennie après les soulèvements de 2011, la situation va de mal en pis : le chômage était de 12,3 % en 2011, il culmine officiellement à 23% depuis 2020, et atteint 50% chez les jeunes. L'industrie y est quasiment inexistante et l'essentiel des travailleurs appartient au secteur tertiaire. Dans la région, le Royaume se classe même derrière la Syrie, la Libye, le Yémen et le Soudan selon le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). D'ici 2050, la population pourrait atteindre 15 millions d'habitants (contre 10 millions aujourd'hui, 7 en 2011). L'emploi apparaît ainsi comme un des principaux défis dans les années à venir, alors que 45 % des jeunes envisageraient d'émigrer.

Si contrairement à nombre de ses voisins, le pays n'est pas directement impacté par la guerre en Ukraine, car 90% de son blé vient de Roumanie, il souffre de la hausse du prix des carburants : en août, le gouvernement a augmenté le prix des carburants pour la cinquième fois cette année, sous la pression du FMI, dans un pays à l'économie stagnante, déjà fragilisée par l'accueil depuis dix ans de 1,4 million de réfugiés syriens. Le pays est également vulnérable par sa dépendance aux denrées alimentaires de base, et donc à une crise alimentaire mondiale.

Réchauffement climatique : une bombe à retardement ?

Le changement climatique met en péril les ressources et les équilibres sociaux du royaume hachémite. Le pays dispose de réserves d'eau parmi les plus faibles au monde. Désertique à 90%, il pourrait connaître d'ici la fin du siècle une baisse de 70% des eaux de surface d'après les projections les plus pessimistes. À l'horizon 2050, la réduction des précipitations et l'augmentation des sécheresses, couplées à la hausse démographique (+5 millions

d'habitants en 2050, hors réfugiés) ont un potentiel crisogène non négligeable. À titre d'exemple, l'exploitation de la nappe de Disi, dans le Sud du pays qui devait alimenter Amman en eau, pourrait se terminer dans moins de 30 ans, et ne couvre que 20% des besoins. Après avoir abandonné le projet d'un canal mer Rouge – mer Morte, c'est le choix d'un dessalement à Aqaba qui semble prévaloir, et d'un réaménagement des approvisionnements en provenance d'Israël. Le problème de l'eau est aussi politique : le risque pour le régime est que l'exode rural vienne affaiblir le contrat social informel entre milieux ruraux -surreprésentés dans les institutions- et la monarchie. L'universitaire Hussam Hussein souligne avec justesse la politisation de l'eau en Jordanie, entre un gouvernement mettant en avant des facteurs exogènes -et donc des solutions d'importation de l'eau, via des accords- et les institutions internationales insistant sur la gouvernance et ses difficultés face à l'État profond. De fait, de gros consommateurs d'eau sont souvent des membres de l'élite politico-économique, propriétaires terriens, qui disposent de l'eau la moins chère du pays et sont accusés de nombreux passe-droits, notamment la tolérance envers les puits illégaux, véritable fléau environnemental. À l'heure actuelle, la pression pour une réduction de la consommation réside presque uniquement sur l'usage domestique. À moyen terme, c'est l'agriculture jordanienne qu'il faudrait repenser, ce qui ne pourra se faire sans une sécurité alimentaire régionale et une acceptation des réformes par la monarchie.

Malgré tous ses défis intérieurs, la monarchie conserve un réel sens politique et sait se maintenir en « renouvelant » sa formule autoritaire. Elle sait surtout utiliser sa politique étrangère comme outil de premier plan pour faire diversion et s'attirer les soutiens étrangers.

Quelle politique étrangère ?

Dilemme sécuritaire vis-à-vis du régime de Damas

La Jordanie et la Syrie entretiennent des relations complexes. Tête de pont de la politique américaine dans le conflit syrien à partir de 2012, la Jordanie a accueilli le Military Operation Commands (MOC), dont le centre de commandement, basé à Amman, devint la plateforme opérationnelle privilégiée des forces occidentales et arabes pour le financement, l'équipement et l'entraînement des groupes syriens modérés d'opposition. Amman et Damas n'ont toutefois jamais rompu leurs relations, malgré le renvoi temporaire de l'ambassadeur syrien, Amman faisant ainsi figure de quasi-exception dans la région. De fait, le soutien à l'opposition a été très localisé : il s'agissait avant tout de maintenir les routes commerciales et d'éviter l'implantation des groupes radicaux dans le Sud de la Syrie. C'est ainsi que des accords et une forme de coopération ont été trouvés entre la Jordanie, le régime syrien et l'opposition, jusqu'en 2015[2]. Alors que l'intervention russe restituait au régime syrien la haute main sur le tournant des évènements en Syrie, le consensus occidentalo-arabe autour de l'opposition commença ensuite à s'effriter. La politique de Riyad s'alignait de moins en moins sur celle des Occidentaux qui percevaient d'un mauvais œil la protection accordée par l'Arabie saoudite à des groupes jugés trop extrémistes. À l'aune du retournement stratégique sur le terrain syrien à la faveur du refroidissement des relations avec les États-Unis sous le mandat Trump, Amman privilégia le réalisme politique, acceptant graduellement à partir de 2016 les nouvelles réalités syriennes, entamant une reprise de contacts officiels portés par le chef d'état-major jordanien, le général Mahmoud Freihat, avec Maher al-

[2] Roussel, Cyril. « Comment gérer le conflit syrien depuis la Jordanie ? », Outre-Terre, vol. 44, no. 3, 2015, pp. 226-236.

Assad et Ali Mamlouk, puis par le chef du GID (General Intelligence Directorate), Ahmed Husni, à partir de mai 2019. En ce sens, le roi Abdallah II se rallia à Mohammad Ben Zayed (président des Émirats arabes unis), promouvant l'idée d'une normalisation avec le régime de Bachar Al Assad et la réintégration de la Syrie à la Ligue arabe. La rencontre en septembre 2021 du ministre syrien de la Défense et du chef d'état-major jordanien à Amman, suivie d'un entretien téléphonique entre les deux dirigeants, a permis de normaliser les relations entre la Jordanie et la Syrie. Moins visible que la diplomatie émiratie sur le dossier, la Jordanie a réussi à imposer partiellement ses intérêts à Washington, en obtenant un accord officieux de non-application des sanctions du Caesar Act pour les entreprises jordaniennes impliquées en Syrie ou souhaitant l'être.

Aujourd'hui, l'enjeu pour Amman reste surtout le trafic de stupéfiants, conséquence de la transformation de la Syrie en quasi narco-État durant la guerre. Alors que les dynamiques locales ont réduit l'influence russe dans le Sud-Est syrien, et ce bien avant le conflit ukrainien, les milices chiites proches de l'Iran et du Hezbollah cherchent quant à elles à s'implanter durablement (notamment à Bosra el Shams et autour de Deraa). Le régime syrien et ses supplétifs sont quant à eux au cœur du trafic de captagon, dont la consommation explose au Moyen-Orient. D'un côté, Amman dénonce l'implication du rôle du régime syrien –des militaires et notamment du frère du Président- et son soutien hezbollahi aux trafics divers. De l'autre, elle favorise la relance des échanges économiques. À moyen terme, seul un retour de Damas dans le jeu régional serait à même de renflouer les caisses du régime, limitant ainsi le recours aux narcotrafics.

À l'heure actuelle, le pari fait par Amman d'une sécurité accrue à sa frontière en échange d'une réhabilitation de Damas ne semble

pas encore porter ses fruits. Et ce d'autant plus que profitant du faible maillage territorial des forces de sécurité, Daesh connait un retour en force, notamment dans la ville d'Al Jassim à environ 50 km de la frontière, et plus généralement dans tout le Sud et le désert central syrien. C'est dans cette ville qu'a été tué fin novembre 2022 le « calife » de l'organisation, Abu Hasan al-Hashimi al-Qurashi.

Vers une nouvelle posture régionale ?

Craignant la volatilité du soutien américain et de celui des monarchies du Golfe, la Jordanie tente de s'inscrire dans un nouveau système régional en multipliant les partenaires, tout en ménageant ses soutiens historiques pour maximiser ses rentes. Pour ce faire et malgré sa vulnérabilité stratégique, elle dispose de davantage de marge de manœuvre que ce qu'on estime généralement.

En dépit des efforts américains et israéliens, l'idée d'un vaste front anti-iranien n'a pour le moment pas abouti. La posture publique jordanienne fut longtemps véhémente envers Téhéran : à l'origine de l'expression « croissant chiite » en 2004, le roi Abdallah II enchainait les déclarations contre la République islamique, et appelait même récemment à la formation d'une « Otan » arabe. En prenant dès 2004 le lead de la dénonciation régionale de l'Iran, la Jordanie s'assurait du soutien saoudien et israélien, et relégitimait la nécessité d'un soutien occidental à Amman. Pourtant, au sein du gouvernement jordanien, des voix se sont élevées pour accepter des offres iraniennes : visite officielle du roi à Téhéran, organisation de pèlerinages sur les lieux saints chiites en Jordanie, ouverture de lignes aériennes entre Téhéran et la Jordanie. À l'été 2022, la posture jordanienne a officiellement pris le contrepied du discours de la diplomatie américaine. Amman prône désormais des

relations « amicales » avec Téhéran. Ce changement de cap survient à la suite d'une visite de Mohamed Ben Salmane en Jordanie en juin 2022, alors que les monarchies du Golfe sont en plein rapprochement avec Téhéran. En cela, la posture jordanienne témoigne de l'autonomisation désormais revendiquée des États de la région à l'égard des États-Unis. Cette posture jordanienne plus conciliante est essentielle pour le projet de « nouveau Levant » réunissant l'Égypte, la Jordanie et l'Irak. Ce rapprochement, en gestation depuis la présidence Trump[3] et qui dispose aujourd'hui d'un soutien américain, vise à accroître l'autonomie de ces trois États arabes face aux acteurs régionaux non-arabes (Turquie, Israël, Iran).

Cette volonté d'autonomisation du Golfe s'accompagne d'une réconciliation avec l'Arabie saoudite, largement affichée dans les médias régionaux, alors que les relations s'étaient détériorées après l'arrivée du prince héritier saoudien au pouvoir en 2015. Celui-ci était soupçonné par les Jordaniens d'être impliqué dans la tentative de coup d'État d'avril 2021. L'annonce des fiançailles du prince héritier jordanien, Hussein ben Abdallah, avec la saoudienne Rajwa Al Saif, jeune femme issue d'une grande famille du Nedj (de la tribu Subai), en fut l'apothéose médiatique. La jeune femme est liée à la famille royale saoudienne par sa mère, Azza Al Sudairi, et son père, directeur général d'El-Saif Group, est un homme d'affaires influent en Arabie saoudite. La reine Rania aurait largement poussé ce mariage, afin d'obtenir le soutien saoudien lors de la succession. Pour Amman, tout l'enjeu consiste à tenir l'Arabie saoudite à distance des affaires internes, obtenir une marge diplomatique accrue, esquissée lors de la crise du Golfe

[3] Selon le journal libanais Al Akhbar, proche du Hezbollah, la veille de l'arrivée du nouvel ambassadeur américain à Amman, Henry T. Wooster, le Premier ministre jordanien se serait rendu au Caire pour y rencontrer ses homologues égyptien et irakien et entamer des discussions.

de 2017, tout en maintenant des financements cruciaux pour son économie (8% du PIB Jordanien selon la Banque mondiale), notamment dans les secteurs bancaires, miniers et énergétiques, et de potentiels contrats pour la cité futuriste saoudienne NEOM.

Maintenir le soutien américain, diversifier les partenaires

Le Royaume affiche sa volonté de conserver des liens privilégiés avec le Royaume-Uni et les États-Unis, notamment sur le plan militaire. Premier dirigeant arabe reçu par Joe Biden, le roi Abdallah, conscient de l'irremplaçable aide militaire américaine (425 millions de dollars, 20% du budget de défense annuel jordanien) a octroyé -sans vote au parlement- un statut juridique particulièrement favorable aux forces américaines stationnées dans le pays. La Jordanie a également acquis huit F-16 Viper. Le gouvernement s'est montré plus favorable à la cause ukrainienne que les autres dirigeants arabes –ligne déjà tenue en 2014-, et en a été remercié par Antony J. Blinken. Le nouveau Memorandum of Understanding on U.S. foreign assistance to Jordan, signé le 16 septembre 2022, prévoit 1,45 milliard d'aide annuelle du département d'État pour 2023-2029, soit le deuxième montant le plus important après celui versé à Israël[4]. Outre cette aide, le pays reçoit des garanties de prêts, de nombreux financements de l'USAID (Agence des États-Unis pour le développement international), et des transferts de fonds (845 millions de dollars en 2022). Le soutien budgétaire américain (hors aide militaire) à la Jordanie représente ainsi 6 % du budget annuel du royaume.

En matière de coopération militaire, les liens avec le Royaume-Uni post-Brexit demeurent significatifs, notamment en matière de formation. De même, si la coopération avec la France était

[4] Ce budget est en augmentation (1.275 milliard de dollars annuels entre 2018-2022)

ancienne, la crise en Syrie fut l'occasion de la renforcer : financement d'un hub logistique pour la protection de la frontière syrienne, développement de l'inter-opérabilité par des exercices communs (notamment des forces spéciales), escales à Aqaba, visite officielle du roi à Paris le 15 septembre 2022. La France dispose en outre d'une base aérienne projetée (BAP) dans le cadre de l'opération Inherent Resolve, où sont stationnés quatre Rafale et près de 400 personnels, dont des spécialistes du renseignement. Le roi soutien également le projet d'une base bilatérale des forces spéciales françaises et américaines (COS et USSOCOM). Pour la France, une installation en Jordanie constituerait une alternative potentielle à Djibouti.

La crise en Syrie a également amené le pays à développer des partenariats nouveaux et à renforcer ses liens avec la Russie. Avec 19 visites officielles en 22 ans de règne, le roi est ainsi le chef d'État arabe le plus reçu au Kremlin. Le rapprochement avec la Russie pourrait être une carte de pression sur Israël, alors que l'idée d'un État palestinien en Jordanie refait périodiquement surface[5]. Toutefois, elle n'a pour le moment pas de conséquence politique tangible. De même, la Chine est devenue le troisième partenaire commercial du pays, derrière l'Arabie saoudite et les États-Unis.

En 2016, la Chine a pris pied sur le marché jordanien de l'énergie avec l'achat de 45 % du projet Attarat par Guangdong Energy Group, une entreprise d'État chinoise. Pour autant, ce poids économique semble pour le moment ne pas avoir d'impact politique, ni militaire.

---

[5] Des négociations avaient déjà eu lieu entre Arafat et Hussein. En Israël, l'idée est portée par des partis de droite (annexion et transformation de la Jordanie en État Palestinien) et des partis plus à gauche, portés sur une confédération. The "Jordan Is Palestine" Idea Resurfaces Again & Why Jordan rejects a confederation with Palestine.

Un futur hub énergétique régional ?

L'ambition d'Abdallah II est la transformation du pays en un véritable hub énergétique : transit de gaz et d'électricité égyptiens vers le Liban et la Syrie mais aussi l'Irak, de pétrole irakien (pipeline Basra-Aqaba) et production d'énergies renouvelables[6] exportables (projet de la centrale solaire d'al Risha vers l'Irak, deal « eau contre électricité solaire » avec les Émirats et Israël), doublement des livraisons à la Palestine, et projet de connexion électrique avec l'Arabie saoudite (ligne Amman – Al-Qurayya). La Jordanie serait ainsi liée avec tous ses voisins. Cette alliance ouvrirait la voie au royaume hachémite à une infrastructure de dialogue régional, qui renforcerait si elle fonctionne son autonomie stratégique. Le pays fait également depuis 2015 le pari de la production d'énergie[7]. Amman mise sur le solaire et les énergies renouvelables : l'électricité produite provient actuellement à 19% de sources renouvelables contre 1% en 2012. Ce pari énergétique est un moyen pour la monarchie de réduire sa dépendance à Israël (accord gazier signé en 2016 pour 15 ans) et plus largement sa dépendance énergétique (96% en 2011) qui pèse lourdement sur sa dette (environ 8% du PIB). Outre l'exploitation de ses modestes ressources gazières (l'exploitation du gaz d'al Risha produit 10% de la consommation d'électricité jordanienne), le pays mise sur les schistes bitumeux (huitième réserves mondiales). Grâce aux investissements chinois (un prêt de 1,6 milliard de dollars), l'usine électrique d'Attarat-Um Ghudran devrait fournir 15% de la demande électrique du pays[8].

---

[6] Les énergies renouvelables ont enregistré une forte progression au cours des dernières années, représentant à présent 26% de la consommation électrique, contre 1% en 2014.
[7] Le pays s'est fixé comme objectif de produire d'ici 2030 48.5% de sa consommation électrique.
[8] Il s'agit de l'investissement privé chinois le plus important de la BRI en dehors de la Chine.

Les projets de nucléaire civil (quatre centrales, en coopération avec les Russes et initialement prévues pour 2030, devant assurer 30% de la production d'électricité), bien qu'ayant pris du retard, perdurent sous contrôle de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique).

Des foyers de tensions persistants

Les manifestations, régulières dans le pays, mobilisent les populations « transjordaniennes », présentées de façon schématique comme la base sociale du régime. De nouvelles mobilisations d'ampleur ne peuvent être écartées. Leurs chances de réussite sont difficilement évaluables. La réussite de l'opposition dépendra de sa capacité à se mobiliser dans la durée et à s'unir, l'exemple des vétérans jordaniens est révélateur des divisions et difficultés qui limitent l'impact de ces mouvements. Des manifestations socio-économiques ponctuelles pourraient également jouer un rôle déstabilisateur. La Jordanie est coutumière des manifestations ouvrières depuis plus de dix ans ; elles ont permis l'émergence de syndicats dissidents ayant localement inversé le rapport de force. Ces mouvements sociaux pourraient jouer un rôle clef dans le basculement d'un mouvement social en véritable mouvement politique.

L'hypothèse de l'éviction d'Abdallah II par un coup d'État semblait fantaisiste jusqu'à la tentative d'avril 2021. Celle-ci aurait été le fruit d'une volonté de puissances étrangères (peut-être Tel-Aviv et Riyad), soutenue par une partie de l'administration américaine proche de l'ancien président Trump, de forcer la main de la Jordanie sur la question palestinienne. Malgré sa perte de centralité dans les enjeux régionaux, la question palestinienne demeure un enjeu intérieur en Jordanie. À ce titre, la victoire de la droite dure sioniste ultra-religieuse en Israël (novembre 2022)

inquiète particulièrement Amman. Certains observateurs ont souligné l'implication probable dans cette tentative de coup d'État de certains courants au sein des forces de sécurité, quelques mois après la tentative du souverain de réduire le pouvoir de ces services. La possibilité d'une nouvelle conspiration de militaires, alliés ou non avec certaines élites politico-économiques, ne peut pas être totalement écartée. Un tel évènement pourrait-il advenir avec le décès prématuré du roi, dont les rumeurs sur une santé fragile sont nombreuses ? Il semble d'ailleurs que le roi prenne au sérieux cette menace, le prince héritier étant à présent systématiquement mis en avant lors des déplacements à l'étranger comme sur le sol jordanien, témoignant d'une lutte de pouvoir au sein du régime. Une part importante des corps de l'État serait opposée aux lignes directrices de libéralisation fixées par le roi. Tout au long de l'histoire du royaume, les services de sécurité ont étendu leur autorité et leur rôle à la faveur des crises politiques. La découverte d'un nouveau complot, même fabriqué, pourrait faire obstacle aux réformes du roi et maintenir les services comme un pilier essentiel de la monarchie. Dans ce cadre, les mobilisations peuvent-elles être utilisées comme moyen de pression par le roi au sein de l'appareil d'État pour demander sa modernisation ? Cette idée d'un renouvellement des élites au sein de l'État semble avoir été adoptée par Abdallah II. Son maintien au pouvoir pourrait ainsi dépendre à terme de la réussite de la restructuration du pouvoir.

Par ailleurs, la toute récente contestation d'une loi sur la protection des enfants (août 2022), menée par le salafiste Iyad Al Qunaibi au nom de la lutte contre une norme occidentale jugée contraire aux valeurs locales, montre la capacité de mobilisation de ces acteurs sur les réseaux sociaux, bien au-delà de leur audience traditionnelle, et ravive la peur des contestations menées au nom des islams politiques. La Jordanie abrite une mouvance jihadiste et salafiste importante. De nombreux Jordaniens s'illustrent dans

la galaxie jihadiste : Omar Mahmud Abû ‘Umar, plus connu sous le nom d’Abû Qatâda al-Filastînî, mais aussi Abû Muhammad al-Maqdisi ou Abu Musab al Zarqawi. Outre ces figures du jihad global se trouvent une myriade de cheikhs locaux. Les différents courants salafistes-jihadistes regrouperaient 6 000 à 8 000 individus essentiellement implantés à Zarqa, al Rusayfa, Maan, al Salt, Irbid, Ain al-Basha, et al-Baq’a d’où sont originaires l’essentiels des Jordaniens partis combattre en Syrie. Ces différents courants n’ont jamais réussi à s’unir tant leurs divisions idéologiques sont profondes, le tout sur fond de manipulation réussie des services de renseignement. Les courants quiétistes ou réformistes disposent d’un auditoire plus important (15 000 personnes). Reconnues, leurs institutions sont subventionnées, dans une tentative de contrôle par la monarchie. Les Frères Musulmans, certes organisés, disposent d’un soutien populaire probablement surestimé, en tout cas moindre qu’en Syrie, malgré une forte implantation sociale et caritative. En outre, leur parti, l’un des rares organisés et mobilisateurs dans le pays, s’est divisé en 2015 entre les tenants d’un recentrement national, suivant la volonté du roi, et ceux en faveur du maintien d’une orientation transnationale. Leur arrivée au pouvoir semble à l’heure actuelle extrêmement improbable. Elle ne pourrait advenir qu’avec une réforme de la loi électorale et l’accord tacite de l’État profond, qui pourrait vouloir jouer la carte des Frères musulmans contre le roi, hypothèse dont la probabilité semble faible tant les Palestiniens constituent aujourd’hui la base sociale des Frères musulmans jordaniens, auparavant largement implantés dans la classe moyenne jordanienne.

En conclusion, si la monarchie jordanienne a su jusqu’à présent se maintenir et gérer la contestation, il semble probable qu’elle doive approfondir ses réformes pour rester au pouvoir, tout en maintenant l’apparence de la continuité.

Saisir ces changements, souvent décelables à l'échelle très locale, sera crucial pour ne pas réitérer les erreurs d'appréciation dont la politique française dans la région a grandement pâti post-2011.

Publié le 16 décembre 2022 par l'institut FMES.

Relire *De la démocratie en Amérique* d'Alexis de Tocqueville. Pourquoi le modèle occidental est-il tant détesté aujourd'hui ?

Par l'amiral (2s) Pascal AUSSEUR,
directeur général de l'Institut FMES.

Le modèle occidental remis en question

Un des points essentiels qui structurent les relations internationales aujourd'hui, lorsqu'on s'intéresse à la question des représentations, c'est-à-dire à la question des clés de compréhension du monde, est celui de la désoccidentalisation. En effet, contrairement à nos attentes, une partie croissante de la population mondiale rejette les valeurs qui ont structuré la pensée occidentale depuis deux cents ans et qui semblaient, il y a encore quelques années, appelées à être adoptées par l'humanité. Au cœur de ces valeurs occidentales réside l'idée « d'égalité fondamentale entre les individus » qui est apparue à la fin du XVIIIème siècle. Ce concept d'égalité, moteur de la révolution sociale, économique et politique a fécondé l'essor de l'Europe puis des États-Unis, puis de l'Occident. La domination conceptuelle de l'Occident qui en a découlé a connu une forme d'apogée à la suite de la chute de l'URSS, suscitant l'hubris américaine qui a précipité son déclin. Elle est aujourd'hui questionnée, autant en Occident que par l'essentiel du « Sud global ».

Le modèle occidental fondé sur la primauté de l'individu, l'état de droit et la libre entreprise, aboutissant au progrès et à la démocratie, est ainsi confronté à une remise en cause brutale et même à une hostilité croissante. Celle-ci se manifeste dans les pays organisés autour d'un autre modèle mais également au sein même des sociétés démocratiques. Décadent pour Vladimir Poutine,

individualiste pour Xi Jinping, matérialiste pour Narendra Modi, immoral pour Ali Khamenei, ce modèle est rejeté également en son sein en raison des déséquilibres sociaux et environnementaux qu'il est accusé de créer.

Le modèle occidental est-il condamné ? La primauté de l'individu qui le fonde conduit-il inexorablement à l'échec ? Le développement technologique, scientifique et économique qu'il a apporté pourrait-il s'appuyer sur un autre modèle ? Les êtres humains peuvent-ils véritablement aspirer à autre chose qu'à leur bien-être personnel ? Existe-t-il une alternative au conflit de primauté entre l'intérêt collectif imposé et l'intérêt individuel égoïste ? Toutes ces questions sont sous-tendues par les débats qui se font jour dans le conflit ukrainien, dans les révolutions arabes, les mouvements sociaux en Iran, la question de Taiwan, la question néocoloniale en Afrique, la cancel culture américaine ou les « gilets jaunes » en France.

Pour leur répondre, il faut repartir à la source du concept de la démocratie moderne. Lorsque les ruptures historiques apparaissent, certains contemporains ont, dès leur phase initiale, l'intuition de leur impact et la prescience du nouveau monde qu'elles ouvrent. C'est le cas d'Alexis de Tocqueville qui a identifié et conceptualisé à ses prémices le moteur intellectuel qui a mis en branle les sociétés occidentales. En analysant la jeune démocratie américaine au début des années 1830, il a identifié au sein de ce qui s'apparentait à un laboratoire social et politique presque parfait, le phénomène « d'égalisation des conditions » comme fondement du phénomène de développement social, économique et politique qui a permis l'occidentalisation du monde durant deux siècles. Son analyse est stupéfiante de préscience. Le deuxième tome de *De la démocratie en Amérique* publié en 1840 a réussi, à travers l'étude de l'impact de la démocratie sur la société

américaine, à en percevoir la substantifique moelle et à en déterminer son influence sur les mœurs, la culture et les idées. Alexis de Tocqueville a ainsi mis en évidence dès 1840 les ressorts de la polémique qui anime le débat stratégique actuel : le modèle occidental, aussi performant et séduisant qu'il semble être, est-il souhaitable et exportable compte-tenu de ses limites et ses dangers ?

La force de l'Occident : l'égalité

Pourquoi le modèle démocratique a-t-il connu autant de succès ? d'abord parce qu'il fonctionne mieux que les autres, souligne Tocqueville. Et cette performance est lié au concept d'égalité. Après deux cents ans de digestion intellectuelle et culturelle, il est difficile de mesurer aujourd'hui dans nos pays occidentaux l'impact de la rupture intellectuelle qu'a représenté le concept d'égalité des conditions, initié par les Lumières et qui s'est matérialisé dans la Révolution française et la démocratie américaine. Cette rupture a émancipé les individus de leur classe sociale héréditaire qui jouait depuis des siècles, à tout point de vue, à la fois un rôle de protection et d'enfermement. Il est ainsi progressivement devenu presqu'impossible pour un Européen d'envisager l'Autre, qu'il soit concitoyen ou étranger, homme ou femme, comme différent par essence. Pourtant, il suffit d'observer les rejets de cette représentation du monde en Russie, en Chine, en Inde, dans les pays musulmans ou africains pour réaliser que cette norme est réellement spécifique, tout particulièrement s'agissant les relations hommes-femmes.

En quoi l'égalité favorise-t-elle l'efficacité d'une société ? L'organisation sociale classique des groupes humains est fondée sur ce que Tocqueville appelle le modèle « aristocratique », qui reste en vigueur aujourd'hui dans les sociétés autocratiques ou

traditionnelles. Elle privilégie l'inégalité structurelle entre les personnes et les groupes, porte naturellement vers le respect des traditions et des opinions de classes qui à la fois enserre l'esprit mais également facilite la vie, rassure et sécurise. Elle favorise en cela la stabilité. L'avènement de la démocratie, qu'apporte l'égalité des conditions, fait que le citoyen « n'en appelle qu'à l'effort individuel de sa raison » pour déterminer son attitude dans la société, au risque d'une insécurité personnelle qui l'oblige à une remise en cause permanente. C'est cette mise en danger qui génère une mobilité intellectuelle, sociale et économique qui à son tour favorise le progrès – toujours orienté vers les améliorations concrètes de la situation des individus – des idées, des sciences et de l'économie. Le membre d'une société démocratique est donc dans l'obligation d'être en continuel mouvement intellectuel, social et professionnel, à la fois pour s'adapter et pour profiter des opportunités qui s'offrent à lui dans un univers sans borne théorique. Ce mouvement tourne naturellement le citoyen vers une activité professionnelle plus importante, plus innovante et plus rémunératrice favorisant les secteurs du commerce et de l'industrie (aujourd'hui on ajouterait de la technologie et des services). « Aux États-Unis, les plus grandes entreprises industrielles s'effectuent sans peine, parce que la population toute entière se mêle d'industrie et que le plus pauvre aussi bien que le plus opulent des citoyens unissent volontiers en ceci leurs efforts. […] Ce qui me frappe le plus aux États-Unis, ce n'est pas la grandeur extraordinaire de quelques entreprises industrielles, c'est la multitude innombrable des petites entreprises[9]». Force est de constater que la domination technologique, industrielle et économique de l'Occident a validé l'analyse de Tocqueville. Aujourd'hui, à l'heure de la bascule stratégique entre les États-Unis et la Chine, une des questions fondamentales qui se pose est la

[9] Tocqueville *De la démocratie en Amérique* Tome II GF-Flammarion 1981

possibilité pour l'économie chinoise de continuer à prospérer dans une structure autocratique, stabilisante mais étouffante, sans pouvoir profiter comme elle l'a fait depuis quarante ans du pillage des innovations occidentales. Tocqueville répondrait probablement par la négative.

Mais le modèle démocratique possède un autre atout : il est particulièrement séduisant au risque même de devenir obsessionnel. Tocqueville identifie un phénomène qui aujourd'hui ne nous surprend plus : la passion de l'égalité induit une recherche effrénée du bien-être individuel qui devient l'objet principal de l'activité humaine. Ainsi note-t-il que « le goût du bien-être forme comme le trait saillant et indélébile des âges démocratiques[10] » et qu'aux États-Unis « le soin de satisfaire les moindres besoins du corps et de pourvoir aux petites commodités de la vie y préoccupe universellement les esprits[11] ». Le risque de perdre, l'opportunité de gagner et le développement d'une classe moyenne (« la passion du bien-être matériel est essentiellement une passion de classe moyenne[12] ») qui sont caractéristiques des sociétés démocratiques orientent, à travers une forme d'égoïsme intelligent, toute l'énergie des individus et l'efficacité du système vers l'amélioration des conditions de vie.

Aujourd'hui, même les plus hostiles contempteurs de l'Occident reconnaissent, sans en admettre les raisons, que les conditions de vie y sont meilleures que partout ailleurs. La fuite en avant des sociétés occidentales dans la recherche des plaisirs insatiables et les migrations irrésistibles vers les pays occidentaux sont des illustrations de l'attractivité inouïe d'un système orienté vers le bien-être qui semble répondre à une attente universelle. Si

[10] Ibid page 35
[11] Ibid page 161
[12] Ibid page 162

Tocqueville a raison, la désoccidentalisation du monde qui s'amorce pourrait s'accompagner d'une dégradation des conditions de vie, en raison de la moindre implication individuelle qui y sera associée.

Les limites du modèle

À la fois plus efficace et plus séduisante que les autres formes d'organisation sociale, la démocratie occidentale devrait, selon toute logique, s'étendre progressivement au monde entier, soit par la supériorité de son modèle dans la compétition internationale, soit par l'attraction qu'elle suscite sur les individus. C'était, assez paresseusement, la logique des adeptes de la fin de l'Histoire promue par Francis Fukuyama : le système occidental, porté par le concept d'égalité des conditions et menant inéluctablement à la démocratie et au marché libre, était mécaniquement condamné à s'imposer de lui-même. Nous devons constater qu'il n'en a rien été et que les maladresses brutales et les échecs militaires des présidents américains dans la gestion de leur période de supériorité stratégique ne sont pas les seules raisons du rejet du modèle occidental par une grande partie des populations et des gouvernants du monde.

Plusieurs motifs de rejet peuvent être identifiés. Le premier est lié au choc que représente la rupture culturelle créée par l'égalité des conditions. Une de ces ruptures est lié au phénomène religieux, car nombreux sont ceux qui, observant l'évolution européenne, identifient « sociétés démocratiques » et « rejet des religions ». Ce lien existe, Tocqueville lui-même soulignait que « dans les temps de lumières et d'égalités, l'esprit humain ne consent[ait] qu'avec peine à recevoir des croyances dogmatiques[13]». Pourtant, il

[13] Ibid page 32

considère que la culture démocratique n'est pas incompatible avec la religion et peut même avoir un effet positif, parce que cette dernière représente un contrepoids face à l'individualisme et au matérialisme et qu'elle canalise le désir d'absolu dans le domaine spirituel, loin du politique. Pour autant, le dogme religieux ne doit pas être incompatible avec la notion d'égalité de principe entre les êtres humains et doit se confiner au domaine spirituel, ce qui explique l'apparition de la démocratie dans des sociétés chrétiennes en voie de sécularisation et rend plus complexe l'adaptation de l'Islam à ce modèle, ce que Tocqueville avait identifié : « Mahomet a fait descendre du ciel, et a placé dans le Coran, non seulement des doctrines religieuses, mais des maximes politiques, des lois civiles et criminelles, des théories scientifiques. L'Évangile ne parle, au contraire, que de rapports généraux des Hommes avec Dieu et entre eux. Hors de là il n'enseigne rien et n'oblige rien à croire.[14]».

Un deuxième frein est lié à la difficulté des sociétés aristocratiques à intégrer le principe même d'égalité qui est au cœur du logiciel démocratique. De façon contre-intuitive, ce rejet n'est pas seulement lié aux classes dominantes qui répugnent à perdre leur ascendant héréditaire. Il peut être également suscité par l'angoisse générée par l'incertitude, la mobilité et la remise en cause continuelle des règles, des situations et des hommes. Associée à une solitude croissante des individus sortis de leur classe ou de leur caste protectrice, cette inquiétude permanente peut être plus aliénante que libératrice pour qui n'a pas été préparé par une maturation intellectuelle collective comme celle qu'a connue l'Europe du XVIème au XVIIIème siècle. Les difficultés observées lors du changement rapide de système qui a été celui des pays de l'Est de l'Europe, pourtant issus de la même matrice intellectuelle que

[14] Ibid page 32

leurs voisins de l'Ouest, après 45 ans de communisme, illustrent cette rupture difficile à accepter pour les classes populaires.

Mais la principale difficulté à laquelle a été confronté la démocratie c'est elle-même. Tocqueville avait parfaitement identifié les travers de ce modèle, souvent inséparables de ses atouts. C'est probablement le domaine où l'analyse tocquevillienne est la plus intéressante ; discréditée au XXème siècle, du temps de l'Occident conquérant, au motif que l'aristocrate éclairé qu'il était n'arrivait pas à embrasser totalement le modèle égalitaire, il prend aujourd'hui toute sa pertinence car l'essentiel des reproches qui sont faits à l'Occident y sont liés. Tocqueville avait anticipé les critiques concernant l'état d'esprit des sociétés démocratiques, aujourd'hui affublé du qualificatif « décadent » par Vladimir Poutine, Hugo Chavez ou Xi Jinping : le rôle dominant de l'argent, l'obsession du bien-être, la marchandisation du monde (« toute méthode nouvelle qui mène par un chemin plus court à la richesse, toute machine qui abrège le travail, tout instrument qui diminue les frais de production, toute découverte qui facilite les plaisirs et les augmente, semble le plus magnifique effort de l'intelligence humaine[15]»), le matérialisme (« la démocratie favorise le goût des jouissances matérielles »[16], le court-termisme (en démocratie « […] le présent grandit ; il cache l'avenir qui s'efface et les hommes ne veulent changer qu'au lendemain. »[17]).

Tocqueville avait également mentionné les relations complexes que pouvaient entretenir les démocraties avec les autres pays, tant reprochées aux États-Unis par les pays du Sud, en soulignant leur sentiment de supériorité sur les autres systèmes et « la vanité inquiète et insatiable » et même « querelleuse » des peuples

[15] Ibid page 57
[16] Ibid page 181
[17] Ibid page 188

démocratiques[18]. Il a pointé l'inégalité sociale qui accompagne l'égalité des conditions, la perte de contrôle dans la recherche effrénée de l'égalité, y compris au détriment de la liberté (« ils ont pour l'égalité une passion ardente, insatiable, éternelle, invincible ; ils veulent l'égalité dans la liberté et, s'ils ne peuvent l'obtenir, ils la veulent encore dans l'esclavage[19]». Il a alerté sur l'individualisme qui risque de détruire la société de l'intérieur (« non seulement la démocratie fait oublier aux hommes ses aïeux, mais elle lui cache ses descendants et le sépare de ses contemporains ; elle le ramène sans cesse vers lui seul et menace de le renfermer enfin tout entier dans la solitude de son propre cœur[20]»), qui résonne particulièrement après l'assaut du Capitole américain de janvier 2021.

Réformer le modèle pour le sauver

À la lecture de *De la démocratie en Amérique* il n'est donc pas surprenant que les pays démocratiques aient si bien réussi et soient, pourtant, dans une si mauvaise posture ; leurs excès étaient en quelque sorte inscrits dans leurs gènes et, emportés par le triomphe de leur modèle à la fin du XXème siècle, ils n'ont pas su garder la juste mesure, pourtant essentielle à sa survie. Le modèle démocratique est-il pour autant condamné ? Peut-être pas. Mais son sauvetage nécessite que les populations qui en profitent réalisent la fragilité de leur système : la démocratie est attaquée par des puissances autocratiques qui craignent la contagion (Russie, Chine, Turquie, Iran…), elle est discréditée par des peuples mal à l'aise avec la rupture culturelle qu'il entraîne (Afrique, monde musulman…) et elle est sapée en interne par ses excès – pourtant prévisibles – qui déstructurent les sociétés (inégalités,

[18] Ibid page 278
[19] Ibid page 123
[20] Ibid page 127

fragmentation, cancel culture, culte des minorités, apathie, soumission aux opinions publiques).

L'attrait que suscite encore ce modèle à l'extérieur devrait nous motiver. L'égalité des conditions est en effet une sorte de virus auquel il est difficile de résister lorsqu'on a été contaminé. La chute de l'URSS hier, la résistance des Ukrainiens pour sauver leur modèle aujourd'hui, les mouvements pour l'émancipation des femmes en Iran et pour plus de liberté individuelle en Chine en sont des illustrations. Poutine, Raïssi et Xi Jinping ne s'y sont pas trompés lorsqu'ils crient au complot de l'Occident. Si les évolutions sociétales dans ces pays prendront du temps et ne peuvent qu'être le fruit d'une lente maturation intellectuelle au sein des sociétés, il est intéressant de noter que, dans le combat des idées qui se déroule aujourd'hui, les défenseurs les plus acharnés du modèle démocratique se trouvent parmi ceux qui en sont privés.

La survie du modèle démocratique dépend donc en final des démocraties elles-mêmes ; elles doivent démontrer que leur système est non seulement efficace mais vertueux et créateur d'harmonie soutenable en interne et avec leurs partenaires. Les sociétés démocratiques doivent donc renouer avec leur histoire, leur culture et leur spécificité, elles doivent recréer en leur sein un horizon spirituel partagé, elles doivent réarticuler une organisation qui favorise le lien social, la responsabilité individuelle et le sentiment d'une destinée commune. On pourrait résumer ce programme en la revivification du concept d'État-nation, creuset du modèle démocratique, permettant d'articuler l'universel et le particulier, de profiter des bienfaits d'une société basée sur « l'égalité des conditions » entre ses citoyens, tout en maîtrisant les dérives mortifères qui peuvent en découler. Un État-nation ainsi revigoré, peut préserver une organisation démocratique, s'intégrer dans une communauté politique qui partage ses valeurs comme

l'Union européenne et coopérer avec des États d'une autre nature sans souhaiter les transformer, ce processus ne pouvant être qu'interne. La démocratie libérale, « pire des systèmes à l'exception de tous les autres » d'après Winston Churchill, mérite qu'on la défende contre ses agresseurs et qu'on la préserve de ses propres perversions.

Publié le 16 décembre 2022 par l'institut FMES.

COMPTES RENDUS DE COLLOQUES ORGANISÉS PAR L'INSTITUT FMES

Compte rendu du forum sur la sécurité en Méditerranée

Le 8 juin 2022 s'est tenu à Rome le Forum sur la sécurité en Méditerranée organisé conjointement par l'Institute for Global Studies italien et la FMES, qui était représentée par son directeur général et son directeur académique. Une cinquantaine de participants dont plusieurs membres de représentations diplomatiques en Italie ont débattu des évolutions des menaces en Méditerranée et de leurs conséquences sur le futur de l'industrie navale.

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, mais également face aux durcissements des ambitions de compétiteurs régionaux désinhibés, la perspective pour les marines européennes d'être engagées dans une confrontation n'est plus à écarter. Face à la menace représentée par la dissémination d'armes de haute précision, il est apparu nécessaire de repenser les standards de résilience des navires de guerre, de les équiper de systèmes d'autodéfense capables de traiter des armes hypervéloces et de les doter d'armements à long rayon d'action et fort pouvoir de pénétration.

Cet évènement conjoint très réussi a permis à la FMES et à l'Institut for Global Studies de se rapprocher et d'envisager des collaborations futures, notamment en vue des Rencontres stratégiques de la Méditerranée 2023.

La direction de la FMES en a profité pour nouer des liens avec l'Istituto Affari Internazionali (IAI), think tank italien de référence pour les questions militaires et stratégiques.

Publié le 30 juin 2022 par l'institut FMES.

Présentation de la FMES à l'IFC-IOR

À l'invitation du directeur de l'Information Fusion Center – Indian Ocean Region (IFC-IOR) de New-Delhi, Jean-Michel Martinet a présenté les acticités de la FMES à l'état-major de ce centre de fusion de l'information maritime et donné sa vision des problématiques migratoires et de trafic d'armes en Méditerranée.

L'IFC-IOR a pour mission de contribuer au renforcement de la sécurité maritime par la diffusion de bulletins de sécurité maritime couvrant les menaces représentées par la piraterie et les vols à main armée, le trafic d'êtres humains et de contrebande, la pêche illégale non réglementée et non déclarée, le terrorisme maritime. Sa zone d'intérêt n'est pas limitée à l'Océan Indien et ses bulletins couvre également la Méditerranée. L'IFC-IOR accueille dix officiers de liaison internationaux de pays partenaires : Australie, France, Japon, Maldives, Maurice, Myanmar, Seychelles, Singapour, Royaume-Uni, États-Unis d'Amérique, qui ont tous assisté à la présentation.

Compte tenu de la richesse des échanges de cette première visioconférence, il a été convenu de poursuivre la relation pour satisfaire aux besoins respectifs d'études de la FMES et de l'IFC-IOR. La FMES intègre ainsi le réseau de plus de 50 centres partenaires de l'IFC-IOR.

Publié le 25 juillet 2022 par l'institut FMES.

Retour sur la première édition des RSMED

La Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES) a organisé les mardi 27 et mercredi 28 septembre 2022, au palais Neptune de Toulon, la première édition de son nouveau grand rendez-vous géopolitique annuel, les Rencontres stratégiques de la Méditerranée (RSMed).

La première journée, organisée en partenariat avec la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), s'est parfaitement déroulée selon le programme prévu par les équipes de la FMES et a déjà attiré plus de 1000 visiteurs.

Le mardi, les RSMed ont débuté avec, à 9h00, un discours d'inauguration du vice-amiral d'escadre (2s) et directeur de l'institut FMES, Pascal Ausseur, qui a rappelé les enjeux d'un dialogue de fond et l'importance de la réflexion stratégique face à la fragmentation croissante du monde. Xavier Pasco, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique a pour sa part souligné « l'approche originale des RSMed par son brassage innovant d'idées », et a rappelé la nécessité de décentrer le regard, en tenant ces RSMed à Toulon, sur les rives de la Méditerranée.

Le député Yannick Chenevard, représentant du Président de la Commission de Défense de l'Assemblée nationale, est revenu sur les grands défis stratégiques, et notamment l'importance de préparer l'avenir de l'armée, dans la durée, avec stabilité et persévérance.

Mohamed Mahali, représentant de la Région Sud – Provence-Alpes-Côte d'Azur, a fait part du rôle ambitieux et volontariste de la Région dans l'économie de défense, tandis qu'Alice Guitton, Directrice générale des relations internationales et de la stratégie

– DGRIS – au ministère des Armées, a souligné la centralité de la Méditerranée dans les dynamiques géopolitiques actuelles : contestation de l'ordre international, retour de la guerre de haute intensité, guerre hybride…

Enfin, l'amiral Gilles Boidevezi, Préfet maritime de la Méditerranée, Commandant en chef de la Méditerranée, a rappelé que l'objectif des RSMed est justement, par le dialogue, de dégager des pistes d'action afin de s'extraire des contraintes et aller vers un horizon meilleur.

À 10h30, les trois premières tables-rondes, animées par de nombreux experts, hauts-gradés et représentants industriels, ont permis d'aborder des thématiques d'une actualité marquante : la guerre en Ukraine, l'évolution contemporaine du spatial (cloud et cyber), et les enjeux de défense liés à l'énergie, au climat et à l'environnement.

Table ronde 1 : Après l'Ukraine ?

Intervenants : Alexandra Goujon (Université de Bourgogne), Vincent Breton (Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations), Céline Marangé (Institut de recherche stratégique de l'École militaire, IRSEM).

Modérateur : Patrick Lefebvre, institut FMES.

Retour sur une guerre imaginée comme une « guerre éclair » par la Russie suite à une mauvaise évaluation du niveau de ses forces, de l'adhésion de sa population et de la réaction de la communauté internationale. La Russie fait finalement face à plusieurs défis qui laissent suggérer différents scénarii pour la suite du conflit, exposés par le général Vincent Breton : 1) Un conflit qui s'enlise

dans un rapport de force qui se perpétue (conflit « gelé ») ; 2) Un épuisement d'un des deux belligérants, dans le cas d'une réduction de l'aide occidentale à l'Ukraine par exemple, et donc la genèse d'une situation analogue à celle de la Crimée depuis 2014 ; 3) une révolution de palais à Moscou ; 4) une escalade et un conflit « ouvert » avec l'OTAN. Sans se prononcer sur le scénario le plus probable, le général de corps d'armée (2s) Patrick Lefebvre conclut en ouvrant la réflexion sur les conséquences directes, à savoir la prolifération de crises périphériques dans d'autres régions du monde, notamment liées à des questions économiques.

De nombreuses questions ont été posées sur les ambitions profondes de Vladimir Poutine et les objectifs clairement visés par V. Zelensky à ce stade du conflit. Sur le premier point, Céline Marangé rappelle la triple impasse dans laquelle se trouve le président russe (militaire, économique et diplomatique), et Alexandra Goujon présente en regard les objectifs du président ukrainien, justement tournés vers le maintien d'un soutien militaire et économique liés à un durcissement des sanctions à l'encontre de la Russie.

En clôture de cette table ronde, le général Breton rappelle les 5 principaux enseignements de la guerre à ce stade :

- La difficile compréhension des intentions des adversaires ;
- Le retour de la guerre classique, territoriale, aux abords de l'Europe ;
- L'affrontement des forces morales et des volontés ;
- Le rôle important de la bataille de l'information, stratégique et décisive ;
- Le retour de la grammaire nucléaire.

Table ronde 2 : Évolution contemporaine du spatial (cloud, cyber)

Intervenants : Isabelle Duvaux-Bechon (Agence spatiale européenne, ESA), Mickael Ulvoa (Thales Group), GBA Thierry Blanc (Armée de l'Air et de l'Espace).

Modérateur : Xavier Pasco (FRS).

Dès l'introduction de cette table ronde, le sujet était posé : le postulat selon lequel un futur conflit de haute intensité débordera dans l'espace n'en est plus un, la question n'étant plus « si » mais plutôt « quand », et comment il sera appréhendé, comme le souligne le général Thierry Blanc. L'un des enjeux essentiels selon lui tient à la protection des satellites et à leur adaptation aux futures menaces, ce qui implique une collaboration renforcée avec les industriels de la défense mais aussi de nouveaux acteurs privés spécialisés dans l'industrie du « Newspace ». L'enjeu est de savoir préserver et maitriser les données au temps de la convergence entre les technologies spatiales et numériques. M. Ulvoa corrobore ces points tout en sensibilisant l'auditoire aux risques liés à l'utilisation de l'Open source, qui demeure techniquement liée à la vie d'un satellite. Dans ce contexte, le rôle et les missions de l'Agence spatiale européenne en deviennent définitivement stratégiques, dans sa capacité à répondre à un objectif de sécurité et de compétitivité en regard des autres grandes puissances, tant sur un plan civil que militaire comme le rappelle Mme Duvaux-Bechon.

Alors que les technologies spatiales existaient pour elles-mêmes, on perçoit désormais l'espace comme une structure et les technologies comme des infrastructures sur lesquelles on va s'appuyer. Cela soulève, comme le rappelle M. Pasco, des sujets de

financement, de gouvernance et même de gestion d'une ressource devenue presque rare dans un tel contexte : celle des fréquences, régie par l'Union internationale des télécommunications (UIT).

Table ronde 3 : Energie, climat et environnement

Intervenants : Nicolas Mazzucchi (Centre d'études stratégiques de la Marine, CESM), Alexandra Nicolas (Université de Tours / ministère des Armées), Alexandre Taithe (FRS).

Modérateur : Luca Baccarini (Institut de relations internationales et stratégiques, IRIS).

Difficile de ne pas ouvrir cette table ronde sans souligner le rôle indirectement joué par la guerre en Ukraine pour mettre en lumière les fragilités de l'espace méditerranéen dans son rapport à l'environnement et à la gestion de ses ressources naturelles. Ce territoire, longtemps perçu comme un lieu de transit, se positionne à la confluence d'enjeux énergétiques, alimentaires et climatiques qui font de lui un potentiel catalyseur de conflits (Luca Baccarini), autant qu'un « laboratoire du réchauffement climatique » (Alexandre Taithe). Sur ce dernier point, Alexandra Nicolas met clairement l'accent sur la surexploitation des ressources (halieutiques, en eau, etc.) devenue critique pour le maintien de la sécurité alimentaire. L'instrumentalisation de ces questions par les puissances en vue d'élargir les revendications de territoires est également rappelée. Le cas de l'Égypte et de ses difficultés à préparer sa main d'œuvre aux défis climatiques à venir est longuement exposé par A. Taithe.

La reconfiguration des enjeux gaziers est explicitée par Luca Baccarini, qui explique que nous sommes désormais face à « un axe

diplomatique entre la Grèce, Israël, Chypre et l'Égypte pour exporter du gaz vers l'UE. ».

En réponse à la question de Nicolas Mazzucchi, qui s'interroge sur un éventuel impact positif de la transition énergétique sur la région, les avis divergent. Le rapport à l'eau, ressource rare et pourtant encore très utilisée dans le déploiement des énergies renouvelables, est notamment pointé du doigt.

Au terme de cette table ronde, deux points ressortent en force :

- L'adaptabilité des hommes à un contexte changeant (par l'innovation technologique, autant que par une évolution naturelle des modes d'action)
- L'importance d'une gouvernance consolidée et d'un dialogue constant sur ces sujets clé.

Dès 14h l'après-midi, notre premier grand témoin, monsieur Daniel Rondeau, nous a proposé un regard littéraire et chargé de références à l'Histoire afin de mieux mettre en perspective les enjeux contemporains. La disparition de Carthage, l'héritage culturel des traditions judéo-chrétiennes et notre rapport à la liberté, en France et en Europe, sont présentés comme autant de moyens de réfléchir aux limites et opportunités de la situation géopolitique actuelle. M. Rondeau expose ainsi que « la France et l'UE sont à un tournant décisif » et que l'histoire n'a pas fini de s'écrire.

Un nouveau cycle de trois tables rondes a ensuite été lancé, avec la même affluence que le matin.

Table ronde 4 : Drones, mécanisation et déshumanisation des systèmes d'armes

Intervenants : Frédéric Coste (FRS), Lionel Collot (Thales), Éric Papin (Naval Group).

Modérateur : Océane Zubeldia (IRSEM).

En ouverture de cette table ronde, la définition précise du drone a été rappelée. Cet engin, piloté seul et destiné à réaliser certaines missions, programmées ou en autonomie, n'en est qu'aux phases de tests, notamment dans certaines de ses versions militaires (drone sous-marin, de surface) mais dispose déjà de capacités opérationnelles reconnues, selon M. Papin. L'innovation majeure repose ici sur la disparition de l'exposition directe de l'homme dans la mission, ce qui soulève la question des moyens de remplacer / reproduire le travail des forces armées dans un drone. Le recours à l'intelligence artificielle est évoqué, sans nier les limites, notamment dans sa mise en application dans la version sous-marine des drones.

Les défis techniques liés à l'utilisation des drones dans le domaine naval sont détaillés un peu plus par M . Collot. Ce dernier rappelle à quel point cette innovation se confronte à de nombreuses contraintes : compatibilité avec l'état de mer, étanchéité, maintien de la communication, etc. Les drones doivent aussi composer avec les autres matériels et modes opératoires pré-existants, qu'il s'agit d'adapter pour créer une meilleure interopérabilité de chacun.

M. Coste rappelle que de tels défis sont moins prégnants, ou du moins déjà bien intégrés pour ce qui concerne les drones aériens, utilisés depuis longtemps sur des théâtres d'opération en Méditerranée et au Moyen-Orient.

Le sujet des drones ne pouvait être abordé sans évoquer la perception qui en est faite par l'opinion publique qui, si elle est difficile à mesurer, soulève déjà des débats, notamment sur la légalité de frappes en territoires non-officiellement en guerre, ou encore les risques de déresponsabilisation du fait de la distance entre l'homme et la machine. Le drone est, comme le rappelle M. Coste, présenté déjà par certains comme « l'arme du lâche ». L'importance d'une sensibilisation à ce rapport quasi métaphysique entre l'homme et la machine, le sens de l'honneur et le maintien d'une nouvelle forme de sensibilité, éclairée, ont été clairement rappelés. Cette table ronde est conclue par Mme Zubeldia qui insiste sur l'importance d'éduquer à la confiance envers une nouvelle technologie devenue désormais inévitable, y compris au sein des forces d'action navales.

Table ronde 5 : Rivalités de puissance – Chine, Russie, Union européenne, États-Unis

Intervenants : Valérie Niquet (FRS), Maya Kandel (Sorbonne Nouvelle), Bruno Dupré (service diplomatique eurpéen, SEAE).

Modérateur : Marie-France Chatin (Radio France Internationale, RFI).

Un sujet complexe est abordé dans cette table ronde, à un moment où les agendas de politique intérieure de la Chine et des États-Unis sont chargés, où la Russie s'enlise dans le conflit ukrainien (ce qui n'est pas sans gêner Pékin, comme le souligne Valérie Niquet) et alors que l'Union européenne « doit se réveiller du brouillard de la Paix » (B. Dupré) pour garder une place reconnue sur la scène internationale.

Concernant l'Union européenne, l'unité affichée depuis les débuts du conflit ukrainien survivra-t-elle à l'hiver ? B. Dupré s'interroge à ce sujet, dans un contexte de crise (structurelle ?), alors qu'il pointe du doigt les insuffisances de l'Europe sociale.

Au-delà de l'entente des pays membres, la question du rapport de force entre grandes puissances est rapidement replacée au cœur des échanges. Il y a d'abord la réaction des pays de la Méditerranée et du Moyen-Orient, peu impliqués dans le conflit ukrainien si ce n'est pour essayer de préserver leurs intérêts face aux conséquences de ce conflit. Cela incite l'Union européenne à repenser sa relation avec ces pays sous la forme de partenariats plus solides et non pas sous forme de simple tutelle.

L'alliance entre la Chine et la Russie est ensuite perçue comme appelant une réponse claire de l'Europe. Les intervenants débattent sur la pertinence de considérer la Chine comme un rival systémique et de rompre totalement le dialogue avec la Russie.

Finalement, les rapports entre la Chine et la Russie sont davantage présentés comme un partenariat moins engageant qu'une alliance, la Chine restant sur sa réserve quant à l'avenir de son voisin. V. Niquet énumère ici les problèmes domestiques aigus auxquels la Chine doit faire face : crise immobilière et sanitaire, population vieillissante, autant de freins à une alliance totale avec la Russie.

Les États-Unis, quant à eux, proches des élections de mi-mandat, voient leurs rapports aux autres puissances questionnés par l'opinion publique interne selon Maya Kandel. En particulier, le soutien du pays à l'Ukraine dès 2014 et l'annexion de la Crimée n'est pas perçu toujours favorablement, dans un contexte post-Covid encore prégnant.

La leçon semble ici clairement intégrée : la dépendance de l'UE envers la Russie pour ses ressources énergétiques, tant montrée du doigt par les États-Unis, ne doit pas se reproduire aux États-Unis par une dépendance envers la Chine sur un certain nombre de sujets économiques.

Finalement, la discussion s'attarde sur la triple opportunité que représente le jeu actuel de puissances pour l'UE :

- Mettre la naïveté de côté : le continent est en guerre, principalement systémique.
- Préparer l'autonomie stratégique de l'UE : l'espace, les technologies, la sécurité maritime, etc.
- Choisir ses interdépendances, autant que la Chine et les États-Unis.

Table ronde 6 : Déplacements et migrations – enjeux sécuritaires

Intervenants : GB Cyrille Youchtchenko (adjoint officier général de zone de défense et de sécurité Sud, OGZDS), VA Giacinto Sciandra (Marine italienne), CA (2s) Jean-Michel Martinet (ancien *deputy commander* de l'opération Sophia), Vincent Cochetel (Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, UNHCR).

Modérateur : Jean-Christophe Martin (Université Côte d'Azur / OS2MO).

Parlant d'expérience, M. Martinet a introduit cette table ronde en évoquant les opérations Sophia et Irini menées par l'UE dans le cadre de sa gestion de la question migratoire en Méditerranée.

Il distingue trois enjeux sécuritaires clés liés aux questions migratoires :

- Les réseaux criminels très structurés ;
- L'utilisation géopolitique du migrant comme une arme ;
- La déstabilisation des pays transitoires.

Vincent Cochetel complète en revenant sur la terminologie du terme de migration, rappelant qu'une partie des mouvements migratoires sont légaux et encadrés. Dans le cas précis des « mouvements mixtes irréguliers », la composition démographique est ciblée et permet d'organiser la prise en charge : par une mutualisation des responsabilités à tous les niveaux (sauvetage en mer, accueil sur le sol européen) et le soutien aux pays de départ, tel que cela est mis en place entre l'Italie et la Libye, comme le rappelle le VA Sciandra.

En conclusion, et dans une perspective de sécurité intérieure, le GB Cyrille Youchtchenko évoque les liens entre cette thématique et la lutte anti-terroriste française, en rappelant les 3 grands axes retenus par l'armée de Terre :

- action de prévention et d'influence ;
- solidarité stratégique avec les partenaires européens et de l'OTAN, notamment l'Espagne et l'Italie ;
- protection et résilience sur le territoire national (évolution de l'opération Sentinelle notamment).

Grand témoin

La deuxième journée des RSMed, mercredi 28 septembre, s'est ouverte sur le témoignage de Madame Véronique Roger Lacan, ambassadrice, représentante permanente de la France auprès de l'UNESCO.

Elle nous a livré un discours très vivant, basé sur ses expériences multiples au sein d'institutions internationales. Elle a rappelé le

dessein fondamental de l'UNESCO, de "contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'Homme". Toutefois, elle estime qu'il est aujourd'hui nécessaire de remettre au centre de l'UNESCO et de sa communication les valeurs d'universalisme et du multilatéralisme, sans quoi l'institution faillit à ses missions.

Le reste de la matinée fut consacré à trois tables-rondes.

Table ronde 7 : Le multilatéralisme au défi de la Méditerranée

Intervenants : GAA(2s) Jean-Paul Palomeros (ancien Commandant suprême allié Transformation – SACT, OTAN), VAE Hervé Bléjean (directeur général de l'état-major de l'Union européenne), amiral Kamel Akrout (ancien conseiller du président tunisien), Giovanni Romani (section Moyen-Orient Afrique de l'OTAN).

Modérateur : VAE (2S) Pascal Ausseur, directeur général de l'institut FMES.

Nos intervenants ont pu livrer leurs visions de l'état actuel des échanges et des coopérations entre les partenaires du bassin méditerranéen. Le contexte rendu difficile dans cette région par les tensions croissantes dans l'accaparement des ressources en hydrocarbures et par la déstabilisation de nombreux États du Maghreb et du Moyen-Orient ont poussé nos intervenants a formuler des propositions innovantes pour assurer la paix, la stabilité et la cohésion des partenaires méditerranéens.

Table ronde 8 : Recompositions au Moyen-Orient – Turquie, Iran, monarchies du Golfe

Intervenants : Pierre Razoux (directeur académique de la FMES), Dorothée Schmid (directrice du programme Turquie Moyen-Orient à l'IFRI), Emma Soubrier (chercheure à l'université Nice Côte d'Azur et *non resident fellow* à la World Peace Foundation, Tufts University).

Modérateur : Agnès Levallois (chercheure à la FRS et vice-présidente de l'IREMMO).

La table-ronde sur les recompositions au Moyen-Orient a permis de revenir sur de nombreux enjeux : impacts de la guerre en Ukraine et positionnement des acteurs (Golfe, Israël, Turquie, Iran), hausse des tensions Grèce-Turquie, situation interne iranienne et ambitions stratégiques de Téhéran.

Table ronde 9 : Les enjeux de l'hypervélocité

Intervenants : VAE (2S) Charles-Henri du Ché (Ariane Group), Laurent Duport (MBDA), Luc Dini (Thales).

Modérateur : Stéphane Delory (FRS)

Les intervenants, provenant des différentes industries de l'armement, ont tenu à expliquer ce que sont les missiles hypersoniques et quelles menaces et opportunités en découlent. Ces missiles balistiques sont caractérisés par une vitesse supérieure à mach5, une trajectoire essentiellement atmosphérique et manœuvrabilité constante. Leurs intérêts se trouvent dans la capacité sans comparaison possible à pénétrer les systèmes ennemis. Aux industries alors de réussir à créer les

défenses anti-hypersoniques capables de les intercepter mais aussi de développer les technologies pouvant alerter de leurs lancements et leurs trajectoires dans un labs de temps restreint. Les intervenants ont tenté de faire un inventaire des arsenaux dont disposent les États et dont la connaissance doit permettre de continuer à performer notre défense.

Publié le 29 septembre 2022 par l'institut FMES.

Table-ronde des chefs-militaires

En clôture de la première journée des #RSMed nous avons eu l'honneur de recevoir les chefs d'états-majors des marines française et portugaise, respectivement l'Amiral Pierre Vandier et l'Amiral Henrique Gouveia e Melo.

Pour l'Amiral Gouveia e Melo, la période présente des similitudes à celle de la guerre froide avec une intensification des menaces qui impose le soutien américain et renouvelle un rôle prépondérant de de l'OTAN. Jusqu'à présent, l'Europe dispose d'une stratégie continentale tournée vers l'Est. Une orientation sur le flanc Sud pourrait être un axe de la stratégie otanienne. Aujourd'hui, les Européens ont tendance à surestimer leur sécurité en recourant, pour plus de la moitié des États, au soutien des États-Unis. Enfin, il a tenu à rappeler les similarités entre les espaces communs que sont l'espace exo-atmosphérique, le cyberespace et l'espace maritime. Il faut empêcher, sur la base du droit international notamment, l'appropriation usurpée de ces espaces. Pour cela, l'approche en coalition, notamment avec l'OTAN, est fondamentale, alors que l'on assiste à un mouvement de bascule de la puissance de l'Ouest vers l'Est.

Pour l'Amiral Vandier, nous assistons à la fin d'un cycle avec l'avènement d'une nouvelle ère où les chocs se substituent aux crises. Si les crises sont suivies d'un retour à l'état initial, les chocs nous propulsent irrémédiablement vers de nouvelles évolutions. Quatre grands chocs sont à noter : le choc sécuritaire, le choc économique depuis le Covid, le choc environnemental et le choc énergétique. Ces chocs ont battu en brèche des préconçus, comme le fait que l'économie de marché amenait à la démocratie, que l'interdépendance économique empêchait la guerre ou qu'en se désarmant de manière unilatérale tout le monde allait en faire de

même. Conscient de cela, la marine française entraîne ses marins à des scénarios de confrontations plus dures. Afin de répondre à ces défis, la France doit, selon l'Amiral, anticiper et prévenir, gagner la guerre avant la guerre, ainsi que développer les partenariats et l'interopérabilité des systèmes.

Le général Nassif, sous-chefs plans de l'EMA libanais, et le contre-amiral Sciandra, commandant de la logistique de la marine italienne, ont ensuite pris la parole pour échanger sur les enjeux des marines méditerranéennes.

Publié le 29 septembre 2022 par l'institut FMES.

L'ensemble des tables rondes est disponible sur notre chaîne YouTube FMES-France.

FMES
Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

9 782957 994793

Institut FMES
Maison du Numérique et de l'Innovation
Place Georges Pompidou - 83000 Toulon
+33 4 94 05 55 55
info@fmes-france.org
www.fmes-france.org